



# MDRP

# Rapport final

Vue d'ensemble des résultats du programme

Juillet 2010

© 2010

Banque internationale pour la reconstruction et le développement / Banque mondiale  
1818 H Street, NW  
Washington, DC 20433  
Site web: [www.mdrp.org](http://www.mdrp.org)  
Courriel: [info@mdrp.org](mailto:info@mdrp.org)

Tous droits réservés

Le Rapport final du MDRP a été produit par le personnel du Secrétariat du MDRP à la Banque mondiale. Le rapport est principalement fondé sur le Mémoire de fin d'exécution (MFE) du Fonds fiduciaire à bailleurs multiples du MDRP, document interne de la Banque mondiale.

Les constatations, interprétations et conclusions présentées ici sont uniquement celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement l'avis de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale, des organisations qui lui sont affiliées, de ses Directeurs exécutifs, des pays qu'ils représentent, et des partenaires et bailleurs de fonds du MDRP.

Pour obtenir des copies de ce rapport ou pour plus d'informations sur le MDRP, veuillez envoyer un courriel à [info@mdrp.org](mailto:info@mdrp.org) ou visiter le site web [www.mdrp.org](http://www.mdrp.org).



**Programme multi-pays de  
démobilisation et réintégration  
MDRP**

**Rapport final**

Vue d'ensemble des résultats du  
programme

**Juillet 2010**



# Table des matières

<b>Liste des abréviations et des sigles .....</b>	<b>v</b>
<b>Sommaire exécutif .....</b>	<b>1</b>
ÉLÉMENTS PRINCIPAUX .....	1
TENDANCES RÉGIONALES.....	1
RÉSULTATS PRINCIPAUX .....	2
PERFORMANCE DU PROGRAMME .....	2
ENSEIGNEMENTS ET IMPLICATIONS .....	3
SUITE DU MDRP .....	6
<b>I. Historique et contexte .....</b>	<b>7</b>
1. GÉOGRAPHIE ET DÉMOGRAPHIE .....	7
2. CONTEXTE POLITIQUE ET SÉCURITAIRE .....	8
3. PROCESSUS RÉGIONAUX DE PAIX .....	10
4. STRATÉGIE DE DÉMOBILISATION ET RÉINTÉGRATION DANS LA RÉGION ÉLARGIE DES GRANDS LACS .....	10
<b>II. Objectifs et conception du MDRP .....</b>	<b>12</b>
1. OBJECTIFS .....	12
2. DÉMARCHE SUIVIE .....	12
3. COMPOSANTES DU PROGRAMME .....	13
4. MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE ET STRUCTURE DE GOUVERNANCE ..	14
5. INDICATEURS DE RÉSULTAT .....	16
<b>III. Résultats.....</b>	<b>17</b>
1. PERTINENCE DU PROGRAMME .....	17
2. RÉALISATION DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT .....	18
3. STRATÉGIE DE RETRAIT DU MDRP .....	36

<b>IV. Performance .....</b>	<b>38</b>
1. LE PROGRAMME .....	38
2. RISQUES POUVANT AFFECTER LES RÉSULTATS DU PROGRAMME .....	40
3. BANQUE MONDIALE ET BÉNÉFICIAIRES .....	41
<b>V. Enseignements et implications pour les programmes futurs .....</b>	<b>45</b>
1. UNE DÉMARCHE RÉGIONALE EXHAUSTIVE POUR LE DDR .....	45
2. LES DIMENSIONS POLITIQUES DE LA DÉMOBILISATION .....	46
3. APPROPRIATION NATIONALE.....	47
4. LE PARTENARIAT DU MDRP .....	48
5. SOLLICITER ET GÉRER LES RESSOURCES DU FONDS FIDUCIAIRE.....	51
6. CONSIDÉRATIONS OPÉRATIONNELLES SUR LE DDR.....	52
7. REGARD SUR LE FUTUR: LES POLITIQUES ET PROCÉDURES DE LA BANQUE MONDIALE SUR LE DDR .....	55

## TABLEAUX

Tableau 1: Indicateurs de développement pour les pays du MDRP, 2007 .....	8
Tableau 2: Évolution des dépenses militaires (en pourcentage du PIB) par pays, 2002-2007 .....	19
Tableau 3: Rôles et responsabilités du partenariat: primaire (P), facilitation (F) et informationnel (I) .....	21
Tableau 4: Programmes nationaux et projets spéciaux financés par le MDRP et IDA (USD).....	24
Tableau 5: Nombre d'ex-combattants adultes bénéficiaires des programmes de DDR, par genre et pays .....	26
Tableau 6: Enfants-soldats bénéficiaires .....	27
Tableau 7: Classement des programmes nationaux et des projets spéciaux en Ouganda et en RCA selon les MFE et les RFE .....	39
Tableau 8: Classement des projets spéciaux financés par les ONG et les Nations Unies, extrait des MFE.....	40
Tableau 9: Partenaires du MDRP: ce qu'ils attendaient du partenariat et ce qu'ils en ont reçu.....	49

## FIGURES

Figure 1: Indice de stabilité, RGL, 2002-2008 .....	19
Figure 2: Dépenses du Secrétariat du MDRP pour la gestion du programme, par pays et année budgétaire .....	33

## ANNEXES

<b>Annexe 1:</b> Tableaux des coûts et de financement .....	59
<b>Annexe 2:</b> Annexe statistique .....	61
<b>Annexe 3:</b> Partenaires du MDRP .....	64
<b>Annexe 4:</b> Synthèse des programmes nationaux et projets spéciaux du MDRP.....	65
<b>Annexe 5:</b> Réunions des partenaires du MDRP .....	77
<b>Annexe 6:</b> Travaux d'analyse .....	81
<b>Annexe 7:</b> Liste des fonds fiduciaires apparentés .....	82
<b>Annexe 8:</b> Documents justificatifs et références.....	84



# Liste des abréviations et des sigles

<b>AFDL</b>	Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo-Zaïre
<b>AFTCS</b>	<i>Fragile States, Conflict and Social Development Unit</i> (Unité chargée des États fragiles, du conflit et du développement social)
<b>BAD</b>	Banque africaine de développement
<b>BCAH</b>	Bureau de la coordination des affaires humanitaires (ONU)
<b>BINUB</b>	Bureau intégré des Nations Unies au Burundi
<b>CC</b>	Comité consultatif (du MDRP)
<b>CE</b>	Commission européenne
<b>CEPGL</b>	Communauté économique des pays des Grands Lacs
<b>CFF</b>	Comité du fonds fiduciaire (du MDRP)
<b>CIRGL</b>	Conférence internationale sur la région des Grands Lacs
<b>COMREC</b>	Reconstruction communautaire, réinsertion des ex-combattants et réduction des armes légères
<b>CRB</b>	Croix-Rouge de Belgique
<b>CRDR</b>	Commission rwandaise de démobilisation et de réintégration
<b>CTE</b>	Combattants en territoire étranger
<b>CUA</b>	Commission de l'Union africaine
<b>D&amp;R</b>	Démobilisation et réintégration
<b>DAP</b>	Département des affaires politiques (ONU)
<b>DDR</b>	Désarmement, démobilisation et réintégration
<b>DPKO</b>	<i>Department of Peacekeeping Operations</i> (Département des opérations de maintien de la paix)
<b>EAFC</b>	Enfants associés aux forces de combat
<b>ESSD</b>	<i>Environmentally and Socially Sustainable Development Department</i> (Département du développement environnemental et social durable)
<b>FAA</b>	Forces armées angolaises
<b>FAGA</b>	Femmes associées aux groupes armés

<b>FAR</b>	Forces armées rwandaises
<b>FDLR</b>	Forces démocratiques de libération du Rwanda
<b>GTC</b>	Groupe technique de coordination (du MDRP)
<b>GTZ</b>	<i>Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit</i> (Organisation allemande de coopération technique)
<b>IBTF</b>	<i>Initiating Brief for a Trust Fund</i> (Note introductive pour un fonds fiduciaire)
<b>IDA</b>	<i>International Development Association</i> (Association pour le développement international)
<b>IFESH</b>	<i>International Foundation for Education and Self Help</i> (Fondation internationale pour l'éducation et l'autoassistance)
<b>IRC</b>	<i>International Rescue Committee</i> (Comité international de secours)
<b>JICA</b>	<i>Japan International Cooperation Agency</i> (Agence japonaise de coopération internationale)
<b>KFW</b>	Banque allemande de développement
<b>LEAP</b>	<i>Learning for Equality, Access and Peace</i> (Apprentissage pour l'égalité, l'accès et la paix)
<b>LRA</b>	<i>Lord's Resistance Army</i> (Armée de Résistance du Seigneur)
<b>MDRP</b>	<i>Multi-Country Demobilization and Reintegration Program</i> (Programme multi-pays de démobilisation et réintégration)
<b>MDTF</b>	<i>Multi-Donor Trust Fund</i> (Fonds fiduciaire à bailleurs multiples)
<b>MFE</b>	Mémoire de fin d'exécution
<b>MLC</b>	Mouvement pour la libération du Congo
<b>MONUC</b>	Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo
<b>MPLA</b>	Mouvement populaire pour la libération de l'Angola
<b>MRR</b>	Mécanisme d'obtention rapide des résultats
<b>NIDDR</b>	Normes intégrées de désarmement, démobilisation et réintégration
<b>OIT</b>	Organisation internationale du travail (ONU)
<b>ONU</b>	Organisation des Nations Unies
<b>ONUB</b>	Opérations des Nations Unies au Burundi
<b>PAM</b>	Programme alimentaire mondial
<b>PDRA</b>	Programme de démobilisation et réintégration de l'Angola

<b>PDRR</b>	Programme de démobilisation et réintégration du Rwanda
<b>PDRU</b>	Programme de démobilisation et réintégration d'urgence
<b>PNDRR</b>	Projet national de démobilisation, réinsertion et réintégration
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le développement
<b>PRAC</b>	Projet de réinsertion des ex-combattants et d'appui aux communautés
<b>RCA</b>	République Centrafricaine
<b>RCD</b>	Rassemblement congolais pour la démocratie
<b>RDC</b>	République démocratique du Congo
<b>RdC</b>	République du Congo
<b>RFE</b>	Rapport de fin d'exécution
<b>RGL</b>	Région des Grands Lacs (en Afrique centrale)
<b>RMP</b>	Revue à mi-parcours
<b>RRRRO</b>	Rapatriement, réhabilitation, réinstallation et réintégration des «reporters» en Ouganda
<b>SCF</b>	<i>Save the Children Fund</i>
<b>SIG</b>	Système d'information de gestion
<b>SIPRI</b>	<i>Stockholm International Peace Research Institute</i> (Institut international de recherche sur la paix de Stockholm)
<b>TDRP</b>	<i>Transitional Demobilization and Reintegration Program</i> (Programme transitionnel de démobilisation et réintégration)
<b>UA</b>	Union africaine
<b>UC</b>	Unités de compte
<b>UNESCO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
<b>UNHCR</b>	<i>United Nations High Commissioner for Refugees</i> (Haut commissaire des Nations Unies pour les réfugiés)
<b>UNIFEM</b>	Fonds de développement des Nations Unies pour les femmes
<b>UNITA</b>	<i>União Nacional Para a Independência Total de Angola</i> (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola)



# Sommaire exécutif

**L**e Programme multi-pays de démobilisation et réintégration (MDRP) était un cadre régional visant à faciliter le désarmement, la démobilisation et la réintégration (DDR) de près de 350 000 ex-combattants dans la Région élargie des Grands Lacs (RGL) en Afrique. Sept pays de la RGL, impliqués dans un conflit régional ancré en République démocratique du Congo (RDC) pendant les années 1990 et au début des années 2000, participèrent au programme: Angola, Burundi, République Centrafricaine (RCA), République du Congo (RdC), RDC, Rwanda et Ouganda.

Le MDRP était un programme financier et technique d'une énorme complexité auquel participèrent plus de 40 partenaires nationaux et internationaux. Pendant sa période de fonctionnement (2002 à 2009), le MDRP réussit à obtenir un financement de 500 millions USD auprès des bailleurs de fonds et de l'IDA pour la démobilisation et la réintégration (D&R) et ce faisant, parvint à établir un fonds fiduciaire à bailleurs multiples (MDTF) auquel contribuèrent 13 bailleurs. Le programme reposait sur trois piliers principaux: l'appropriation nationale, le partenariat et le régionalisme.

Ce document représente le rapport final sur le MDRP. Le MDRP ayant financé un portefeuille de programmes régionaux et de projets spéciaux qui font l'objet de rapports d'achèvement, ce rapport porte sur le MDRP en tant que cadre régional du DDR. Le rapport examine les réalisations du MDRP par rapport aux indicateurs initiaux du programme, tels qu'établis dans la Stratégie de démobilisation et réintégration dans la région élargie des

Grands Lacs. C'est cette stratégie qui a formé la base de la création du MDRP.

Le rapport contient cinq sections. La Section 1 présente l'historique et le contexte du MDRP; la Section II énonce les objectifs et les caractéristiques de la conception du programme; la Section III donne un aperçu général des résultats obtenus par les projets/programmes de DDR et les activités régionales financées par le MDRP; la Section IV examine les réalisations du programme dans son ensemble et celles de la Banque mondiale et des bénéficiaires du MDTF; enfin, la Section V dégage les enseignements de la mise en œuvre du programme et discute ses implications pour la programmation future.

## Éléments principaux

### TENDANCES RÉGIONALES

Bien que la plupart des pays du MDRP restent fragiles, la stabilité et la croissance économique dans la région suivent une tendance favorable. Le nombre de personnes déplacées au sein des pays et de réfugiés a chuté pendant la période opérationnelle du MDRP (2002 à 2009), passant de 10 à 3,6 millions. Le PIB de la région a augmenté globalement (de 12,4 milliards USD en 2002 à 53,3 en 2007), ce qui a rehaussé le commerce et est associé au retour du libre mouvement des marchandises et des personnes à l'intérieur des pays et entre eux. La région a aussi enregistré une baisse des dépenses consacrées au secteur de la défense et semble indiquer une augmentation

des dépenses sociales.

## RÉSULTATS PRINCIPAUX

Le MDRP a financé cinq programmes nationaux (avec un apport de 355,7 millions USD) et dix projets spéciaux (avec un apport de 54,9 millions USD); les programmes spéciaux ont surtout été mis en œuvre en RDC. À ceci s'ajoutent 28,9 millions USD consacrés aux activités régionales et à la gestion des programmes. Pendant la période du MDRP, 279 263 combattants adultes ont été démobilisés par les programmes nationaux et les projets spéciaux appuyés par le MDRP; 244 597 ex-combattants ont reçu une aide de réinsertion et 232 107 un soutien pour la réintégration économique. Par ailleurs, une assistance a été fournie à 53 880 enfants associés aux forces de combat pour les réunir avec leurs familles et les réintégrer dans leurs communautés. Pour ce qui est de l'impact de l'appui du MDRP, les données sont malheureusement incomplètes et varient d'un pays à l'autre; mais les informations disponibles suggèrent des résultats généralement raisonnables, surtout lorsqu'il s'agit de l'objectif de réintégration qui consiste à placer les ex-combattants sur un pied d'égalité avec les autres membres de la communauté. Dans beaucoup d'endroits, ceci signifiait un retour à la pauvreté.

Beaucoup de pays du MDRP éprouvèrent des difficultés à atteindre les femmes ex-combattantes et les blessés de guerre. Selon les statistiques, seulement 9 846 femmes combattantes ont été démobilisées, contre 269 417 hommes. Même dans les pays qui disposaient de plus de capacités de mise en œuvre et d'institutions plus solides, il s'avéra difficile de faire en sorte que les femmes ex-combattantes soient sur un pied d'égalité avec leurs homologues masculins après avoir reçu leur appui de réintégration. Le MDRP prit un certain nombre de mesures pour intégrer la problématique du genre à sa programma-

tion et finit par mettre en place le Programme d'apprentissage pour l'égalité, l'accès et la paix (LEAP) en vue d'une programmation du DDR plus sensible au genre dans l'ensemble des pays du MDRP. Bien que LEAP n'ait commencé qu'au milieu de 2007, vers la fin du programme, il permit des avancées importantes pour renforcer les questions de genre dans le DDR.

## PERFORMANCE DU PROGRAMME

Le modèle d'appropriation nationale du MDRP signifiait que les États étaient généralement chargés de la gestion et de la mise en œuvre des programmes de DDR. Dans des pays sortant d'années de guerre et dont les infrastructures et les institutions étaient détruites ou détériorées, ceci était loin d'être simple, particulièrement lorsque les accords de paix étaient incomplets. Les conditions difficiles du terrain de chaque pays et l'évolution rapide des milieux sécuritaires et politiques compliquaient encore davantage la logistique et les opérations. Ainsi, les difficultés de mise en œuvre firent leur apparition dès le début du programme et subsistèrent jusqu'à sa fin, ce que reflètent les classements des projets dans les rapports d'achèvement. La plupart des programmes nationaux sont jugés moyennement satisfaisants, à l'exception du Programme de démobilisation et réintégration du Rwanda, classé satisfaisant. Quant aux projets spéciaux, ils sont pour la plupart satisfaisants ou modérément satisfaisants.

## ENSEIGNEMENTS ET IMPLICATIONS

Le MDRP était une entreprise ambitieuse et complexe pour la Banque et ses partenaires. Certes le risque était élevé, mais il méritait d'être pris: malgré les lacunes et les frustrations, en tant que cadre régional, le MDRP a atteint ses objectifs généraux. Bien avant que la Déclaration de Paris et le Programme d'Accra affir-

ment la volonté générale d'harmoniser l'action, le MDRP favorisait déjà l'appropriation nationale, l'harmonisation des bailleurs de fonds et le partenariat. En outre, au début du MDRP, la Banque et le reste de la communauté internationale commençaient à peine à réfléchir à la façon dont les États fragiles pouvaient trouver leur place dans le cadre de développement. Le MDRP a donc du apprendre par l'action. Quelques uns des principaux enseignements du programme peuvent être dégagés comme suit.

### ***Une démarche régionale exhaustive pour le DDR***

L'expérience du MDRP atteste du fait qu'une intervention régionale coordonnée de plusieurs partenaires au DDR est la réponse qui convenait le mieux au conflit régional qui déchirait la RGL, et peut-être même la seule possible. L'hypothèse contraire – une démarche non coordonnée, au coup par coup et fragmentée – aurait sans doute donné lieu à la duplication des efforts, à l'inefficacité et à des vides de programmation, ce qui aurait pu nuire au but de stabilisation de la région. La notion de partenariat régional adoptée par le MDRP a permis que les activités de DDR soient cohérentes et coordonnées au niveau régional. Elle a aussi établi un mécanisme efficace et efficient pour mobiliser et coordonner les ressources financières de DDR. Enfin elle a veillé au financement à grande échelle et souple, à la transparence de l'affectation des fonds, à la cohérence de la gestion financière et à l'harmonisation de la production des rapports.

### ***Accepter les risques et les avantages d'un programme comme le MDRP***

Une initiative de grande envergure englobant plusieurs pays et une multitude d'intervenants comme le MDRP présentait par définition des risques élevés et des enjeux importants, mais

seul ce type de programme pouvait réellement donner les résultats de DDR requis à la conception du MDRP. Le temps manquait pour planifier en profondeur la mise en œuvre du MDRP; les détails ont dû être résolus en cours de route et en temps réel. Les bailleurs de fonds, la Banque et la communauté du développement doivent donc être prêts à accepter les risques, les difficultés et les incertitudes inhérents à l'exécution de tels programmes vastes et complexes et auxquels participent plusieurs pays, dans un cadre d'après-guerre où le rythme des opérations est déterminé par le calendrier des processus de paix et des élections.

### ***Les dimensions politiques de la démobilisation***

Il aurait fallu, dès le lancement du MDRP, réfléchir davantage aux dimensions politiques du DDR qui ont entravé l'action de programmes importants, comme ce fut le cas en RDC. La Stratégie régionale soulignait l'importance des efforts que devaient réaliser les Partenaires du MDRP pour lever les obstacles politiques et appuyer des réformes du secteur de la sécurité, et prenait note du rôle central des bailleurs bilatéraux à cet égard. Mais elle s'intéressait insuffisamment à la façon dont les questions d'ordre politique seraient effectivement traitées et n'établissait pas de mécanismes à cet effet. L'inaptitude des bailleurs à résoudre collectivement les dimensions politiques du programme devint un problème chronique pendant la mise en œuvre, mais il n'est pas certain que des actions politiques d'une quelconque intensité auraient pu résoudre les difficultés les plus insolubles que le programme a rencontrées.

### ***Accepter les risques et les compromis de l'appropriation nationale***

Le MDRP adopta la notion d'appropriation nationale à juste titre. Le programme reconnaissait que les gouvernements étaient les

représentants principaux et légitimes de leurs propres intérêts nationaux dans l'après-guerre et institutionnalisait leur rôle central dans la réalisation du programme. Mais étant donné le rôle clé du gouvernement dans la mise en œuvre, l'objectif d'appropriation ne pouvait être atteint que si les systèmes politiques respectifs et les capacités des gouvernements de chaque pays étaient légitimes et solides. L'appropriation était naturellement plus forte dans les pays qui avaient eu gain de cause ou disposaient d'un gouvernement élu, et plus faible là où étaient en place des régimes qui avaient accédé au pouvoir par des accords négociés de paix ou par coup d'État. Le milieu politique de chaque pays et la nature de son processus de paix ont façonné en grande partie la volonté et l'aptitude des responsables du gouvernement à procéder au DDR. Toutefois, les bailleurs de fonds et les autres partenaires qui convenaient de prendre part à un modèle d'appropriation nationale devaient connaître les risques et les concessions liés à cette démarche. Par exemple, il se pouvait que les gouvernements ne contrôlent pas entièrement les processus de DDR, ou qu'ils prennent des décisions ou des mesures sur lesquelles les bailleurs étaient en désaccord.

### ***Travailler en partenariat***

Le partenariat du MDRP, qui comportait officiellement 43 entités, constituait un tissu complexe de relations, entre les organisations et en leur sein, qui s'opéraient à la fois au niveau international et national. Il n'est donc pas surprenant que l'expérience du MDRP fasse la preuve que des partenariats complexes réunissant un grand nombre d'organisations dissemblables soient en soi difficiles à gérer. Les rôles et responsabilités dans le partenariat n'étaient pas bien définis initialement; les difficultés associées à l'obligation de rendre compte au partenariat et des tensions non résolues furent présentes pendant tout le programme. Pour le MDRP, un enseignement important vient de

la constatation qu'un partenariat d'une telle complexité requiert beaucoup de temps, et qu'il faut lui consacrer un personnel spécialisé et des ressources propres.

### ***Scinder le DDR en deux phases distinctes***

L'expérience du MDRP suggère que dans certains cas, la séparation du DDR en deux démarches simultanées et complémentaires de mise en œuvre réussirait mieux qu'un seul programme. Le premier axe porterait sur le désarmement, la démobilisation et la réinsertion, et le second sur la réintégration plus élargie. Cette démarche à deux niveaux est justifiée pour plusieurs raisons. Premièrement, les praticiens et les décideurs politiques s'accordent généralement pour dire que le DDR doit permettre de passer d'un système fondé sur la sécurité pour motifs politiques à un objectif de développement humain. Le DDR fait aussi la transition entre le respect des résultats et engagements pris dans les accords de paix et la mise en place des plans de rétablissement et de protection sociale. Deuxièmement, du point de vue de la mise en œuvre, le désarmement et la démobilisation sont des opérations fondamentalement sécuritaires et logistiques souvent gérées par l'armée; la réintégration plus élargie est une activité de développement apte à être exécutée par les institutions plus génériques qui élaborent des programmes de développement.

### ***Répondre aux besoins des groupes spéciaux***

Le MDRP adopta deux démarches distinctes en réponse aux besoins des groupes spéciaux. Les enfants-soldats furent généralement pris en charge par des projets spéciaux exécutés par l'UNICEF et des ONG. En revanche, pour les ex-combattants féminins, invalides et les adultes souffrant de maladie chronique (ainsi que les enfants-soldats dans

quelques pays), le MDRP suivit une démarche générique. L'allocation de ressources propres aux enfants-soldats s'avéra relativement efficace. Cependant, il fut beaucoup plus difficile de produire des résultats en matière de genre et pour les personnes invalides et malades ailleurs que dans les pays qui disposaient des meilleures capacités. Ceci n'est pas surprenant. Les liens qui existent entre le DDR et le genre et l'invalidité sont difficiles et représentent un défi dans les meilleures circonstances. Les programmes futurs feraient bien d'envisager un moyen d'appui spécialement consacré aux besoins de tous les groupes vulnérables, pas seulement les enfants, ou d'encourager les partenaires bilatéraux à aider ces groupes. Ils devraient aussi envisager un programme régional parallèle, comme l'initiative LEAP qui identifie de nouveaux moyens de soutenir les femmes ex-combattantes et de traiter les problématiques propres au genre.

### ***Améliorer la qualité du suivi et de l'évaluation***

Le MDRP fut confronté à de nombreux défis liés au suivi et à l'évaluation (S&E). Un S&E efficace commence au stade de la conception de tout projet; cependant, l'urgence de la réponse à apporter à tous les programmes de D&R appuyés par le MDRP et les caractéristiques des instruments de la Banque employés à l'époque (Prêt de rétablissement d'urgence) détournèrent l'attention de sorte que le S&E fut négligé au début de la conception, et la programmation ne fut pas fondée sur les résultats. Au niveau national, étant donné les faiblesses intrinsèques des États et des institutions d'après-guerre, et l'urgence des opérations de DDR à la fin des conflits, il était impossible d'exécuter le type de cadre robuste fondé sur les résultats que souhaitaient les bailleurs de fonds, surtout parce que les gouvernements nationaux étaient chargés du suivi général au niveau du projet. Par ailleurs, le but initial

qui consistait à normaliser les systèmes de S&E, les modalités d'inscription et les bases de données communes dans l'ensemble des pays participant au MDRP s'avéra également peu pratique et irréalisable. Dans de telles circonstances, les programmes comme le MDRP devraient donc compenser dans la mesure du possible et fournir leurs propres ressources techniques et financières pour étendre le travail de S&E réalisé par les gouvernements et les agences d'exécution. Le MDRP prêta effectivement davantage attention au S&E en cours de programme, mais les capacités restreintes des homologues nationaux auraient du être reconnues dès le départ et un appui technique accru mis en place.

### ***Politiques et procédures de la Banque mondiale sur le DDR***

L'expérience du MDRP a fait ressortir le fait que la Banque doit analyser son aptitude à exécuter de vastes programmes d'après-guerre à l'échelle du MDRP. Un tel exercice consisterait, entre autres, à revoir les politiques et procédures liées au DDR, son personnel et son organigramme, ainsi que ses structures d'appui institutionnel au DDR et à la programmation d'après-guerre. La Banque est sur le point de traiter les principales problématiques organisationnelles et institutionnelles soulevées pendant la mise en œuvre du MDRP dans le nouveau Rapport sur le développement mondial sur le conflit et la fragilité, où des suggestions et démarches sont proposées pour résoudre les questions de politique et opérationnelles comme celles qu'a rencontrées le MDRP. La Banque prévoit aussi de passer en revue sa Politique opérationnelle 2.30 sur «la coopération pour le développement et les conflits» qui porte entre autres sur les principes des interventions de la Banque dans des milieux en conflit, les partenariats, son appui aux pays en transition, ainsi que sur son engagement dans les zones affectées par les conflits. Dans ce

---

cadre, le rôle de la Banque dans le secteur de la sécurité sera réexaminé et il est attendu que cette analyse tienne compte des expériences du MDRP.

## Suite du MDRP

Étant donné l'envergure et l'ampleur du MDRP, des stratégies de retrait furent discutées avec les partenaires dès 2007. Les activités de DDR se poursuivant encore dans la plupart des pays, il fut décidé de mettre en place une petite structure régionale pour aider les pays de la région à achever leur DDR et à consolider les accomplissements du MDRP. Ceci donna lieu au Programme transitionnel de démo-

bilisation et réintégration (TDRP), une petite structure régionale financée par un MDTF de 31 millions USD qui fonctionnera de 2009 à 2012. Le TDRP continuera à fournir une assistance technique aux homologues nationaux des programmes DDR dans la RGL, à servir de financier de dernier recours pour la D&R, et à encourager une plateforme de collaboration et d'apprentissage sur le DDR. Le TDRP prête une attention particulière aux problématiques régionales transfrontalières et multisectorielles liées au DDR. Le programme est aussi le fruit d'une collaboration spéciale avec la Banque africaine de développement qui contribue la plus grande part du financement du TDRP et qui devint un partenaire principal du MDRP dans sa dernière phase.

# I. Historique et contexte

Le Programme multi-pays de démobilisation et réintégration (MDRP) était l'application opérationnelle de la Stratégie régionale de démobilisation et réintégration dans les Grands Lacs (ci-après appelée la Stratégie régionale), une stratégie exhaustive de désarmement<sup>1</sup>, démobilisation et réintégration (DDR) des ex-combattants dans la Région élargie des Grands Lacs (RGL) d'Afrique centrale.<sup>2</sup> Approuvée par le Conseil d'administration de la Banque mondiale le 22 mars 2002 et entérinée par les partenaires du MDRP le 12 avril 2002, la Stratégie régionale se donnait pour but d'améliorer les perspectives de stabilisation et de rétablissement dans la RGL; elle présumait que pour instaurer la paix et la sécurité, il fallait au préalable désarmer, démobiliser et réintégrer les ex-combattants. La paix et la sécurité étaient jugées constituer des conditions préalables à une croissance durable et à la réduction de la pauvreté.

Initialement, le MDRP concentrait son action dans neuf pays de la RGL qui avaient pris part à un conflit régional ancré en République démocratique du Congo (RDC) pendant les années 1990 et au début des années 2000. Il s'agissait de la République populaire de l'Angola, la République du Burundi, la Ré-

publique centrafricaine (RCA), la République du Congo (RdC), la RDC, la République de la Namibie, la République du Rwanda, la République de l'Ouganda, et le Zimbabwe. Le Zimbabwe et la Namibie ne participèrent finalement pas au MDRP, donc sept pays seulement bénéficièrent du programme.<sup>3</sup> Le conflit régional en RDC fut le plus vaste en Afrique de l'histoire moderne et fit le plus grand nombre de victimes au monde depuis la Seconde guerre mondiale. En 2008, la guerre et ses répercussions avaient fait 5,4 millions de victimes et déplacé des millions d'autres personnes.

## 1. GÉOGRAPHIE ET DÉMOGRAPHIE

La RGL recouvre une superficie de 4 852 415 km<sup>2</sup> en Afrique centrale et est formée de pays dont le passé colonial, les traits géographiques, les densités de population et les richesses naturelles varient (voir le Tableau 1 pour les indicateurs de développement dans les pays du MDRP). Des différences immenses existent entre les pays riches en ressources naturelles comme la RDC, l'Angola et la RdC d'une part, et de l'autre ceux qui ont une forte densité de population mais peu de ressources naturelles comme le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda. Toutefois, les pays de la région ont quelques

<sup>1</sup> Le fonds fiduciaire du MDRP ne finança pas le désarmement mais le partenariat comptait parmi ses membres des organismes chargés du désarmement notamment les gouvernements et les opérations de maintien de la paix.

<sup>2</sup> Dans le cadre de la Stratégie régionale, la RGL englobe tous les pays qui participent à au moins un des conflits d'Afrique centrale ou sont affectés par eux.

<sup>3</sup> Le Zimbabwe et la Namibie n'ayant jamais sollicité les ressources du MDRP, ce dernier ne leur fit pas appel. La Namibie étant un pays à revenu modéré, elle n'était pas qualifiée pour recevoir un financement du fonds fiduciaire; le climat politique au Zimbabwe était défavorable. Par ailleurs, l'inclusion éventuelle du Zimbabwe fit l'objet d'un profond désaccord de la part des bailleurs de fonds pour des raisons politiques.

caractéristiques communes, comme la faiblesse du développement socioéconomique, la fragilité de l'État, la corruption, la prévalence d'espaces que le gouvernement ne contrôle pas et la participation au conflit régional. De plus, et malgré la richesse en ressources naturelles de certains d'entre eux, tous ces pays partagent les caractéristiques des États fragiles.

## 2. CONTEXTE POLITIQUE ET SÉCURITAIRE

Bien que des hostilités existaient localement depuis bien plus longtemps, les guerres régionales dans la RGL pendant les années 1990 et le début des années 2000 trouvent leurs racines dans le génocide rwandais de 1994, au

cours duquel deux millions d'Hutus fuirent le Rwanda pour se réfugier dans l'est de la RDC (alors nommée Zaïre) par crainte de subir les représailles du Front patriotique rwandais qui prit le contrôle du pays en juillet 1994. Parmi eux se trouvaient des membres des Interahamwe, une milice liée au plus grand parti politique de l'époque et auteur principal du génocide perpétré quelque mois auparavant. Les Interahamwe s'installèrent dans des camps dans l'est du Zaïre d'où ils attaquèrent le territoire rwandais et visèrent certaines ethnies particulières de la population du Zaïre oriental, notamment les Tutsis congolais (appelés Banyarwanda au Nord-Kivu et Banyamulenge au Sud-Kivu). L'exode rwandais et les combats qui s'ensuivirent dans la partie orientale du pays eurent lieu alors que le Président Mobutu

**Tableau 1: Indicateurs de développement pour les pays du MDRP, 2007**

Indicateurs africains du développement, 2007	Population (millions) 2005	Superficie (millier de km <sup>2</sup> ) 2005	Population par km <sup>2</sup> 2005 <sup>4</sup>	RNB par habitant (prix constants de 2000): USD 2005	RNB par habitant (prix constants de 2000): Croissance moyenne annuelle (%) 2000-2005	Espérance de vie à la naissance (années) 2005	Taux de mortalité avant l'âge de 5 ans (pour 1000) 2005	Taux d'alphabétisation adulte (% de plus de 15 ans): Hommes 2000-2005	Taux d'alphabétisation adulte (% de plus de 15 ans): Femmes 2000-2005	Assistance officielle au développement totale nette par habitant
<i>Afrique subsaharienne</i>	743,7	23,619	31,5	(USD actuels) 2005	2,1	46,7	163	..	..	41,3
<i>Sans Afrique du Sud et Nigeria</i>	595,3	21,494	27,7	362	2,1	47,2	160	..	..	41,7
<b>Angola</b>	15,9	1,247	12,8	937	6,9	41,4	260	82,9	54,2	27,7
<b>Burundi</b>	7,5	26	288,5	105	(0,9)	44,6	190	67,3	52,2	48,4
<b>République centrafricaine</b>	4,0	623	6,4	227	(2,7)	39,4	193	64,8	33,5	23,6
<b>RDC</b>	57,5	2,267	25,4	91	1,5	44,0	205	80,9	54,1	31,8
<b>RdC</b>	4,0	342	11,7	994	0,9	52,8	108	90,5	79,0	362,3
<b>Rwanda</b>	9,0	25	360,0	260	2,7	44,1	203	71,4	59,8	63,7
<b>Ouganda</b>	28,8	197	146,2	270	2,0	50,0	136	76,8	57,7	41,6

*Source: Banque mondiale ([http://siteresources.worldbank.org/INTSTATINAFR/Resources/adi2007\\_final.pdf](http://siteresources.worldbank.org/INTSTATINAFR/Resources/adi2007_final.pdf))*

<sup>4</sup> Population divisée par la superficie.

du Zaïre, au pouvoir depuis 1965, subissait de grandes pressions internes et externes en faveur d'une démocratisation. Mobutu, qui commençait à perdre le contrôle du pays, appuya les extrémistes hutus pour des raisons politiques et fit peu d'effort pour faire cesser la violence qui sévissait dans l'est contre le Rwanda et les Tutsis du Zaïre.

La rébellion finit par exploser dans l'est de la RDC en fin 1996. La sécurité du Rwanda et de la minorité Tutsi en RDC fut ainsi menacée, ce qui provoqua la première guerre du Congo de 1996 à 1998.<sup>5</sup> Les forces hostiles à Mobutu s'allièrent dans le cadre de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Zaïre (AFDL), une coalition de dissidents congolais, et s'associèrent au Rwanda, à l'Ouganda et à l'Angola pour renverser le régime de Mobutu. En mai 1997, les forces de l'AFDL s'approchant de Kinshasa, Mobutu s'enfuit et Laurent-Désiré Kabila se déclara président. Le pays fut rebaptisé République démocratique du Congo (RDC).

Cependant, la coalition qui réunit la RDC, le Rwanda et l'Ouganda<sup>6</sup> ne dura pas longtemps; une nouvelle alliance favorable à Kabila et formée de l'Angola, du Zimbabwe et de la Namibie, émergea pour combattre le Rwanda et l'Ouganda qui avaient pris cause pour un groupe dissident Tutsi/Banyamulenge-Banyarwanda, le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) dans l'est de la RDC.<sup>7</sup> Ces hostilités donnèrent lieu à la seconde guerre du Congo (1998–2003), connue sous le nom de «première guerre mondiale d'Afrique».

<sup>5</sup> De mai 1997 à août 1998, la RDC et le Rwanda furent brièvement en paix.

<sup>6</sup> L'alliance fut dissoute en partie parce que Laurent Kabila expulsa les alliés rwandais et ougandais de Kinshasa.

<sup>7</sup> Les membres du RCD finirent par former des factions, notamment le RCD-K/ML, (Kisangani-Mouvement pour la libération), mené par le dirigeant initial du RCD, Ernest Wamba dia Wamba, et le RCD-National, un groupe rebelle appuyé par l'Ouganda et dirigé par Roger Lumbala qui se sépara du RCD-K/ML et s'allia désormais au MLC. Le RCD initial devint le RCD-Goma.

## Encadré 1. Initiatives pour la paix et la stabilité dans la RGL, hors RDC, à la fin des années 1990

En 1999, le processus de paix en **Angola** se trouvait dans une impasse totale: après l'échec de la conférence de Lusaka en 1995 (à ne pas confondre avec celle de 1999 qui porte le même nom pour la RDC), l'Angola se préparait à la reprise des hostilités entre le groupe rebelle UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola) et le MPLA (Mouvement populaire pour la libération de l'Angola) contrôlé par le gouvernement.

Au **Burundi**, l'espoir créé par la conférence d'Arusha en 1999 semblait s'évaporer de plus en plus avec la persistance des violences entre Hutus et Tutsis – qui faisaient suite à l'assassinat du premier président Hutu élu démocratiquement, Melchior Ndaye, en octobre 1993.

Après trois soulèvements différents en 1996, la **République centrafricaine** (RCA) traversait une crise majeure en 1999 lorsqu'une faction ougandaise, appuyée par l'Ouganda et dirigée par Jean-Pierre Bemba, un Congolais, envahit le pays dans l'espoir de stabiliser le régime totalement discrédité d'Ange-Félix Patassé, qui fut ensuite renversé par le Général François Bozizé.

L'arrivée au pouvoir de Sassou Nguesso en **République du Congo**, avec l'aide des troupes angolaises, marqua un tournant décisif dans la longue guerre civile (1997-1999) que connut le pays, mais l'arrivée d'un nouveau gouvernement ne parvint pas à faire cesser les flambées chroniques de violence entre factions rivales (appelées Ninja et Cobra) qui finirent par faire fuir 10 000 personnes qui se réfugièrent en RDC.

Huit pays voisins et une multitude de mouvements armés congolais finirent par y prendre part.<sup>8</sup> Par la suite, les luttes de pouvoir pour le contrôle des mines de diamant provoquèrent des hostilités entre le Rwanda et l'Ouganda, et donnèrent ainsi lieu à la dissolution de leur coalition et à une fragmentation accrue des groupes. En dehors de la RDC, les autres pays de la RGL s'efforcèrent aussi de calmer la violence locale et de rétablir la sécurité et la paix (voir Encadré 1).

### 3. PROCESSUS RÉGIONAUX DE PAIX

Sous une pression internationale considérable, l'**Accord de cessez-le-feu de Lusaka** fut signé en juillet 1999 par les Gouvernements de la RDC, de la Namibie, de l'Angola, de l'Ouganda, du Rwanda et du Zimbabwe et les deux principaux groupes rebelles congolais: le RCD et le MLC (Mouvement pour la libération du Congo). Entre autres, l'Accord de Lusaka engageait les parties à cesser les hostilités, à désengager leurs armées, à retirer les forces étrangères de la RDC et à commencer à désarmer et cantonner les groupes armés (soit tous les groupes autres que les troupes du gouvernement, le MLC et RCD-Goma). L'accord faisait aussi appel à une mission de maintien de la paix des Nations Unies (ONU). Mais le conflit se poursuivait au Congo, le Président Laurent Kabila faisant preuve de peu d'intérêt pour le processus de paix. Le 16 janvier 2001, Kabila fut assassiné, puis 10 jours plus tard son fils, Joseph Kabila prit sa place. Contrairement à son père, Joseph Kabila tenta de conclure la guerre en négociant des accords de paix avec les groupes rebelles appuyés par le Rwanda et l'Ouganda, les mêmes armées régionales qui

avaient mis son père au pouvoir trois ans auparavant.

L'Accord de Lusaka fut suivi de négociations prolongées de paix, appelées Dialogue de Sun City, entre un grand nombre de parties prenantes militaires et civiles congolaises. Les négociations menèrent à un Accord global et inclusif de transition en RDC, signé à Pretoria en décembre 2002 par le Gouvernement de la RDC, le MLC, le RCD-Goma, RCD-K/ML, RCD-National et des éléments des milices locales d'autodéfense ou territoriales (les Mai-Mai).<sup>9</sup> L'accord de 2002 maintenait Joseph Kabila à la présidence en tant que chef d'État de la RDC pendant la transition.

### 4. STRATÉGIE DE DÉMOBILISATION ET RÉINTÉGRATION DANS LA RÉGION ÉLARGIE DES GRANDS LACS

L'idée d'une initiative régionale multi-pays sur le DDR dans la RGL fut émise au début de 2001 par le personnel de la Banque mondiale, notamment le vice-président de la Région Afrique à l'époque. Pour les personnes qui s'intéressent à la politique du développement international, notamment les employés de la Banque mondiale, l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka en 1999 donnait espoir et présentait l'occasion d'aider la région à émerger du conflit en appuyant le DDR. La région était encore instable; bien que les accords de cessez-le-feu et de paix commençaient à gagner de l'importance en tant que moyens de faire cesser les actes de violence, les groupes armés continuaient à tenir une grande place dans le paysage régional, et les conflits civils et guerres transfrontalières se poursuivaient avec acharnement. De l'avis

<sup>8</sup> Y compris le Mouvement pour la libération du Congo (MLC) de Bemba et les groupes locaux d'autodéfense Mai-Mai.

<sup>9</sup> L'accord avait les principaux objectifs suivants: (i) réunification et reconstruction du pays; (ii) rétablissement de la paix et restauration de l'intégrité territoriale et de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire national, (iii) réconciliation nationale; (iv) création d'une armée nationale restructurée et intégrée; (v) organisation d'élections libres et transparentes à tous les niveaux; et (vi) mise en place de structures qui donnent lieu à un nouvel ordre politique.

général, la paix ne pouvait être maintenue sans que les combattants, qui posaient un des plus grands risques de reprise du conflit, ne soient désarmés, libérés du combat et reçoivent une aide pour réintégrer la vie civile. Ainsi commença un processus d'analyse et de consultation au sein de la Banque et à l'extérieur avec les gouvernements nationaux, les principaux bailleurs de fonds et les agences des Nations Unies, qui donna naissance à la Stratégie régionale.

La Stratégie régionale forma la base du MDRP et du fonds fiduciaire à bailleurs multiples (MDTF) qui allait cofinancer le DDR. Elle donna aussi naissance au partenariat du MDRP. La Banque et les bailleurs de fonds approuvèrent collectivement la notion de partenariat et d'action conjointe car, de toute évidence, aucun bailleur ou organisme ne pouvait à lui seul prendre en charge la résolution de problématiques de DDR aussi vastes et complexes que celles de la région. La communauté internationale soutint aussi l'idée d'un cadre régional étant donné l'entrelacement des conflits de la région et le fait qu'il fallait encourager les intervenants régionaux à démobiliser rapidement. La Banque dirigea le travail de conception et

de mise en place du MDRP; puis les bailleurs décidèrent de lui confier l'administration du MDTF parce que, d'une part, elle avait élaboré la vision, la stratégie et le programme et d'autre part, ses pratiques et procédures de contrôle fiduciaire étaient robustes. Les pays de la RGL pouvaient bénéficier de l'appui du MDRP s'ils participaient au processus de paix régional et adoptaient des mesures essentielles de politique, notamment la rédaction d'une Lettre de politique de démobilisation.<sup>10</sup> Des modalités institutionnelles furent élaborées pour faciliter la participation des intervenants nationaux, régionaux et internationaux.

À sa conception, le coût du MDRP fut estimé à 500 millions USD. Ceci comprenait le financement des programmes nationaux (446,5 millions USD), des projets spéciaux (37,5 millions USD), des activités régionales (5,5 millions USD), et de la gestion des programmes (10,5 millions USD). Deux principales fenêtres de financement devaient être mises en place: des crédits dans les conditions habituelles de l'IDA jusqu'à un montant estimé de 150 millions USD, et un MDTF de près de 350 millions USD. Il fut prévu que le programme opère de 2002 à juin 2007.

---

<sup>10</sup> Par la Lettre de politique de démobilisation au MDRP, un gouvernement s'engageait à procéder au DDR dans le cadre d'un processus plus élargi de réforme du secteur de la sécurité. Six pays du MDRP envoyèrent cette lettre. Seul l'Ouganda, qui anticipait un programme national plus élargi par la suite, ne présenta pas de lettre de politique de démobilisation. Les six lettres envoyées contenaient des engagements précis en termes de démobilisation, d'intégration des forces armées et de réforme du secteur de la sécurité plus élargie, et de désarmement; elles allaient parfois jusqu'à énoncer les efforts plus élargis de reconstruction et de rétablissement.

## II. Objectifs et conception du MDRP

### 1. OBJECTIFS

**But de développement:** la Stratégie régionale et le MDRP, qui en constitue l'application opérationnelle, cherchaient à améliorer les perspectives de stabilisation et de rétablissement dans la RGL, en partant du principe que le DDR des ex-combattants précédait le retour à la paix et la restauration de la sécurité, qui étaient elles-mêmes des conditions préalables à la croissance durable et à la réduction de la pauvreté. Le programme se donnait pour objectifs précis de:

- a) placer les efforts de DDR dans un cadre régional exhaustif aussi bien pour le gouvernement que pour les forces irrégulières<sup>11</sup> dans la RGL;
- b) mettre en place un mécanisme unique de coordination des bailleurs et de mobilisation des ressources; et
- c) servir de plate-forme aux processus consultatifs nationaux débouchant sur la formulation de programmes nationaux de démobilisation et réintégration (D&R).

### 2. DÉMARCHE SUIVIE

Trois principes centraux distinguaient le MDRP des autres opérations de DDR:

**Le régionalisme:** le MDRP était un programme multi-pays régional. Les dimensions régionales du programme avaient pour but de: (i) établir un climat de confiance afin de se désengager mutuellement (en améliorant la transparence dans l'ensemble des programmes et en encourageant la coopération entre pays participants); (ii) harmoniser les modalités de traitement des dossiers des ex-combattants et renforcer la collaboration entre les principaux acteurs régionaux et internationaux; (iii) faciliter l'échange des connaissances et le renforcement des capacités dans l'ensemble des pays; (iv) appuyer les activités transfrontalières qui facilitaient le DDR des forces irrégulières opérant dans les zones que les autorités nationales ne contrôlaient pas et fournir une aide de réinstallation dans des pays tiers aux ex-combattants qui ne souhaitaient pas retourner dans leur pays d'origine; et (v) apporter un financement souple et optimiser l'allocation des ressources dans tous les pays.

**Le partenariat:** comme indiqué ci-dessus, le MDRP mit en place et rendit opérationnel un partenariat entre plusieurs organisations où se nouait une multitude de relations, parce que (i) aucun bailleurs de fonds ou organisme ne pouvait aborder seul les questions complexes de DDR dans la RGL; et (ii) les partenariats étaient le seul moyen d'exécuter les éléments qui forment le DDR et de faire le lien avec des domaines essentiels comme la réforme du secteur de la sécurité et la réduction des

---

<sup>11</sup> Les «forces gouvernementales» étaient formées, entre autres, de celles des deux principaux mouvements d'opposition congolais; les «forces irrégulières» désignaient les groupes armés qui pratiquaient la guérilla, ainsi que les groupes d'autodéfense communautaires.

armes civiles. Le partenariat du MDRP réunissait les gouvernements des pays participants de la RGL, des organismes bilatéraux et multilatéraux, des entités régionales et des organisations non gouvernementales (ONG).

**L'appropriation nationale:** contrairement à certaines opérations de DDR qui précèdent le MDRP et furent administrées par des organismes extérieurs, le MDRP fonctionna sur la base de l'appropriation nationale, ce qui signifiait généralement que les gouvernements se chargeaient d'exécuter les programmes de DDR. Ainsi, les gouvernements nationaux reçurent les subventions de l'IDA et du MDTF et furent leurs agences d'exécution. Les seules exceptions furent la RCA, parce que les conditions qui prévalaient dans le pays ne permettaient pas d'accorder des subventions au gouvernement, et les programmes ciblant des groupes spéciaux ou exécutés dans des zones que les gouvernements ne contrôlaient pas. Dans ces cas, les agences des Nations Unies ou des ONG exécutèrent les activités financées par le MDRP pour le compte du gouvernement (voir la section sur les Projets spéciaux ci-dessous).

### 3. COMPOSANTES DU PROGRAMME

**Composante 1: programmes nationaux.** Les programmes nationaux comportaient six sous-composantes: (i) désarmement; (ii) démobilisation; (iii) réinsertion (un paiement en espèces de transition versé aux ex-combattants pour les aider à rejoindre leur communauté et s'établir avant de commencer à recevoir une aide de réintégration sociale et économique); (iv) réintégration; (v) appui aux groupes spéciaux; et (vi) modalités de mise en œuvre. Les mesures de prévention et d'atténuation du VIH/SIDA devaient être insérées aux phases de démobilisation et réintégration. Les programmes nationaux étaient en réalité structurés sur la base du contexte sociopolitique et du profil socio-

économique précis des ex-combattants.

**Composante 2: projets spéciaux:** Les projets spéciaux consistaient entre autres à: (i) appuyer certains groupes ciblés (par ex., la réinstallation dans des pays tiers des ex-combattants qui ne rentraient pas dans leur pays d'origine) et (ii) réaliser les activités dans les régions d'un pays participant que le gouvernement compétent ne contrôlait pas. Les activités étaient conçues et exécutées selon les besoins locaux, en concertation avec les autorités nationales. Les agences des Nations Unies et les ONG qui parvenaient à fonctionner dans les régions en dehors du contrôle du gouvernement élaboraient et exécutaient des activités financées par le MDRP et qui s'inscrivaient dans le cadre du programme.

**Composante 3: activités régionales.** Les activités régionales étaient exécutées par la Banque et appuyaient, entre autres:

- a) des campagnes d'information et de sensibilisation transnationales, destinées à faire connaître aux groupes de combattants les options élaborées dans le cadre du MDRP et des programmes nationaux et projets spéciaux qui lui étaient associés;
- b) la production de connaissances et de travaux de recherche en temps opportun et orientés vers l'action pour mieux comprendre les problématiques transfrontalières et multisectorielles du DDR (par exemple, accès à la terre, dimensions du genre, impact mutuel du MDRP et des programmes nationaux et projets spéciaux);
- c) au niveau régional, l'échange de savoir-faire technique, le renforcement des capacités et les travaux conjoints d'analyse des programmes nationaux par le biais des rencontres semestrielles du Groupe

technique de coordination (GTC); et

- d) l'harmonisation des bases de données des programmes nationaux et des projets spéciaux pour éviter que les ex-combattants franchissent les frontières pour tirer profit des diverses opérations de DDR.<sup>12</sup>

**Composante 4: gestion du programme.** La gestion du programme consistait en six tâches principales: (i) gérer le partenariat; (ii) préparer et superviser les opérations de D&R (programmes nationaux et projets spéciaux); (iii) administrer le MDTF, y compris la mobilisation des ressources; (iv) apporter une assistance technique aux pays clients; (v) exécuter les activités régionales; et (vi) élaborer et exécuter une stratégie de communication et de rapprochement pour le MDRP et transmettre aux partenaires des rapports réguliers sur le programme.

La Banque mondiale mit en place le Secrétariat du MDRP au siège à Washington, DC et lui en confia la gestion, y compris l'administration du fonds fiduciaire et la préparation des rapports d'avancement.<sup>13</sup> Il fut fait appel à des responsables de la Banque spécialisés en opérations pour diriger les équipes chargées des opérations de D&R financées par l'IDA et le MDTF. De 2002 à 2007, le Secrétariat du MDRP faisait partie du Département du développement environnemental et social durable (ESSD) de la Région Afrique, puis dans une deuxième phase (2007-2009), le Secrétariat du MDRP fut rattaché à la nouvelle unité des États fragiles,

du conflit et du développement social (AFTCS) de la Région Afrique.

#### 4. MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE ET STRUCTURE DE GOUVERNANCE

Comme indiqué ci-dessus, le partenariat était un pilier central du MDRP. Les partenaires et leurs rôles étaient:

- a) la **Banque mondiale**, qui gérait le MDRP et en était l'élément catalyseur. Les employés de la Banque mondiale conçurent le MDRP et en dirigèrent l'élaboration; puis les bailleurs de fonds choisirent de confier la gestion du MDTF à la Banque pour des raisons fiduciaires. La Banque joua un triple rôle: (i) gérer et donner des locaux au Secrétariat du MDRP; (ii) administrer le MDTF; et (iii) cofinancer les programmes nationaux. En gérant les opérations financées par l'IDA et le MDTF, la Banque mondiale fit en sorte que la gestion financière, la passation des marchés et les modalités de décaissement soient conformes à ses politiques et procédures.
- b) les **gouvernements nationaux**, chargés d'exécuter les activités de DDR conformément à leurs accords de paix respectifs.
- c) les **bailleurs de fonds bilatéraux**, qui contribuèrent collectivement un peu plus que la moitié des fonds des pro-

<sup>12</sup> Ceci consistait, entre autres, à les harmoniser avec la base des données sur le désarmement, la démobilisation, le rapatriement, la réinsertion et la réintégration (DDRRR) tenue par la Mission des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC).

<sup>13</sup> Le Secrétariat était initialement formé de quatre spécialistes en DDR détachés par les bailleurs et les organismes intéressés (deux basés à Washington et deux dans la RGL, l'un à Kinshasa et l'autre à Kigali), d'un coordonnateur du fonds fiduciaire, d'un analyste des opérations, d'un responsable de la communication, d'un assistant administratif et d'un directeur de programme.

grammes au MDRP. Les bailleurs étaient aussi chargés de traiter les questions de réforme du secteur de la sécurité et de lever les blocages politiques qui firent leur apparition pendant la mise en œuvre. Les bailleurs variaient considérablement, selon leur niveau de contribution financière (les Pays-Bas contribuant le plus, 125 millions USD, et l'Irlande le moins, 659 550 USD – voir Annexe 1) et de participation au partenariat, et leur importance relative sur la base de leurs contributions au secteur de la sécurité et leurs liens dans ce domaine.<sup>14</sup>

d) les **agences des Nations Unies**, qui assumèrent une variété de rôles, selon leur mandat. Les principaux partenaires aux Nations Unies étaient le Département des opérations de maintien de la paix (DPKO) et leurs missions de maintien de la paix sur le terrain (MONUC en RDC et ONUB au Burundi);<sup>15</sup> le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD);<sup>16</sup> et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).<sup>17</sup> La MONUC fut l'un des partenaires les plus importants du MDRP. Le Conseil de sécurité lui donna le mandat d'appuyer les efforts de paix en RDC, de commencer le

désarmement et la démobilisation volontaires des groupes armés étrangers dans l'est du pays, et de rapatrier leurs membres dans leurs pays d'origine.

e) les **ONG**, qui fournirent au programme des capacités et des connaissances locales. Dans les milieux les plus fragiles particulièrement, les ONG furent le plus souvent les seules à même de réaliser le travail de réintégration, entre autres activités essentielles, sur le terrain (par ex., l'appui aux enfants-soldats).

f) les **partenaires régionaux**, entre autres, qui n'appartiennent pas aux catégories décrites ci-dessus, dont les bailleurs de fonds bilatéraux (les États-Unis) et les organismes régionaux comme la Banque africaine de développement (BAD) et l'Union africaine (UA). La BAD devint un partenaire important du MDRP dans la dernière phase du programme et finança des opérations en RDC à un stade critique du DDR alors que le pays avait épuisé ses fonds. La BAD finance aussi la plus grande partie du programme transitionnel régional qui fait suite au MDRP.

---

<sup>14</sup> Les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Belgique, la CE et la France étaient des partenaires essentiels à cause de leur action dans le secteur de la sécurité. Ils étaient aussi les bailleurs les plus actifs du MDRP de façon générale. Les autres bailleurs qui participèrent régulièrement pendant toute la durée du programme étaient le Canada, l'Allemagne, la Suède et la Norvège.

<sup>15</sup> La MONUC était la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo. L'ONUB désignait l'Organisation des Nations Unies au Burundi. En 2007, l'ONUB fut remplacée par le Bureau intégré des Nations Unies au Burundi (BINUB), établi par le Conseil de sécurité pour aider le Gouvernement du Burundi à rétablir une paix et une stabilité durables.

<sup>16</sup> Dans certains pays, le PNUD tenait aussi lieu d'«agence principale» pour le MDRP (voir la section sur la gouvernance ci-dessous).

<sup>17</sup> Les autres agences participantes étaient le Département des affaires politiques (DAP), le Bureau de coordination des affaires humanitaires (BCAH); l'Organisation internationale du travail (OIT), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Fonds de développement des Nations Unies pour les femmes (UNIFEM), le Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) et le Programme alimentaire mondial (PAM).

Le MDRP mit en place quatre structures de mise en œuvre: (i) le Comité consultatif (CC), auquel participaient tous les partenaires du MDRP et qui était chargé de traiter les questions de politique; (ii) le Comité du fonds fiduciaire (CFF) qui supervisait et prenait les décisions liées au MDTF; (iii) le GTC, formé des principaux directeurs des programmes de DDR (représentants des pays destinataires); et (iv) le secrétariat technique situé à la Banque mondiale. Des points focaux furent nommés dans les organismes partenaires afin de faciliter la coopération au niveau technique.

## 5. INDICATEURS DE RÉSULTAT

La Stratégie régionale énonçait les indicateurs suivants :

- a) **Tendances générales de conflit et de stabilité:** (i) réduction du nombre de personnes déplacées au sein du pays et de réfugiés; (ii) retour au libre mouvement des marchandises et des personnes dans les pays et entre eux; et (iii) évolution des dépenses sociales dans les pays participants, notamment par rapport aux dépenses consacrées à la sécurité.
- b) **Le MDRP en tant que cadre régional de DDR:** (i) nombre d'intervenants internationaux qui participent au mécanisme de coordination du MDRP; pourcentage d'activités de DDR réalisées dans la région dans le cadre du MDRP; (ii)

pourcentage de ressources de DDR canalisées par le biais du MDTF; degré de l'écart entre les besoins en ressources et leur disponibilité; et (iii) degré d'harmonisation des programmes nationaux.

- c) **Résultats des programmes nationaux et des activités régionales:** (i) nombre d'ex-combattants démobilisés et recevant une aide de réinsertion et de réintégration par le biais des programmes nationaux, et nombre de ces programmes; (ii) nombre d'ex-combattants démobilisés et recevant une aide de réinsertion et réintégration par le biais des projets spéciaux, et nombre de ces projets; (iii) bases de données harmonisées; fréquence et efficacité des activités d'échange du savoir-faire technique; (iv) organisation efficiente des missions conjointes et de la préparation des rapports; et (v) efficacité de l'appui technique.

Les mesures référentielles définies au départ étaient liées aux résultats et projetaient avec précision le nombre de bénéficiaires: le programme prévoyait que près de 350 000 ex-combattants bénéficieraient du programme dans neuf pays (voir Annexe 2, Tableau A2.1). Il était impossible d'ajouter d'autres mesures référentielles à cause du nombre trop élevé de facteurs inconnus à l'époque et des pressions de toutes parts en faveur d'une action opportune, donc du lancement du programme.

# III. Résultats

## 1. PERTINENCE DU PROGRAMME

Les objectifs, la conception et la mise en œuvre du MDRP étaient très pertinents en termes de priorités mondiales, régionales et nationales. Lorsque les conflits commencèrent à s'apaiser dans la région, les pays de la RGL et la communauté internationale se demandèrent comment poser les bases d'une paix durable et répondre à la menace immédiate que constituaient les très nombreux combattants (dont les effectifs étaient estimés à 350 000) qui devaient être désarmés, démobilisés et réintégrés à la société. Les ex-combattants mettant le plus en danger les accords de paix, il fallait leur prêter une attention immédiate.

Le DDR tenait une place centrale dans les accords de paix qui mettaient fin aux conflits dans la région. Par exemple, l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka signé en 1999 stipulait que tous les groupes armés devaient être identifiés, désarmés, cantonnés et enregistrés.<sup>18</sup> L'Accord de paix et réconciliation d'Arusha, signé par le Burundi en 2000, et les Accords de Bicesse signés par l'Angola en 1991, énonçaient aussi les modalités d'établissement des armées nationales. Ils contenaient également les dispositions d'un processus de DDR qui envisageait le désarmement des combattants des factions hostiles. Par ailleurs, le DDR précéda les élections nationales qui mirent fin aux gouvernements de transition au Burundi et en RDC. Ainsi, les bailleurs de fonds bilatéraux encourageaient vivement le processus de paix régional dans la RGL. En fin de compte, l'aptitude

du MDRP à attirer et entretenir un partenariat si diversifié et vaste pendant sept ans souligne la pertinence du MDRP et du DDR dans la région.

La démarche régionale adoptée par le MDRP en réponse à un conflit régional était particulièrement pertinente. Le MDRP innovait surtout en rompant avec les pratiques antérieures pour organiser les opérations de DDR sur la base d'un cadre de coordination régional et d'un financement souple. Le but général du programme consistait à faciliter un processus régional élargi de stabilisation. Ceci répondait aux préoccupations des bailleurs de fonds qui jusqu'alors préféraient réaliser des opérations distinctes dans chaque pays et étaient uniquement structurés à cet effet. Les conflits de la région étant en soi intimement liés, la communauté internationale appuya l'élaboration d'une stratégie et d'un programme régionaux de DDR qui servirent de cadre pour encourager les intervenants régionaux à procéder rapidement à la démobilisation. Un cadre régional commun aida la communauté internationale à fournir une assistance en temps opportun et souple. Les gouvernements de la région se dirent aussi favorables à un cadre régional. Au cours de la décennie précédente, l'irrégularité et les retards du financement du DDR finirent à l'évidence par nuire à la transition du conflit à la paix.

En termes de priorités mondiales, les piliers

---

<sup>18</sup> Voir Accord de Lusaka, Chapitre 9, «Désarmement des groupes armés» (<http://www.iss.co.za/af/profiles/drcongo/cdreader/bin/2lusaka.pdf>).

centraux de pérennisation et de partenariat adoptés par le MDRP précédèrent le consensus international sur l'importance de ces notions. La Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide en mars 2005 et le Programme d'action d'Accra en 2008 soulignent tous les deux l'harmonisation et l'alignement. Ces principes d'aide restent pertinents aujourd'hui.

## 2. RÉALISATION DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT

### a. Tendances générales de stabilité régionale

#### INDICATEURS DE LA STRATÉGIE

- Réduction du nombre personnes déplacées au sein du pays et de réfugiés
- Retour au libre mouvement des marchandises et des personnes dans les pays et entre eux
- Évolution des dépenses sociales dans les pays participants (notamment par rapport aux dépenses de sécurité)

En 2002, le MDRP fut lancé alors que les sept États de la RGL étaient tous instables politiquement, sortant d'une période de très grande violence, et leurs indicateurs de développement socioéconomique étaient bas. En 2007, pendant la mise en œuvre du MDRP, les sept États restaient encore très vulnérables et susceptibles de reprendre les hostilités; qua-

tre d'entre eux faisaient partie des 20 pays présentant le plus grand risque: RDC, Ouganda, RCA et Burundi.<sup>19</sup> Toutefois, comme le montre la Figure 1, les systèmes politiques se stabilisèrent et la violence s'atténa pendant la période de mise en œuvre du MDRP: de 2002 à 2008 les gouvernements des sept pays du MDRP enregistrèrent une stabilité politique accrue et la violence baissa sur leur territoire.<sup>20</sup>

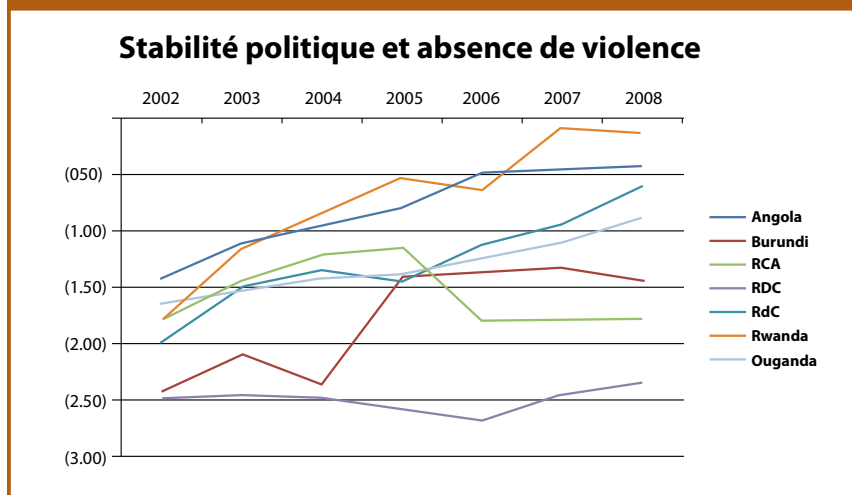
**Personnes déplacées au sein du pays (PDP) et réfugiés.** La RGL enregistre une tendance favorable en termes de réfugiés et de PDP (voir Annexe 2, Tableaux A2.2 et A2.3). Depuis le lancement du MDRP, et malgré des fluctuations, le nombre des personnes déplacées au sein du pays et celui des réfugiés ont beaucoup baissé dans l'ensemble de la région. Au début du MDRP en 2002, la RGL était sévèrement affectée par les déplacements internes et un exil de grande envergure: pas moins de 10 millions de personnes se déplacèrent à l'intérieur des frontières ou se réfugièrent dans les pays voisins pour fuir une insécurité extrême et la guerre. À la clôture du MDRP en 2009, les deux groupes comptaient près de 3,6 millions de personnes.

**Libre mouvement des marchandises et des personnes.** Les données régionales sur le libre mouvement des biens et des personnes dans la région ne sont pas disponibles; mais d'autres indicateurs suggèrent une amélioration significative dans ce domaine. Comme l'indiquent les Tableaux A2.4–A2.6 de l'Annexe 2, tous les pays du MDRP enregistrèrent une augmentation du PIB et du volume des exportations pendant la période du MDRP (de 12,4

<sup>19</sup> Fund for Peace, Indice des États non viables, 2007 ([http://www.fundforpeace.org/web/index.php?option=com\\_content&task=view&id=229&Itemid=366](http://www.fundforpeace.org/web/index.php?option=com_content&task=view&id=229&Itemid=366), consulté le 1er avril 2010).

<sup>20</sup> Les Indicateurs mondiaux de gouvernance de la Figure 1 sont extraits de K. Kaufmann, D. A. Kraay, et M. Mazzi, Affaires de gouvernance VIII: Indicateurs de gouvernance pour 1996-2008 (Washington, D.C.: Institut de la Banque mondiale, 2009) Note: les indicateurs de gouvernance représentés dans le graphique cumulent les données sur la stabilité politique et l'absence de violence de plusieurs sources.

Figure 1: Indice de stabilité, RGL, 2002-2008



Source: Indicateurs mondiaux de gouvernance, Banque mondiale

milliards USD en 2002 à 53,3 milliards en 2007). La croissance du PIB augmenta aussi dans la majorité des cas. Ces évolutions favorables peuvent être attribuées à l'assainissement progressif du climat sécuritaire, ce qui facilite le commerce. Ceci dit, la majorité des pays du MDRP reste très fragile. Il faut avancer parallèlement dans d'autres domaines es-

sentiels, comme le climat d'investissement dans le secteur privé, la protection des droits de propriété privée, le développement de l'infrastructure et la gestion des ressources, dont les richesses naturelles, avant de pouvoir consolider la croissance économique.

**Évolution des dépenses sociales et sécuritaires.** Il fut difficile de faire le suivi des dépenses sociales par rapport à celles de la défense pendant la mise en œuvre du MDRP parce que les données étaient recueillies différemment dans chaque pays et n'étaient parfois pas disponibles. Pour ce qui est des dépenses militaires, selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), qui recueille ces informations dans le monde entier, le budget qui leur est consacré a baissé au niveau régional depuis l'entrée en vigueur du MDRP; la réduc-

Tableau 2: Évolution des dépenses militaires (en pourcentage du PIB) par pays, 2002-2007

Pays	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Angola	4,5	4,8	4,0	4,7	4,6	3,9
Burundi	7,2	2,3	6,6	6,2	4,7	4,9
RCA	1,1	1,3	1,2	1,1	Pas de données	1,1
RDC	Pas de données	1,4	2,1	2,3	2,3	2,0
RdC	1,7	1,9	1,7	1,4	1,1	1,5
Rwanda	3,1	2,5	2,1	1,9	1,9	1,7
Ouganda	2,4	2,3	2,5	2,4	2,2	2,2

Source: SIPRI (<http://milexdata.sipri.org/>)

tion est la plus importante en Angola, au Burundi,<sup>21</sup> et au Rwanda, alors que la RDC enregistre en fait une augmentation (de 1,4 pour cent en 2003 à 2,0 pour cent en 2007) – voir le Tableau 2.

Quant aux tendances des allocations budgétaires pour les secteurs sociaux, les données comparatives de la région ne sont pas disponibles, mais quelques informations existent dans chaque pays. Par exemple, au Burundi, le budget des secteurs sociaux est passé de 51,3 milliards FBU à 132,3 milliards FBU pour l'éducation et la santé (une augmentation de 158 pour cent). En RDC, selon le Ministère de la défense, le ratio entre les budgets des services sociaux de base qui favorisent les pauvres et ceux de la défense est passé de 1:1 en 2003 à 3:1 en 2007. D'autres indicateurs, comme l'espérance de vie dans l'ensemble des pays de la région, signalent une amélioration, certes encore modeste, des conditions humanitaires (voir Annexe 2, Tableau A2.7): elle augmente le plus en Ouganda, au Rwanda et en Angola (plus de trois ans).

#### **b. Le MDRP en tant que cadre régional de DDR**

##### **INDICATEURS DU PROGRAMME**

- Nombre d'intervenants internationaux qui participent au mécanisme de coordination du MDRP et pourcentage d'activités de DDR dans la région qui s'inscrivent dans le cadre du MDRP
- Pourcentage des ressources de DDR canalisées par le biais du MDTF; degré d'écart entre les besoins en ressources et leur disponibilité
- Degré d'harmonisation des programmes nationaux

#### **Intervenants internationaux qui participent au mécanisme de coordination du MDRP.**

Quarante trois intervenants internationaux faisaient officiellement partie du mécanisme de coordination du MDRP, mais seuls 25 y participèrent activement. Les partenaires, dont la liste complète est donnée en Annexe 3, étaient les sept gouvernements des pays qui mirent en œuvre le DDR dans la RGL, la Banque mondiale, 13 bailleurs de fonds, 12 agences des Nations Unies, deux opérations de maintien de la paix des Nations Unies, des ONG internationales et des organismes régionaux, notamment la BAD et l'Union africaine. De plus, cinq ONG internationales reçurent des subventions du MDRP pour exécuter des projets ciblés en RDC. La société civile fut également représentée au niveau local par les ONG nationales qui participaient.

Au-delà des chiffres, la Stratégie régionale était intentionnellement ambiguë sur les fonctions précises de chaque partenaire pour pouvoir les moduler en fonction du contexte et des avantages comparatifs qui apparaissaient au fur et à mesure de la mise en œuvre du programme. Cependant, le manque de clarté du rôle de chaque membre fut relevé en 2004 pendant la revue à mi-parcours (RMP) du programme. Par la suite, au cours d'une réunion des partenaires en avril 2005, les rôles des principaux partenaires du MDRP furent discutés et convenus (voir le récapitulatif des conclusions de la réunion au Tableau 3). Toutefois la rencontre d'avril 2005 ne mit pas fin aux questions sur le partenariat. La gestion d'un partenariat qui rassemblait une vaste gamme d'organismes divers dont les cultures, les mandats et l'ampleur variaient, était difficile en soi. Le taux de renouvellement rapide des points focaux, dans les pays et aux sièges, affaiblit encore davantage la mémoire institutionnelle sur les accords et les engagements pris par les partenaires. Par ailleurs, l'entretien des relations à niveaux

<sup>21</sup> Toutefois, selon les données des projets, l'augmentation des dépenses consacrées aux services de police compensent et parfois dépassent l'épargne réalisée dans le secteur militaire.

**Tableau 3: Rôles et responsabilités du partenariat: primaire (P), facilitation (F) et informationnel (I)**

Rôle/Responsabilité	Gouvernements nationaux	Bailleurs bilatéraux	DPKO	PNUD	ONG	BM
Processus politiques et de paix régionaux	P	P	P			I, F
Processus politiques et de paix nationaux	P					I
Cadre sécuritaire	P	F				F
Reprise économique	P	F				P
Besoins humanitaires		F		P	P	
Établissement d'un climat de confiance		F				F
Groupes armés étrangers			P			I
Réforme du secteur de la sécurité/réintégration de l'armée	P	P				
Harmonisation et coordination	F	F	F	F	F	P
Désarmement	P		P			
Démobilisation et réintégration nationales	P					F
Communication et flux de l'information	F	F	F	F	F	P
Gestion générale du MDRP						P
Financement		P				P
Gestion financière, décaissement et passation des marchés	P					F
Supervision, S&E	P					P/F

Source: Banque mondiale (à paraître).

multiples nouées par le MDRP et la résolution des malentendus et des différends qui en résultaient parfois occupaient souvent un temps précieux du fait des exigences opérationnelles du programme.

**Activités de DDR s'inscrivant dans le cadre du MDRP/ressources de DDR canalisées par le biais du MDTF.** La démarche régionale adoptée par le MDRP veillait à maintenir la cohérence et la coordination du DDR dans la région. Le pourcentage d'activités de DDR dans la région qui s'inscrivaient dans le cadre du MDRP était estimé à 96 pour cent. Ce chiffre,

fondé sur les coûts anticipés du programme, suppose que les annulations (les fonds non utilisés) dans le cadre du MDRP sont proportionnellement équivalentes à celles des activités hors du MDRP. Le financement parallèle des activités du MDRP qui ne s'inscrivaient pas dans son cadre s'élevait à près de 23 millions USD, les fonds externes provenant de la Commission de l'Union africaine (CUA), le Japon et le PNUD.

**Degré d'écart entre les exigences en ressources et leur disponibilité.** Le MDRP était

un mécanisme efficace et efficient pour mobiliser et coordonner les ressources financières de DDR, et veiller à la transparence de l'affectation des fonds, à la cohérence de la gestion financière et à l'harmonisation de la production des rapports. Les besoins en ressources du MDRP n'ont, à aucun moment, excédé leur disponibilité.<sup>22</sup> Cependant, les engagements pris envers les pays destinataires au début du MDTF dépassèrent effectivement les recettes du fonds fiduciaire, ce qui résulta en un changement de politique à la Banque mondiale pour éviter ce genre de situation dans le futur.

En 2004/2005, les bailleurs de fonds soulevèrent la question de l'opportunité de financement des projets spéciaux par le MDRP, mais une solution fut ensuite trouvée en 2005. En revanche, la lenteur des décaissements au début de la mise en œuvre du MDRP et les retards de lancement du DDR, particulièrement en RDC, étaient beaucoup plus préoccupants. Le ralentissement de la mise en œuvre sonna l'alerte aux plus hauts niveaux et fut remarqué par (entre autres) Thabo Mbeki qui appella directement le président de la Banque mondiale pour lui demander d'agir. En fin 2005-début 2006, les obstacles politiques commencèrent à être levés en RDC, le DDR démarra vraiment et les décaissements augmentèrent en flèche.

**Harmonisation des activités de DDR.** La vaste majorité des ex-combattants ciblés dans la RGL au cours des sept années de fonctionnement du MDRP fut démobilisée dans son cadre. Quelques exceptions existent dans la région orientale de la RDC où 1 658 ex-combattants furent démobilisés en dehors du parte-

nariat du MDRP par le PNUD, la MONUC et l'UNICEF à la demande du Gouvernement de la RDC pendant la Phase III du programme Ituri.

Quant au cadre de réintégration que devait fournir le MDRP, une part de l'aide ciblée à cet effet fut apportée aux ex-combattants en dehors du MDRP. Ceci fut particulièrement le cas dans le district de l'Ituri, en RDC. Au Rwanda, l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) fournit un appui en formation professionnelle à 800 ex-combattants invalides et l'Agence allemande de coopération technique (GTZ) aida aussi les personnes invalides, mais la mise en œuvre fut étroitement coordonnée par la Commission rwandaise de démobilisation et de réintégration (CRDR). La CUA contribua une aide parallèle de réintégration aux enfants-soldats au Burundi et au Rwanda, mais cet appui fut canalisé par le biais des commissions nationales en place. GTZ fournit aussi une assistance technique aux personnes invalides en RDC.

### **c. Résultats des programmes nationaux et des activités régionales**

#### **INDICATEURS DE RÉSULTAT**

- Nombre d'ex-combattants démobilisés qui reçoivent une aide de réintégration par le biais des programmes nationaux, et nombre de ces programmes
- Nombre d'ex-combattants démobilisés qui reçoivent une aide de réinsertion et réintégration par le biais des projets spéciaux, et nombre de ces projets

<sup>22</sup> En fin 2006, toutes les ressources du Projet de démobilisation et réintégration d'urgence de la RDC, qui finançait son programme national à l'aide de deux subventions de 100 millions USD chacune de l'IDA et du MDRP, étaient entièrement épuisées sans que les objectifs n'aient été atteints. Le MDRP/Banque mondiale obtint un financement supplémentaire de 50 et 25 millions USD auprès de l'IDA et de la BAD respectivement pour achever le projet, qui se poursuit actuellement et se soldera vraisemblablement par un léger excédent.

- Bases de données harmonisées
- Fréquence et efficacité des activités d'échange de savoir-faire technique
- Efficacité de l'organisation des missions conjointes et de la préparation des rapports; efficacité de l'appui technique

**Nombre d'ex-combattants démobilisés recevant une aide de réinsertion et réintégration par le biais des programmes nationaux et des projets spéciaux.** Comme l'indique le Tableau 4, le MDRP finança cinq programmes nationaux qui coûtèrent 167,3 millions USD, et 10 projets spéciaux d'un total de 54,9 millions USD; ces derniers furent surtout exécutés en RDC (voir la description de tous les programmes nationaux et projets spéciaux en Annexe 4). Le nombre de personnes qui bénéficièrent à la fois des projets spéciaux et des programmes nationaux, notamment les ex-combattants adultes masculins et féminins et les enfants-soldats, est récapitulé dans les Tableaux 5 et 6. Les projets spéciaux consistaient en : (i) cinq projets destinés aux enfants-soldats; (ii) un programme de DDR exécuté par le PNUD en RCA; (iii) un petit projet en Ouganda pour appuyer le retour des combattants ayant droit à l'amnistie dans le cadre de la Loi d'amnistie;<sup>23</sup> (iv) deux projets qui soutenaient les gouvernements nationaux pendant qu'ils mettaient en place/œuvre leurs propres programmes nationaux de DDR; et (v) un autre projet du PNUD destiné aux combattants de la région de l'Ituri, dans une zone que le gouvernement ne contrôlait pas.

**DÉMobilISATION.** Au total, 279 263 combattants furent démobilisés par le biais des programmes nationaux et projets spéciaux appuyés par le MDRP (voir Tableau 5), soit 78 pour cent du nombre initial de combattants anticipés pour l'ensemble des programmes des pays. Toutefois, il est important d'expliquer la signification de ces chiffres. Au départ, le nombre anticipé de combattants à démobiliser ne pouvait qu'être estimé, car à l'époque où le MDRP fut conçu, les effectifs réels des différents armées et groupes rebelles étaient inconnus;<sup>24</sup> les «cibles» chiffrées étaient en réalité des projections ou des plafonds, plutôt que des cibles. En Angola et au Rwanda par exemple, pays où selon le Tableau 5 les taux de réussite sont respectivement de 93 et 83 pour cent, tous les bénéficiaires et membres des groupes armés étrangers éligibles qui se présentèrent furent traités; leur taux de réussite réel est donc de 100 pour cent.

Cependant, en RDC, au Burundi et en RdC, des insuffisances existaient. Elles étaient dues: (i) au refus, de la part de factions diverses en République démocratique du Congo de démobiliser les éléments centraux de leurs forces (notamment la Garde républicaine et les combattants fidèles au RCD-Goma et au MLC); (ii) à un processus de paix inachevé et au gel des négociations au Burundi où la dernière force rebelle, FNL-PALIPEHUTU, commença sa démobilisation en avril 2009 après la fermeture du programme du Burundi; (iii) aux retards enregistrés dans le lancement des opérations de désarmement organisées par le Gouvernement dans la région du Pool en RdC, ce qui le fit hésiter à réduire la taille des forces armées nationales; et (iv) au problème persistant des FDLR<sup>25</sup> dans l'est de la RDC, dont l'effectif

<sup>23</sup> En Ouganda, les ex-combattants qui répondent aux critères d'amnistie sont appelés «reporters».

<sup>24</sup> Le texte de la Stratégie régionale précise «Les chiffres préliminaires indiquent que 350 000 ex-combattants pourraient être potentiellement démobilisés et réintégrés dans le cadre du MDRP.»

<sup>25</sup> Forces démocratiques de libération du Rwanda

**Tableau 4: Programmes nationaux et projets spéciaux financés par le MDRP et IDA (USD)**

Activité et pays		MDTF	IDA	Total
Programmes nationaux	Programme de démobilisation et réintégration de l'Angola (PDRA)	20 711 832	33 691 833	54 403 664
	Programme de démobilisation, réinsertion et réintégration d'urgence du Burundi (PDRRU)	29 171 408	29 318 586	58 489 994
	Projet de démobilisation et réintégration d'urgence de la RDC (PDRU)	90 550 444	96 208 544	186 758 987
	Projet de démobilisation et réintégration d'urgence de la RdC (PDRU)	13 298 226		13 298 226
	Projet de démobilisation et réintégration du Rwanda (PDRR)	13 601 864	29 147 689	42 749 553
	<b>Sous-total</b>	<b>167 333 774</b>	<b>188 366 651</b>	<b>355 700 424</b>
Projets spéciaux	Angola PNUD	4 245 592		4 245 592
	Burundi Enfants soldats – UNICEF	3 474 016		3 474 016
	RCA PRAC–PNUD	9 727 000		9 727 000
	RDC Enfants soldats –SCF	5 366 000		5 366 000
	RDC Enfants soldats –Cons	8 846 595		8 846 595
	RDC COMREC–PNUD	4 998 006		4 998 006
	RDC MMR–PNUD	8 121 560		8 121 560
	RDC Enfants soldats –CRB	1 138 580		1 138 580
	RDC Enfants soldats –UNICEF	4 833 028		4 833 028
	Ouganda RRRRO-Commission d'amnistie	4 143 066		4 143 066
<b>Sous-total</b>	<b>54 893 443</b>		<b>54 893 443</b>	
Activités régionales (y compris LEAP)		2 362 580		2 362 580
Gestion de programme + frais hors projets <sup>a</sup>		26 489 497		26 489 497
<b>Total</b>		<b>251 079 294</b>		<b>439 445 945</b>

Source: MDRP

<sup>a</sup> Les frais hors projets désignent les frais administratifs de la Banque pour la gestion du Fonds fiduciaire à bailleurs multiples, sur la base des contributions des bailleurs de fonds.

était estimé à près de 5 500, ce qui explique les différences des chiffres du Rwanda. Tous ces facteurs étaient indépendants de la volonté du MDRP. Il faut aussi remarquer qu'avant la clôture du MDRP, un nouveau financement fut accordé à la RDC, à l'Ouganda, au Burundi et au Rwanda pour leur permettre d'achever le

traitement des dossiers en suspens.

Au-delà des chiffres, c'est en RDC que la démobilisation rencontra les plus grands obstacles liés au manque de volonté politique. Les problèmes finirent par être résolus, mais il fallu attendre presque 18 mois pour que tous

les sites de démobilisation (appelés «centres d'orientation» ou CO) soient opérationnels. Ce retard affecta les activités en aval de réinsertion et réintégration et contribua à une partie du manque de financement, car les CO durent continuer à fonctionner bien plus longtemps que prévu. Cette question du financement retarda encore davantage les activités des projets, particulièrement la réintégration.

**RÉINSERTION.** Le MDRP réussit l'appui à la réinsertion (paiements en espèces de transition, en majorité) fourni aux groupes bénéficiaires: le programme atteignit 82 pour cent de la cible avant sa clôture. Bien que, d'un point de vue technique, le versement des paiements en espèces soit plus simple que l'appui à la réintégration, il fut remarquablement difficile à exécuter en RDC du fait de la taille du pays, de la dispersion géographique des bénéficiaires, du peu d'infrastructure, et de l'absence totale de système bancaire rural. Toutefois, une méthode de paiement qui utilisait le réseau de téléphonie mobile fut mise en place; jugée innovante, elle est désormais montrée comme un exemple à suivre. Un audit indépendant des paiements en espèces en RDC détermina que le taux d'erreur fut remarquablement faible, à 0,2 pour cent, et très inférieur à l'indicateur établi de moins de 5 pour cent.

**RÉINTÉGRATION.** Un examen superficiel, qui s'intéresserait uniquement aux chiffres, pourrait suggérer que les résultats de la réintégration sont décevants. Mais l'image qui ressort de l'analyse plus approfondie des données est plus favorable. Comme l'indique le Tableau 5, à la clôture du programme, 232 107 ex-combattants avaient reçu une aide de réintégration par le biais des programmes appuyés par le MDRP, soit 67 pour cent de la «cible». Les insuffisances les plus importantes sont enregistrées en Angola (~40 000 ex-combattants),

suivi de la RDC (~38 000), la RdC (~15 000), du Burundi (~13 000) et du Rwanda (~6 000). Cependant, si les facteurs suivants sont pris en compte, le taux de réussite général dans le domaine de la réintégration passerait en réalité à 90 pour cent:

- En Angola, le chiffre de réintégration désigne les personnes qui, selon leur inscription au système d'information de gestion (SIG), ont achevé toutes les phases de réintégration, plutôt que les possibilités créées et les ex-combattants en cours de réintégration, qui sont les données déclarées en RDC et dans d'autres pays. En fait l'Angola créa 148 000 possibilités; en appliquant les mêmes normes que les autres pays, l'Angola dépassa donc en réalité son but.
- La réintégration suit la démobilisation. Les impasses politiques interrompirent la démobilisation en RdC, au Rwanda et au Burundi et expliquent en partie les lacunes de la réintégration en RDC. Sur la seule base du nombre de personnes effectivement démobilisées, soit le maximum pouvant être réintégré par un programme donné, les cibles de réintégration du Burundi, du Rwanda et de la RdC baisseraient de près de 10 000, 5 000 et 16 000 ex-combattants respectivement, ce qui affecte considérablement les taux de réussite.

Il faut ajouter que dans le cas de la RDC, le Programme de démobilisation et réintégration d'urgence (PDRU) avait prévu un budget insuffisant et épuisa ses fonds en fin 2006, ce qui fit cesser les activités de réintégration; un financement supplémentaire de l'IDA et de la BAD fut obtenu pour aider le projet, mais la mise en place des ressources prit du temps.<sup>26</sup>

<sup>26</sup> Par exemple, le financement supplémentaire fut conditionné au remboursement par le Gouvernement de presque 6 millions USD qui avaient fait l'objet de dépenses inéligibles et de pratiques inadéquates de passation de marchés.

**Tableau 5: Nombre d'ex-combattants adultes bénéficiaires des programmes de DDR, par genre et pays**

Pays	Processus de DDR	Bénéficiaires			Cible <sup>a</sup>	% atteint
		Hommes	Femmes	Total		
Angola	Démobilisation	94 052	3 338	97 390	105 000 <sup>b</sup>	93%
	Réinsertion			52 721	62 716 <sup>c</sup>	84%
	Réintégration			92 297	133 662 <sup>d</sup>	69%
Burundi <sup>e</sup>	Démobilisation	25 767	516	26 283 <sup>f</sup>	35 000	75%
	Réinsertion			23 022	35 000	66%
	Réintégration			21 012	35 000	60%
RCA	Démobilisation	6 380	1,176	7 556	7 565	100%
	Réinsertion			7 533	7 565	100%
	Réintégration			7 556	7 565	100%
RDC	Démobilisation	99 404	2,610	102 014	150 000	68%
	Réinsertion			102 014	120 000	85%
	Réintégration			52 172	90 000	58%
RdC	Démobilisation				11 000	0%
	Réinsertion				11 000	0%
	Réintégration			15 179	30 000	51%
Rwanda	Démobilisation	29 699	65	29 764	36 000	83%
	Réinsertion			44 491	47 400	94%
	Réintégration			43 891	50 000	88%
Ouganda	Démobilisation	14 115	2 141	16 256	15 310	106%
	Réinsertion			14 816	15 310	97%
	Réintégration			n/a	n/a	n/a
<b>MDRP Total</b>	<b>Démobilisation</b>	<b>269 417</b>	<b>9 846</b>	<b>279 263</b>	<b>359 875</b>	<b>78%</b>
	<b>Réinsertion</b>			<b>244 597</b>	<b>298 991</b>	<b>82%</b>
	<b>Réintégration</b>			<b>232 107</b>	<b>346 227</b>	<b>67%</b>

Source: Rapports trimestriels du MDRP

<sup>a</sup> Il s'agit ici des cibles révisées, mais les estimatifs initiaux de 55 000 et 300 000 pour le Burundi et la RDC respectivement n'ont pas été modifiés officiellement dans les accords juridiques du projet. Les cibles initiales étaient fondées sur des estimations incertaines au moment de la conception de chaque programme.

<sup>b</sup> Inclut les forces de l'UNITA estimées initialement à 105 000 mais qui ne étaient en fait que 97 297, et exclut 30 000 FAA qui devaient faire partie du groupe bénéficiaire.

<sup>c</sup> Sur 97 297 membres de l'UNITA qui se présentèrent, seuls 62 716 eurent droit à l'appui de réinsertion. Les autres arrivèrent après la date finale de la période de démobilisation.

<sup>d</sup> Ce chiffre inclut la totalité des 105 000 anciens combattants, ainsi que 28 600 membres vulnérables de la communauté auxquels fut consacrée une subvention parallèle de la CE.

<sup>e</sup> Dans le cas du Burundi, et contrairement à d'autres pays, les cibles de réinsertion et de réintégration ne furent pas ajustées pour compenser le fait que, habituellement, 20 pour cent des ex-combattants ne réclament aucune prestation après la démobilisation. Ainsi, les cibles de démobilisation, réinsertion et réintégration étaient toutes identiques.

<sup>f</sup> Le projet démobilisa aussi 28 383 membres de milices locales (Gardiens de la paix et Combattants militants) sur les 30 000 anticipés (soit 95 pour cent de la cible).

**Enfants-soldats.** Reconnaisant leurs besoins particuliers, le MDRP utilisa sa composante projets spéciaux pour aider les enfants associés aux forces de combat. Le MDRP finança cinq projets spéciaux pour les enfants-soldats, un au Burundi et quatre en RDC, pour un coût total de 23,7 millions USD.<sup>27</sup> Les programmes nationaux de D&R au Rwanda, en Angola et en RdC, ainsi que le projet spécial pour les *reporters* en Ouganda, comportaient aussi des activités destinées aux enfants. De façon générale, dans l'ensemble des programmes appuyés par le MDRP, les enfants des deux sexes reçurent un appui. C'est une réussite remarquable dans des situations où la sécurité était très précaire dans certains pays et la crainte d'être stigmatisés empêchait souvent les enfants de demander de l'aide. Outre les enfants associés aux forces de combat, le MDRP intervint pour faciliter l'éducation et la formation des autres enfants vulnérables dans les communautés et renforcer les capacités de ces dernières, des écoles, des ONG et des autres acteurs locaux qui travaillaient dans les domaines des soins psychosociaux, de l'identification et gestion de projet, et de responsabilisation des jeunes. Ces investissements furent importants car ils serviront de base à l'action en cours de consolidation de la paix et de rétablissement communautaire, ainsi qu'à la prévention des conflits.

Le plus grand nombre d'enfants-soldats aidés fut enregistré en RDC, où près de 30 000 enfants-soldats furent retirés des groupes armés. La prestation des services essentiels et des soins intérimaires aux enfants libérés avant leur réunification familiale se passa relativement bien. Certaines innovations importantes furent apportées, comme le placement des enfants dans un réseau complet d'accueil dans les familles plutôt que dans des orphelinats

pendant la période transitoire, ce qui s'avéra à la fois plus efficace et moins onéreux que les méthodes conventionnelles. La prestation des autres services de réintégration ne fut toutefois

**Tableau 6: Enfants-soldats bénéficiaires, par sexe<sup>a</sup>**

Pays	Filles	Garçons	Total
Angola <sup>b</sup>	-	-	13 804
Burundi	49	3,212	3 261
RCA	9	14	23
RDC	-	-	30 219 <sup>c</sup>
RdC	-	-	348
Rwanda	2	669	671 <sup>d</sup>
Ouganda	1 778	3 776	5 554
Total			53 880

*Source: MDRP*

<sup>a</sup> Les données décomposées par genre ne sont pas disponibles pour tous les pays.

<sup>b</sup> Officiellement, le programme du Gouvernement de l'Angola ne prévoyait aucun enfant-soldat. Il appuyait plutôt les enfants associés aux forces de combat (EAFC) ainsi que les autres enfants vulnérables dans les communautés. Le total donné ici est le cumul des EAFC et des enfants civils pris en charge par le projet.

<sup>c</sup> Ce chiffre n'est pas final. Certains enfants furent aidés par plus d'un partenaire d'exécution et sont donc comptés deux fois dans la base de données – un effort permanent de consolidation des bases de données se poursuit dans la nouvelle phase du programme national (appuyée par l'IDA seulement). Sur un total de 30 219 enfants, 22 046 sont certifiés par le Programme national de la RDC; 2 075 (soit près de 12 pour cent) sont des filles et 19 971 des garçons. Le nombre total d'enfants bénéficiaires décomposé par genre n'est pas disponible.

<sup>d</sup> Selon le dernier rapport trimestriel, le Rapport de fin d'exécution (RFE) du Rwanda indique que 672 enfants ont été démobilisés et reçurent une aide de réintégration, mais ces données ne sont pas décomposées par sexe.

<sup>27</sup> En RDC, le MDRP appuya un projet «consolidé» qui devait être exécuté par trois ONG: IFESH, CARE et IRC sur la base de leurs avantages comparatifs. Toutefois, la Banque exigea que chacun des trois accords de subvention soit établi séparément avec chaque organisme respectif (et leurs activités conformément réparties), ce qui créa des difficultés de mise en œuvre par la suite.

pas aisée, ne serait-ce qu'à cause des immenses difficultés logistiques qui se présentaient pour venir en aide à des enfants dispersés sur un vaste territoire avec peu d'infrastructure. Par exemple, il arrivait qu'un agent social doive voyager pendant quatre jours par bateau puis à pied pour trouver un enfant – en atteindre 30 000 était donc totalement irréaliste. L'efficacité de la réintégration dépendait aussi de l'âge de l'enfant et du type d'appui donné: il était beaucoup plus facile d'aider les plus jeunes bénéficiaires (moins de 15 ans) à entrer à l'école que de fournir des emplois d'apprentis ou des formations pour les groupes plus âgés (15-18 ans) parce que les programmes de formation n'existaient tout simplement pas.

Le rôle de l'UNICEF fut problématique en RDC. Les partenaires du MDRP espéraient que l'UNICEF prendrait en charge la totalité de l'appui destiné aux enfants-soldats en RDC, mais pour une multitude de raisons, le personnel de l'UNICEF refusa et ne commença à participer au programme que plus tard, après que des contrats aient été déjà établis avec des ONG de protection de l'enfance. En fin de compte, l'UNICEF contribua de façon positive à la stratégie et à la conception des activités destinées aux enfants-soldats, mais n'était pas en mesure de tenir la fonction importante qui consistait à coordonner l'action des agences d'exécution. Ceci créa un certain nombre de problèmes, notamment au niveau du maintien de données exactes sur les bénéficiaires. Ainsi, le Secrétariat du MDRP subit des pressions supplémentaires alors qu'il disposait de peu de moyens d'assurer la coordination et une supervision étroite du travail des ONG. Enfin, l'UNICEF et les ONG d'exécution en général auraient pu faire preuve de plus de dynamisme pour demander et faciliter la libération des filles associées aux forces armées, mais ce n'était pas toujours le cas: certains employés auraient même mis leur vie en danger pour avoir appelé à la libération de ces enfants.

Au Burundi, un projet spécial exécuté par

l'UNICEF réussit à démobiliser et réinsérer plus de 3 200 enfants, chiffre plus élevé que prévu. En termes de rendement, selon les résultats d'une évaluation auprès des bénéficiaires réalisée en 2006, la prestation ciblée de l'assistance réduisit la susceptibilité des enfants-soldats et l'impact de l'aide du projet fut non seulement visible, mais aussi reconnue par les bénéficiaires. Sur la base de la majorité des indicateurs sociaux et économiques, la situation des bénéficiaires était aussi bonne, parfois meilleure, que celles de leurs homologues civils – une forte indication de la réussite du projet. Socialement, une vaste majorité des bénéficiaires du programme déclarèrent entretenir de bons ou très bons rapports avec les membres de leur famille et participer à la vie communautaire.

Au Rwanda, une étude commanditée en 2005 conclut que la réintégration sociale des enfants-soldats avait été réussie et que la vaste majorité d'entre eux étaient bien accueillis dans leurs communautés d'origine et entretenaient de bons rapports avec leurs familles. En termes de réintégration économique, la majorité des enfants qui fréquentaient l'école avant de se joindre aux forces de combat y retournèrent, commencèrent une formation professionnelle ou furent employés comme apprentis après leur démobilisation; leur taux d'abandon fut bas.

**Ex-combattants féminins, invalides ou souffrant de maladie chronique.** Contrairement à la démarche suivie pour les enfants, le MDRP choisit une action qui intégrait le genre et les personnes invalides et souffrant de maladie chronique; autrement dit, au lieu de mettre en place des projets propres à ces groupes, les programmes nationaux et les projets spéciaux établirent les objectifs qui les concernaient et attribuaient les budgets des activités qui leur étaient destinées. En 2005, le MDRP commandita une étude sommaire sur le genre et un bilan des activités liées au genre dans chaque

pays, puis tint conjointement avec UNIFEM un Atelier sur le genre à Kigali, en novembre 2005. L'atelier confirma l'existence de lacunes dans la prestation des services aux femmes, mais créa également une demande en expertise sur le genre et un appel à la volonté politique pour traiter cette problématique.

Le MDRP réagit en mettant en place le programme LEAP, qui avait pour but de renforcer la sensibilité au genre de la programmation du DDR dans l'ensemble des pays du MDRP. LEAP fut lancé au milieu de 2007, vers la fin du programme. Mais, en quelques années, LEAP parvint à: (i) identifier des moyens innovants de renforcer les démarches du genre dans la D&R (par ex. par deux projets pilotes en RDC visant à améliorer les moyens de subsistance socioéconomique et le bien-être psychosocial des femmes victimes de violence liée au genre); (ii) aider à mieux comprendre le genre et le DDR en réalisant des travaux d'analyse; et (iii) fournir une assistance technique aux partenaires d'exécution et aux homologues des projets sur les aspects du DDR liés au genre au niveau national et régional. Par la suite, la Banque a conçu et met en œuvre actuellement un programme LEAP de plus grande ampleur en Afrique subsaharienne.

Il n'a pas été facile d'atteindre les ex-combattants féminins et invalides et de répondre à leurs besoins. Au **Rwanda**, le seul pays qui s'intéressa de près à ces groupes, une enquête de référence réalisée en 2005 détermina que 25 pour cent des femmes ex-combattantes étaient sans emploi, contre 20 pour cent des hommes;

un suivi deux ans plus tard indiqua une augmentation, ce chiffre devenant 57,9 pour les femmes et 27,2 pour les hommes. Toujours au Rwanda, des données d'enquête révélèrent que jusqu'à deux sur trois ex-combattants invalides étaient sans emploi. Le programme réagit de plusieurs façons, notamment en: (i) encourageant les femmes ex-combattantes à demander un appui supplémentaire de réintégration; (ii) plaidant en faveur d'une nouvelle loi qui obligerait le Gouvernement à donner des logements aux personnes sévèrement invalides; une fois la loi instaurée, le projet créa des logements pour 162 des 176 ex-combattants qui y avaient droit;<sup>28</sup> et (iii) facilitant les apports bilatéraux de GTZ et JICA qui permirent de financer la formation professionnelle et les prothèses des personnes invalides.

En **Angola**, bien au-delà des cibles initiales du projet, le PDRA donna la priorité aux groupes vulnérables pendant ses deux dernières années de fonctionnement à l'aide d'une subvention de la Commission européenne (CE) et fournit un appui spécialisé aux ex-combattants féminins et invalides et aux veuves, aux enfants et à certains groupes d'épouses d'ex-combattants éligibles, dont la majorité n'était pas inscrite au processus de démobilisation.<sup>29</sup> En **RDC**, très peu d'ex-combattants féminins ou invalides furent démobilisés parce que, selon les rapports, ils préféraient rester dans l'armée plutôt que de rejoindre la vie civile (du fait du statut social que conférait leur appartenance à l'armée)<sup>30</sup> et le PDRU n'était pas en mesure de résoudre les difficultés institutionnelles liées à la certification et à l'inscription. Au **Burundi**,

---

<sup>28</sup> RFE du Rwanda

<sup>29</sup> RFE de l'Angola.

<sup>30</sup> Pour les personnes invalides et souffrant de maladie chronique en RDC, deux problèmes semblaient exister: premièrement, les personnes invalides demandaient une compensation monétaire pour les blessures reçues, ce qui ne faisait pas partie du paquet proposé; et deuxièmement, l'armée leur accordait un certain statut social qu'elles auraient perdu en tant que civils – dans la société congolaise, les gens qui ont des handicaps physiques sont stigmatisés. Quant aux femmes ex-combattantes, le programme national de la RDC ne parvint pas à mettre en place un appui spécialisé propre à ces groupes, contrairement à ce qui était prévu initialement. Un plan d'action sur le genre fut élaboré par la suite.

les ex-combattants invalides reçurent une assistance médicale ciblée, mais la conclusion des contrats avec les partenaires d'exécution et l'achat des produits prothétiques enregistrèrent des retards importants (malgré un appui technique renforcé de la part du MDRP).<sup>31</sup> En **RdC**, ni les femmes, ni les personnes invalides, ni les enfants ne reçurent une attention sérieuse, selon le personnel du Secrétariat du MDRP.<sup>32</sup> En **Ouganda**, le projet fut jugé insuffisant en termes d'assistance sensible au genre et d'appui aux personnes invalides.<sup>33</sup>

### **Appui psychosocial aux ex-combattants.**

Il était aussi difficile d'apporter une aide psychosociale aux ex-combattants à cause du manque de capacité dans les pays clients. Néanmoins, le MDRP parraina une réunion du GTC à ce sujet puis aida le Gouvernement du Rwanda à élaborer une stratégie nationale d'appui psychosocial et de DDR, ainsi que le matériel de formation pour les services d'orientation des patients. La réunion du GTC, qui se tint au Rwanda en juin 2007, fut la première de ce type sur le continent, et constitue donc une réussite du MDRP.

### **Bases de données harmonisées**

Dans sa conception initiale, la base de données régionale aurait constitué un résultat très souhaitable du programme régional du MDRP, mais sa mise en place s'avéra peu pratique et irréalisable pour plusieurs raisons. Premièrement, plusieurs programmes de DDR (et leurs systèmes d'information de gestion - SIG - respectifs) étaient déjà en place, et ne dépendaient donc pas du MDRP à ses débuts (par ex. au Rwanda). Deuxièmement, les systèmes d'inscription n'étaient pas tous gérés par des

activités financées par le MDRP (comme en Angola), donc n'étaient pas non plus sous le contrôle du programme. Troisièmement, les objectifs et les composantes des programmes de DDR variaient d'un pays à l'autre; certains systèmes servaient uniquement à identifier et inscrire les personnes, sans saisir les données de réinsertion et réintégration. Et quatrième-ment, pour produire une base de données régionale, un système d'inscription biométrique robuste et régulier aurait dû être utilisé, mais cette technologie n'était pas disponible au début du MDRP.

### **Fréquence et efficacité des activités d'échange de savoir-faire technique**

**Réunions et événements du Groupe technique de coordination.** L'échange des connaissances entre les pays se faisait principalement pendant les réunions, ateliers et voyages d'étude du GTC. Le GTC était formé des responsables supérieurs des gouvernements nationaux chargés de mettre en œuvre les programmes de DDR et du Secrétariat du MDRP. Au total, dix événements furent organisés, sept d'entre eux (les six premiers et le huitième) séparément et trois conjointement aux réunions du CC et du CFF. Les thèmes portaient sur les défis du moment: les deux premiers s'intéressèrent à la planification et au S&E et les autres à la façon d'aborder la réintégration et les autres problématiques de mise en œuvre. Selon l'Évaluation indépendante du MDRP, la plus grande utilité des réunions du GTC vint de l'apprentissage qu'elles procuraient implicitement et des liens professionnels qu'y nouaient les participants.<sup>34</sup> L'évaluation remarque aussi que les rencontres du GTC donnaient de l'assurance aux participants et renforçaient

<sup>31</sup> Le RFE ne donna pas d'information sur les produits ou les résultats en matière de genre.

<sup>32</sup> Chef d'équipe du projet de la RdC; communication personnelle.

<sup>33</sup> MFE de l'Ouganda.

<sup>34</sup> Scanteam, «Programme multi-pays de démobilisation et réintégration», Évaluation de fin de programme (Washington, DC: Banque mondiale, juin 2010).

leur confiance mutuelle. Elle déclare par exemple, «La signature des Accords dits de Pretoria entre la RDC et le Rwanda sur le processus de DDR des CTE rwandais en RDC orientale coïncide avec la première réunion du GTC à Luanda en juillet-août 2002. Des discussions informelles pendant le GTC débouchèrent ensuite sur une réunion organisée par le MDRP en septembre à Nairobi entre les parties, la MONUC et le PNUD, qui avaient tous les deux assisté à l'atelier de Luanda.»

**Réunions du Comité consultatif.** Les réunions du CC étaient un autre mécanisme efficace pour échanger les connaissances et nouer des liens professionnels. Elles furent utiles en tant qu'espace où les problématiques de mise en œuvre et de politique étaient soulevées et discutées. Les rencontres reflétèrent un vaste ordre du jour, examinant les préoccupations en amont et en aval et permettant de diffuser et de discuter le travail d'analyse du MDRP. Au total, le CC du MDRP tint dix réunions; les deux dernières furent accompagnées d'événements d'apprentissage.<sup>35</sup> Les sujets traités lors des rencontres du CC et du GTC sont récapitulés en Annexe 5.

**Travaux d'analyse du MDRP.** Des connaissances techniques furent générées par le travail d'analyse financé par le MDRP puis largement diffusé à l'ensemble du partenariat. Le MDRP produisit 19 rapports et notes de dissémination (voir la liste des travaux analytiques réalisés en Annexe 6). Des sujets très variés furent traités, notamment les expériences de réintégration sociale et économique, le genre, les questions psychosociales, les ex-combattants invalides, le VIH/SIDA, la réforme du secteur de la sécurité, les groupes armés étrangers et les dynamiques des milices et des groupes armés étrangers. Les sujets étaient choisis

sur la base de leur pertinence en matière de DDR et des demandes des intervenants et des pays clients. Enfin, le MDRP produisit un film documentaire sur les aspects généraux du programme; cet outil s'avéra efficace pour la sensibilisation et la communication.

### Efficiences de l'organisation des missions conjointes et de la préparation des rapports

**Missions conjointes.** De 2002 à 2005, le partenariat du MDRP mena annuellement des missions conjointes de supervision au cours desquelles les points focaux des capitales et sièges se rendaient dans les pays du MDRP pour observer l'état d'avancement; la visite des activités du MDRP s'achevait par une rencontre régionale de tous les partenaires qui discutaient alors leurs constatations. Ces missions répondaient à plusieurs objectifs, notamment déterminer l'avancement des opérations de DDR dans chaque pays, faire le suivi des indicateurs du programme, et faciliter la coordination et la collaboration des partenaires. En 2005, les partenaires suggérèrent que le MDRP confiât les tâches de supervision aux responsables locaux, présumant que les partenaires sur le terrain seraient plus à même de suivre l'avancement régulièrement et d'intervenir avec plus de rapidité et d'efficacité. Ainsi, de 2005 à 2006, les missions de supervision furent réalisées au niveau des pays (les responsables des sièges étaient informés et invités à participer s'ils le souhaitaient). Le calendrier de ces missions conjointes locales était établi de sorte à insérer les informations qui en découlaient à l'ordre du jour des réunions annuelles du CC, mais certains pays organisèrent des missions conjointes plus d'une fois par an. Puis en octobre 2007, une mission conjointe régionale eut lieu pour recentrer l'action du MDRP sur

<sup>35</sup> Pendant l'avant-dernière réunion du CC, une journée fut consacrée à un séminaire d'apprentissage. Un atelier de réflexion et un forum sur les politiques furent ajoutés à la dernière rencontre du CC.

les aspects transfrontaliers et redonner une perspective régionale aux discussions entre partenaires.

Les missions conjointes locales s'avèrent plus efficaces que les missions régionales. Ces dernières étaient difficiles à organiser et demandaient beaucoup de temps au Secrétariat qui subissait simultanément de grandes pressions pour produire des résultats sur le terrain<sup>36</sup>. Mais les missions locales avaient le défaut d'effacer la dimension régionale. Des rapports exhaustifs furent rédigés suite à chaque mission conjointe, ce qui aida les organismes subventionnés, les partenaires et les autres intervenants à échanger des informations et coordonner leurs activités.

**Communication et transmission des rapports.** La transparence était un principe directeur du MDRP et se traduisait concrètement par des rapports réguliers et approfondis - tous affichés sur le site web du MDRP - sur les rencontres et les activités des partenaires. Après la revue à mi-parcours de 2005, qui appela les partenaires à renouveler leur engagement, une nouvelle stratégie de communication du MDRP fut élaborée et mise en œuvre, ce qui permit d'accroître l'échange des informations et la transparence, renforçant ainsi le partenariat.

Quant à la régularité des rapports, le MDRP commença par émettre des rapports bimensuels et trimestriels qui étaient envoyés à tous

les partenaires. En janvier 2006, suite aux observations des partenaires, les rapports mensuels remplacèrent les bimensuels. Il était de plus en plus demandé aux gouvernements nationaux et agences d'exécution (plutôt qu'au personnel du Secrétariat) de participer à la rédaction des rapports d'avancement, ce qui rehaussa l'efficacité, la pérennisation et les capacités dans les pays.

**Efficacité de l'appui technique.** Bien que la Stratégie régionale ne le précisait pas explicitement, le MDRP suivit une démarche à quatre niveaux pour fournir l'appui technique et renforcer les capacités: premièrement, il fit appel aux agences des Nations Unies et aux ONG pour apporter un soutien par le biais de la fenêtre des projets spéciaux; deuxièmement, l'assistance technique faisait partie intégrale de la conception et des budgets des projets exécutés par les gouvernements destinataires; troisièmement, le savoir-faire technique était transmis par le GTC; et quatrièmement, le Secrétariat du MDRP utilisait les ressources de gestion du programme pour que des consultants et quelques membres de son propre personnel puissent donner une aide technique.<sup>37</sup>

Cependant, les aptitudes des pays du MDRP s'avèrent considérablement inférieures aux anticipations et la démarche suivie pour renforcer les capacités ne suffit pas. Ainsi, la plupart des projets spéciaux exécutés par les Nations Unies et les ONG firent effectivement

---

<sup>36</sup> Dans certains cas, le MDRP dut louer des avions pour que les points focaux puissent se rendre d'un pays à l'autre.

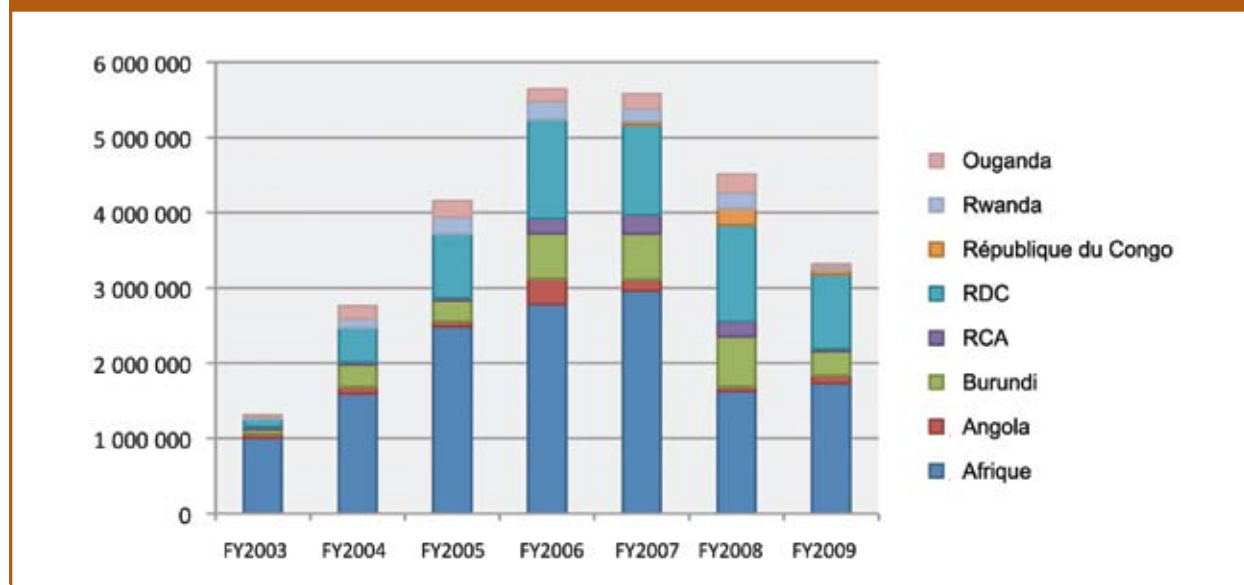
<sup>37</sup> Mais selon leurs termes de référence initiaux, les employés du Secrétariat étaient en fait censés donner un appui technique aux équipes de la Banque qui dirigeaient les opérations et non pas directement aux pays. À l'origine, le Secrétariat était formé de quatre responsables supérieurs techniques: (a) deux spécialistes thématiques qui fournissaient un appui technique aux équipes opérationnelles de la Banque préparant et supervisant les projets de DDR financés par le MDRP, et pour superviser l'avancement du programme; et (b) deux spécialistes situés dans la région pour conseiller les équipes opérationnelles de la Banque, participer à la conception, l'évaluation et la supervision des activités du MDRP, représenter le MDRP auprès des homologues officiels du gouvernement et des partenaires, et coordonner l'action des activités régionales (transfrontalières).

le travail des gouvernements et leur fournirent peu d'assistance technique. Le Mécanisme de réponse rapide exécuté par le PNUD fit exception car il se donna explicitement pour objectif d'apporter une assistance technique au Gouvernement de la RDC. Par ailleurs, des lacunes existaient aussi quand l'appui technique faisait partie intégrale des projets et était dirigé par les destinataires. Dans certains cas, l'assistance ne suffit tout simplement pas (comme en Ouganda); ailleurs, les gouvernements refusèrent la venue d'un personnel international qualifié, le marginalisant quand il était déjà en place, ce qui réduisit son efficacité (comme en RDC). Dans d'autres cas encore, les gouvernements étaient peu aptes à gérer leurs propres organes internes, même en présence d'un appui technique. Comme le remarque l'Évaluation indépendante du MDRP, «il faut déjà avoir des capacités pour absorber

des capacités supplémentaires».<sup>38</sup>

Il devint donc rapidement apparent qu'il fallait modifier le modèle adopté par le MDRP pour traiter les questions de capacité et que le Secrétariat devait étendre l'appui technique qu'il fournissait aux pays. En 2004, le Secrétariat réagit en recrutant cinq consultants à long terme, puis en 2005 en transformant ces contrats en postes à durée déterminée. Il envoya aussi sur le terrain un ensemble de consultants à court et long terme et décentralisa son action en transférant de Washington en Ouganda un des postes principaux du Secrétariat.<sup>39</sup> La Figure 2 illustre l'évolution des dépenses de gestion du programme. Les augmentations de 2003 à 2006 -- qui voient le budget annuel presque tripler -- reflètent surtout les modifications de personnel et la fourniture par le Secrétariat de l'assistance technique.

**Figure 2: Dépenses du Secrétariat du MDRP pour la gestion du programme, par pays et année budgétaire**



<sup>38</sup> Scanteam, «Programme multi-pays de démobilisation et réintégration», Évaluation de fin de programme.

<sup>39</sup> La RMP soulignait entre autres que le personnel du MDRP devait être accru sur le terrain, (Development Alternatives Inc., 2005, *Un partenariat à réaffirmer: revue à mi-parcours du Programme multi-pays de démobilisation et réintégration*).

#### d. Impacts

Les indicateurs de résultat n'étaient pas définis dans la Stratégie régionale mais par les programmes nationaux et les projets spéciaux financés par le MDRP. Des extraits des constatations sur le S&E sont synthétisés ci-dessous. Malheureusement, les données sont incomplètes et manquent de cohérence entre les pays. Mais les informations disponibles suggèrent des résultats généralement raisonnables, surtout lorsqu'il s'agit de l'objectif de réintégration qui consiste à placer les ex-combattants sur un pied d'égalité avec les autres membres de la communauté. À beaucoup d'endroits, ceci signifiait un retour à la pauvreté, parfois à la pauvreté extrême.

- **Programme de démobilisation et réintégration de l'Angola:** selon les données de S&E des projets, 56,8 pour cent des ex-combattants se déclaraient employés autonomes, 36,8 pour cent sans emploi et 4,6 ayant un emploi dans le secteur formel; mais 91,2 pour cent déclaraient avoir accès à la terre. Une évaluation indépendante du PDRA réalisée en 2008 indiquait que «les bénéficiaires se sentent généralement intégrés socialement et économiquement et considèrent parfois que leurs conditions de vie se sont considérablement améliorées.» En 2007, une enquête détermina qu'«un grand nombre de bénéficiaires déclarent vivre désormais dans des conditions sociales et économiques meilleures que celles du reste de la communauté.»
- **Programme de démobilisation et réintégration d'urgence du Burundi:** selon la troisième enquête de vérification du projet, 69,1 pour cent des ex-combattants avaient une activité génératrice de revenu; une étude sur la réintégration réalisée en 2008 indiquait que seuls 12,4 pour cent des ex-combattants se

déclaraient sans emploi. En termes de pauvreté relative, l'enquête déterminait que 38,4 pour cent des ex-combattants déclaraient que leur situation socio-économique était semblable à celle des autres membres de la communauté et 42,8 pour cent qu'elle était pire. Vu sous un autre angle, 37,3 pour cent des personnes interrogées déclaraient suffire à leurs besoins, 31,3 pour cent se disaient «pauvres» et 5,0 pour cent «très pauvres».

- **Projet de réinsertion des ex-combattants et d'appui aux communautés de la RCA:** le PRAC n'enregistra pas de données sur les résultats de sa réintégration. Cependant, selon les ex-combattants interrogés dans le cadre de l'évaluation indépendante finale du projet, la formation à long terme et les activités rurales furent les plus réussies. Il n'est pas surprenant que le choix de suivre une formation fut aussi un facteur déterminant de réussite; l'élevage et la mécanique étaient les domaines les plus sûrs.
- **Projet de démobilisation et réintégration d'urgence de la RDC:** selon deux enquêtes réalisées en 2007, 54 pour cent des ex-combattants interrogés déclaraient suffire à leurs besoins essentiels; seuls 25 pour cent d'entre eux pensaient que les ex-combattants avaient plus de difficulté à trouver un emploi que les autres membres de la communauté. À la question de savoir si leur revenu était supérieur à la moyenne dans la communauté, deux-tiers des ex-combattants répondirent par la négative, et un tiers par l'affirmative.
- **Projet de démobilisation et réintégration d'urgence de la RdC:** selon une enquête auprès des bénéficiaires réalisée en 2009, 96 pour cent des personnes

qui recevaient un appui de réintégration jugeaient leur revenu équivalent ou supérieur à celui de leurs voisins (75 pour cent pensaient qu'il était supérieur; 21 pour cent qu'il était semblable). En outre, 85 pour cent déclaraient que leur revenu s'était amélioré suite à leur participation au projet et 89 pour cent se disaient capables de subvenir aux besoins essentiels de leur famille.

- **Programme de démobilisation et réintégration du Rwanda:** selon les résultats d'une étude de suivi et d'une évaluation de l'impact sur les bénéficiaires réalisées en 2007, 64,6 pour cent des hommes, 43,1 pour cent des femmes et 73,4 pour cent des enfants ex-combattants interrogés déclaraient vivre dans de meilleures conditions que leurs voisins. Ceci représentait une augmentation importante par rapport à l'évaluation de référence de 2004; à cette époque, 50 pour cent seulement de ces populations ressentaient la même chose. Le niveau de chômage des hommes baissa aussi pendant la même période, mais pas celui des femmes. Dans la première étude de suivi, un peu plus que la moitié des personnes interrogées se déclaraient plus mal logées que leurs voisins, alors que dans la seconde 64,9 pour cent des ex-combattants masculins, 43,1 pour cent des femmes ex-combattantes et 73,4 pour cent des enfants-soldats se disaient vivre dans des conditions meilleures que celles de leurs voisins. Selon l'évaluation finale du projet de 2008, 66 pour cent de toutes les personnes interrogées signalaient une amélioration de leurs conditions de vie, contre seulement un pour cent dont les conditions de vie empiraient. Près de 93 pour cent se sentaient optimistes quant aux possibilités économiques futures.

- **Rapatriement, réhabilitation, réinstallation et réintégration des «reporters» en Ouganda:** la Commission d'amnistie n'adopta de démarche systématique ni pour orienter les *reporters* ni pour évaluer les résultats et répercussions de cet appui, mais pendant la seconde phase du projet l'engagement s'intensifia et les partenaires fournirent un appui à la réintégration. Selon l'évaluation finale du projet, celui-ci eut dans l'ensemble un impact relativement favorable sur l'aptitude de certains *reporters* à se réintégrer dans la société, mais beaucoup d'entre eux sont négligés et vivent encore aujourd'hui dans des conditions économiques difficiles.

Il faut noter ici certaines contraintes liées aux données. Premièrement, dans la plupart des enquêtes, les échantillons ne furent pas extraits de la totalité des ex-combattants démobilisés. Par exemple, l'enquête sur les paiements en espèces en RDC porte uniquement sur les ex-combattants de la région occidentale du pays pour des raisons de sécurité. Deuxièmement, la plupart des enquêtes ne parvinrent pas à suivre la trace de tous les ex-combattants du premier échantillon, généralement parce que ces derniers se déplaçaient beaucoup (et leur adresse dans le SIG n'était pas actualisée), pour des raisons de sûreté ou par manque d'infrastructure routière. Et troisièmement, la majorité des études réalisées ne recueillit pas les données comparatives sur le statut socio-économique des autres membres des communautés où étaient réintégrés les ex-combattants.

Un dernier mot: la réintégration est un «processus social et économique à long terme et sans horizon déterminé qui est conçu pour faciliter l'assimilation des ex-combattants de telle sorte qu'ils puissent, ainsi que leurs familles, s'adapter à la vie civile dans des com-

munautés qui ne sont pas nécessairement prêtes à accepter leur présence.»<sup>40</sup> Il est donc bien trop tôt pour mesurer les résultats de la réintégration financée par le MDRP vu le peu de temps qui s'est écoulé entre la prestation de l'assistance de réintégration et la fin du programme.

#### e. *Efficiences du programme*

**Frais de gestion.** Les frais encourus par le Secrétariat pour la gestion du programme totalisent 24,9 millions USD, soit près de 9,9 pour cent du MDTF. Par rapport au coût total des programmes IDA et MDTF combinés (439 millions USD), les frais de gestion représentent en fait 5,7 pour cent. Le coût initial de la gestion du programme inscrit au budget était encore plus bas. Selon l'Évaluation indépendante de fin du programme du MDRP: «Le budget restreint initial d'environ 2% du financement et les hypothèses sous-jacentes d'un secrétariat minuscule à Washington étaient irréalistes. En fin de compte les frais généraux triplèrent presque, ce qu'acceptèrent les bailleurs, mais leur volume total (moins de 6%) resta faible vu la complexité du programme et la difficulté du milieu.»<sup>41</sup>

**Période de mise en œuvre.** Le programme devait fonctionner de mi-2002 à mi-2007. Mais la date de clôture du fonds fiduciaire fut repoussée de deux ans, du 30 juin 2007 au 30 juin 2009 pour permettre au programme d'atteindre ses objectifs. La paix n'ayant pas encore été consolidée dans la RGL au début du MDRP en 2002, le calendrier de cinq ans initialement prévu était irréaliste. En effet, du fait que les élections présidentielles en RDC furent reculées à deux reprises, la première phase de démobilisation dans ce pays ne s'acheva qu'à

fin 2006, huit mois environ avant la date initiale de clôture du MDRP, alors que le processus entier de DDR se poursuivait encore en RDC et dans d'autres pays.

### 3. STRATÉGIE DE RETRAIT DU MDRP

Étant donné l'envergure et l'ampleur du MDRP, des stratégies de retrait furent discutées avec les partenaires lors de la réunion du CC de décembre 2007 puis en mai 2008 au cours d'une rencontre du CFF du MDRP. Pendant la seconde rencontre, deux options furent envisagées: (i) fermeture complète du MDRP en juin 2009; ou (ii) une petite structure régionale pour appuyer l'achèvement des opérations de D&R en cours dans les pays et consolider les réalisations du MDRP dans la RGL. En accord avec l'opinion des homologues nationaux qui participèrent à la réunion de décembre 2007, les bailleurs de fonds convinrent que le maintien d'une structure régionale, plus modeste que le MDRP, était justifié.

Ainsi était créé le Programme transitionnel de démobilisation et réintégration (TDRP), un programme de 31 millions USD, appuyé par un MDTF, qui entre autres responsabilités continue à fournir une assistance technique aux homologues des programmes de DDR dans les projets et les pays, comble les écarts de financement de la D&R, et soutient une plateforme de collaboration et apprentissage sur le DDR. Sept bailleurs de fonds financent le TDRP: la BAD, la Belgique, la Finlande, la France, l'Italie, la Norvège et la Suède. Le TDRP est le fruit d'une collaboration spéciale avec la BAD qui contribue le plus à son financement et devint un partenaire principal du MDRP pendant les dernières années du programme.

<sup>40</sup> A.W. Knight, «Lier le DDR et la RSS pendant la consolidation de la paix après-guerre en Afrique: un aperçu général» *African Journal of Political Science and International Relations* 4 (1): 029-054.

<sup>41</sup> Scanteam, «Programme multi-pays de démobilisation et réintégration». Évaluation de fin de programme.

Le MDRP facilita aussi les opérations/programmes ultérieurs suivants:

- **Projet de démobilisation et réintégration de l'Angola:** le Gouvernement de l'Angola a adopté une stratégie et un programme transitoires pour achever les activités de réintégration du PDRA. Le budget total du programme est estimé à 300 millions USD et est entièrement financé par le Gouvernement.
- **Projet de démobilisation d'urgence et de réintégration transitoire du Burundi:** présenté et approuvé par le Conseil d'administration de la Banque mondiale le 16 juin 2009, le projet reçoit 10 millions USD de l'IDA et 12,5 millions d'un MDTF propre au pays et à objet unique.
- **Projet de démobilisation et réintégration d'urgence de la RDC:** le MDRP aida à obtenir un financement supplémentaire de 50 millions USD de l'IDA et à mettre en place une opération parallèle de 25 millions USD financée par la BAD et un fonds fiduciaire d'urgence à objet unique de 12 millions USD pour la réintégration des ex-combattants dans l'est de la RDC.
- **Second projet de démobilisation et réintégration d'urgence du Rwanda:** présenté et approuvé par le Conseil d'administration de la Banque mondiale le 27 août 2009, le projet reçu 2 millions USD en fonds de contrepartie, une subvention de 8 millions USD de l'IDA, 9 millions USD d'un MDTF à objet unique et 4,5 millions USD du TDRP.
- **Projet de démobilisation et réintégration d'urgence de l'Ouganda:** approuvé par la Banque mondiale le 24 juillet 2008, assorti d'un MDTF propre au pays et à objet unique de 4,9 millions USD.
- **Programme d'apprentissage pour l'égalité, l'accès et la paix:** un programme régional de 6 millions USD consacré aux problématiques du genre et des conflits en Afrique subsaharienne, qui fait suite au programme LEAP du MDRP.

# IV. Performance

## 1. LE PROGRAMME

En tant que cadre régional de DDR, le MDRP est jugé satisfaisant<sup>42</sup> dans le Mémorandum de fin d'exécution (MFE) du fonds fiduciaire préparé par la Banque mondiale. Comme l'expliquent les sections précédentes, le MDRP en tant que programme régional a atteint presque tous ses objectifs. Les résultats et impacts produits, par rapport aux indicateurs énoncés dans la Stratégie régionale, peuvent être récapitulés ainsi:

### Indicateurs stratégiques

- Le nombre personnes déplacées au sein des pays et de réfugiés a baissé dans la région.
- La région donne des signes de croissance économique, ce qui améliore les échanges commerciaux et est associé au retour au libre mouvement des marchandises et des personnes dans les pays et entre eux.
- La région dépense généralement moins dans le secteur de la sécurité et les pays participants semblent accroître les budgets affectés aux secteurs sociaux.

### Indicateurs du programme

- Quarante trois intervenants internationaux ont participé au mécanisme de coordination du MDRP et presque toutes

les activités de DDR dans la région se sont inscrites dans le cadre du MDRP.

- Près de 96 pour cent des ressources affectées au DDR ont été canalisées par le MDTF; malgré un écart comptable de financement, aucune disparité n'a existé entre les besoins en ressources et leur disponibilité pendant toute la durée du programme.
- La vaste majorité des ex-combattants ciblés dans la RGL au cours des sept années de fonctionnement du MDRP ont été démobilisés dans son cadre, preuve du degré d'harmonisation entre les programmes nationaux. Les rares exceptions se sont produites dans la région de l'Ituri (RDC), au Rwanda et au Burundi (par exemple, dans le cas des enfants-soldats et des personnes invalides).

### Indicateurs de résultat

Les indicateurs de résultat sont tout aussi favorables. Quand une lacune existait, elle était surtout due à des difficultés ou des impasses politiques. Les difficultés de mise en œuvre ont été visibles dans le lancement des programmes en général (RCA, RDC, RdC, Ouganda), le recul du calendrier de démobilisation (RDC) et la prestation de l'appui de réintégration (Burundi, RDC, RCA). Néanmoins selon les données disponibles de S&E, les résultats sont satisfaisants dans l'ensemble des pays. Sur les dif-

---

<sup>42</sup> Les classements possibles sont: très satisfaisant, satisfaisant, moyennement satisfaisant; moyennement insatisfaisant; insatisfaisant; très insatisfaisant.

férents indicateurs de résultat, le programme n'est pas parvenu à harmoniser les bases de données comme prévu, mais cet objectif s'était avéré impossible à atteindre pour plusieurs raisons. Les activités d'échange de savoir-faire technique ont été réalisées à l'aide d'une stratégie de communication efficace de la part du MDRP et dans le cadre des rencontres du CC et du GTC. Les missions conjointes ont été organisées annuellement (ou selon les besoins) et avant les réunions du CC, d'abord au niveau de la région puis dans chaque pays. Enfin, bien que le MDRP n'ait pas anticipé l'ampleur de l'appui technique à fournir sur le terrain, comptant plutôt sur les projets pour ce faire, le Secrétariat s'est adapté aux besoins.

Les classements émis dans les rapports de fin d'exécution (RFE) ou les MFE des programmes

nationaux et des projets spéciaux financés par le MDRP sont résumés dans les Tableaux 7 et 8. La plupart des programmes nationaux ont été classés moyennement satisfaisants, à l'exception du PDRR du Rwanda, jugé satisfaisant. En revanche, la plupart des projets spéciaux ont reçu un classement satisfaisant ou moyennement satisfaisant, sauf deux projets exécutés par le PNUD, le PRAC en RCA et COMREC dans la région de l'Ituri dans l'est de la RDC, qui étaient respectivement insatisfaisant et moyennement satisfaisant.

Les classements moins que satisfaisants sont dus à de nombreux facteurs, dont principalement le fait que les projets devaient être jugés sur la base des objectifs initiaux énoncés dans chaque document respectif de projet et souvent fondés sur des éléments inconnus, des

**Tableau 7: Classement des programmes nationaux et des projets spéciaux en Ouganda et en RCA selon les MFE et les RFE<sup>a</sup>**

	Pertinence des objectifs, de la conception et de la mise en œuvre <sup>b</sup>	Résultat général du programme/FF	Résultat général en termes de risque pour le développement	Performance de la Banque mondiale	Performance du destinataire/de l'emprunteur
<b>RFE de l'Angola</b>	Très substantiel	MS	Bas	S	MS
<b>RFE du Burundi</b>	Très substantiel	MS	Significatif	MS	MI
<b>RFE du Rwanda</b>	Substantiel	S	Modéré	S	S
<b>MFE de la RCA</b>	NC	I	Négligeable	MS	I-MS <sup>c</sup>
<b>MFE de la RDC<sup>d</sup></b>	NC	MS	Significatif	MS	I
<b>MFE de la RdC</b>	NC	MS	Modéré	MS	MI
<b>MFE de l'Ouganda</b>	NC	MS	Modéré	MS	MS

<sup>a</sup> Classement: **TS**=très satisfaisant, **S** = satisfaisant, **MS** = moyennement satisfaisant; **MI** = moyennement; insatisfaisant; **I** = insatisfaisant; **TI** = très insatisfaisant; **NA** = non applicable; **NC** = non classé.

<sup>b</sup> L'indicateur «Pertinence des objectifs, de la conception et de la mise en œuvre» est employé dans les RFE mais pas dans les MFE.

<sup>c</sup> Classement insatisfaisant pour le PNUD; moyennement satisfaisant pour le Gouvernement.

<sup>d</sup> Le RFE n'est pas encore disponible parce que le projet IDA est prolongé et reçoit un financement supplémentaire.

**Tableau 8: Classement des projets spéciaux financés par les ONG et les Nations Unies, extrait des MFE**

Projet spécial	Agence d'exécution	Résultat général du Fonds Fiduciaire	Résultat général en termes de risque pour le développement	Performance de la Banque mondiale	Performance du destinataire/de l'emprunteur
Réintégration en Angola	PNUD	S	NC	S	S
Enfants-soldats en RDC	Croix-Rouge de Belgique	MS	Bas	MS	MS
Enfants-soldats en RDC	CARE (Province de Maniema)	MS	Modéré	MS	MS
	IRC (Province orientale)	MS	Significatif	MS	MS
	IFESH (Province du Nord Katanga)	MS	Significatif	MS	MS
COMREC en RDC	PNUD	MI	Modéré	MS	I
Enfants-soldats en RDC	UNICEF	S	Significatif	MS	S
Enfants-soldats en RDC	Save the Children Fund, GB	S	Significatif	MS	MS
MRR en RDC	PNUD	MS	Modéré	MS	MS
Enfants-soldats au Burundi	UNICEF	S	Modéré	S	MS

projections et/ou des hypothèses qui se sont avérées incorrectes, trop ambitieuses ou irréalistes. Dans certains cas, la difficulté du milieu opérationnel a parfois été insuffisamment prise en compte dans la conception des projets (comme dans le cas des enfants-soldats en RDC); dans d'autres situations, les activités de DDR dépendaient de conditions politiques préalables qui n'étaient pas réunies.

## 2. RISQUES POUVANT AFFECTER LES RÉSULTATS DU PROGRAMME

Contrairement à l'atmosphère d'insécurité régionale qui prévalait au début des années 2000, la RGL constitue à présent un milieu où la reconstruction des États, des sociétés et des économies fait des avancées remarquables. La plus grande partie de la région aborde résolument une phase d'après-guerre, même si la transition vers la reprise économique n'est

pas encore solidement ancrée et que des poches de violence persistent dans certaines zones. Dans le noyau des États de la RGL – le Burundi, la RDC, le Rwanda et l'Ouganda – la paix et la sécurité progressent suite aux accords politiques conclus entre anciens ennemis. Dans les États limitrophes – l'Angola, la RCA, et la Rdc – les soulèvements, auparavant répandus, contre les autorités centrales se sont progressivement affaiblis.

Mais la baisse de la violence ne diminue en rien les obstacles immenses à l'établissement d'une paix durable, de structures solides de gouvernance et d'institutions économiques saines. Des soulèvements et actes de rébellion armés au Burundi, dans l'est de la RDC et en Ouganda continuent à affronter les autorités légitimes, au détriment des populations civiles, et entravent le retour à des conditions économiques normales. Par ailleurs, bien que

les accords de paix aient mis fin aux poussées de violence dans la RGL, les concessions politiques qui ont suivi restent précaires pendant la transition, période où les élites s'efforcent de s'adapter à des règles concurrentielles nouvelles et non testées.

Les incertitudes du passage du conflit au rétablissement viennent en grande partie de ces tendances sécuritaires régionales, dans une période où les acteurs régionaux continuent à perfectionner et à définir les institutions d'après-guerre. La reconstruction des institutions qui permettent de rétablir l'ordre, la participation et la prospérité, a plus avancé dans certains États que d'autres où des obstacles extraordinaires doivent être levés pour y parvenir. Ceci étant, le danger de reprise des conflits pourrait éventuellement éclipser les avancées de la région dans les domaines de la paix et de la sécurité durables. Ceci est particulièrement vrai dans la RGL qui a hérité d'institutions régionales de sécurité, stabilité et développement déjà faibles.

Le risque de reprise des conflits est le plus élevé dans des pays comme la RDC et le Burundi. Au Burundi, le contexte politique général reste incertain, et les élections de 2010 pourraient être sources de désordre civil et d'instabilité politique. De plus, les résultats à long terme des activités de réintégration ne peuvent pas être mesurés à court terme mais seulement observés dans la durée. Cette analyse pourrait se faire sur la base des données issues de l'inscription et de la vérification des listes dont dispose déjà le nouveau projet de D&R. En RDC, les avancées du PDRU restent précaires. L'insécurité et les conflits persistent dans l'est du pays, menaçant ainsi l'objectif sous-jacent du MDRP de faciliter une stabilisa-

tion générale. Certaines réalisations du MDRP ont été consolidées par le financement supplémentaire accordé au PDRU. Cependant, l'inaptitude du pays à établir une paix durable dans l'est et à instaurer des réformes crédibles du secteur de la sécurité menace sérieusement les progrès réalisés.

### 3. BANQUE MONDIALE ET BÉNÉFICIAIRES

#### a. Banque mondiale

Comme indiqué précédemment, le rôle de la Banque mondiale dans le MDRP consistait à: (i) gérer et héberger le Secrétariat du MDRP; (ii) administrer le MDTF; et (iii) cofinancer les programmes nationaux.

#### **Gérer et héberger le Secrétariat du MDRP.**

Pendant la plus grande partie du programme, y compris ses années les plus critiques, le Secrétariat du MDRP a été hébergé un peu à l'écart, au sein d'un grand département pour le développement rural qui fonctionnait en suivant une hiérarchie compliquée (six directeurs/gestionnaires sectoriels, quatre directeurs pays, sept gestionnaires pays et le personnel du Secrétariat était dispersé dans cinq unités sectorielles couvrant six pays dans deux continents). Pendant cette période, le Secrétariat n'était pas une unité distincte, mais fonctionnait plutôt comme un groupe informel ou virtuel, ce qui rendait sa gestion difficile, pour le moins qu'on puisse dire. Certes le programme disposait d'un directeur à plein temps, mais les employés du Secrétariat appartenaient à différentes unités sectorielles, et étaient donc sous l'autorité hiérarchique de leurs directeurs sectoriels respectifs.<sup>43</sup> Par ailleurs, le Secrétariat

<sup>43</sup> Au summum de ses activités au début de 2006, le Secrétariat était formé de 18 personnes: un directeur de programme, un coordonnateur du fonds fiduciaire, neuf spécialistes supérieurs, cinq employés débutants ou de niveau intermédiaire et deux assistants. Huit d'entre elles étaient basées en Afrique. Le Secrétariat employait aussi les services de plusieurs consultants à plein temps en RDC et un à Bangui.

tariat du MDRP a été dirigé par quatre directeurs (dont un par intérim) de programme en sept ans et a été restructuré à deux reprises. Seuls deux des directeurs du programme avaient une expérience du DDR.

Le modèle de mise en œuvre adopté par la Banque, qui consistait à utiliser les chefs des équipes opérationnelles déjà en place avec un Secrétariat réduit, ne fonctionna pas comme prévu. La direction supérieure de la Région Afrique ne mit pas à contribution ses meilleurs effectifs opérationnels comme promis. Lorsqu'un chef d'équipe opérationnelle expérimenté finit par se présenter, la gestion du milieu politique complexe des opérations de DDR s'avéra plus difficile que prévu. En outre, la Banque ne disposait pas de groupe d'experts en DDR auquel faire appel. Le Secrétariat devait donc confier la gestion des opérations à des responsables venant de l'extérieur, qui ne connaissaient pas les procédures de la Banque. Naturellement, il leur fallu du temps pour se familiariser avec les systèmes de la Banque et les manier agilement, mais certains d'entre eux ne parvinrent pas à se transformer en chef d'équipe opérationnelle pour des raisons indépendantes de leur volonté – ce n'était pas la tâche pour laquelle ils avaient été recrutés. Quant à la taille du Secrétariat, les capacités restreintes des homologues nationaux et les difficultés de gestion d'un partenariat complexe devinrent rapidement évidentes. Le Secrétariat réagit en rehaussant sa capacité, en mettant en place des effectifs d'experts sur le terrain, et en faisant appel à un personnel spécialisé (en S&E, communication, passation des marchés et genre). Mais l'identification des candidats et le recrutement du personnel en temps opportun et de façon souple s'avérèrent aussi problématiques parce que les politiques des ressources

humaines de la Banque ne convenaient ni aux situations d'urgence ni aux États en période d'après-guerre et fragiles.<sup>44</sup>

**Administration du MDTF.** Selon la Stratégie régionale, le Secrétariat avait pour rôle de coordonner les efforts internationaux dans le cadre du MDRP et d'administrer le MDTF. Plus précisément, ses responsabilités consistaient à: (i) organiser les réunions du CC, du CFF et du GTC, ainsi que les missions conjointes de supervision; (ii) mobiliser les ressources; (iii) constituer une base de données des bénéficiaires; (iv) fournir des services d'orientation et de conseil technique aux homologues nationaux; (v) recruter des consultants pour exécuter les activités régionales; (vi) coordonner l'action avec les intervenants sécuritaires et politiques représentés au CC afin de veiller à la complémentarité des activités du MDRP; et (vii) réaliser les activités de communication et de rapprochement, y compris la transmission au Partenariat des rapports sur l'avancement des activités du MDRP. Les priorités du Secrétariat évoluèrent avec le temps, sur la base des exigences du programme; plus d'importance fut accordée à la direction et la gestion des projets du MDRP, ainsi qu'à la prestation de l'assistance technique aux homologues nationaux. Le Secrétariat dut également adapter sa démarche de communication et de rapprochement et s'intéresser davantage à la gestion des relations multiples qui existaient au sein même du Partenariat du MDRP. Ainsi, le Secrétariat du MDRP se transforma pour atteindre ses objectifs et pour compenser les lacunes de conception du programme. Tout ceci se faisait en temps réel, tout en s'efforçant de respecter les dates butoirs imminentes et en subissant des pressions de toutes parts pour résoudre les problèmes qui surgissaient.

---

<sup>44</sup> Il était plus simple et plus rapide de recruter des consultants à court terme (CCT) pour fournir l'assistance technique, mais les contrats ne pouvaient pas dépasser 150 jours par an. Les CCDP (consultants sur contrats à durée prolongée) qui travaillaient à plein temps étaient une autre possibilité, mais leurs contrats étaient limités à deux ans.

L'aptitude de la Banque mondiale à convaincre les bailleurs de fonds de promettre 165 millions USD pour le lancement du MDRP était une première en termes de financement d'urgence du DDR. Elle finit par obtenir 439 millions USD (IDA et MDTF) puis encore 100 millions USD sous forme de financement supplémentaire de l'IDA, de la BAD et des fonds bilatéraux. Toutefois en 2004, une fois signé le Programme de démobilisation et réintégration d'urgence (PDRU) de la RDC, les documents comptables du MDRP commencèrent à enregistrer un écart de financement; autrement dit, le montant indiqué dans les accords conclus avec les agences d'exécution dépassait les contributions et les promesses des bailleurs de fonds. Le Secrétariat fit un suivi étroit des opérations pour veiller à ce que les conditions réelles de financement soient remplies; en effet, aucun programme national ou activité appuyés dans le cadre du MDRP ne déclara, à aucun moment, de retard de mise en œuvre dû à un manque de ressources financières.<sup>45</sup> Cependant, plusieurs lacunes des systèmes de fonds fiduciaire de la Banque furent révélées par la même occasion, puis corrigées par la suite (comme le fait que la Banque puisse conclure des accords juridiques avec les gouvernements sur les ressources d'un fonds fiduciaire alors que ces promesses n'existent que sur le papier et qu'elle n'a pas encore encaissé l'argent). De même, le fait qu'un seul bailleur, les Pays-Bas, contribua presque la moitié de la totalité des fonds des bailleurs rendit précaire la position de la Banque (voir les enseignements dégagés dans la Section V, ci-dessous).

**Cofinancement des programmes nationaux.** La Banque finança une plus grande partie des programmes nationaux que cela n'avait été envisagé dans la Stratégie régionale: 46 pour cent au lieu de 30. La Banque accorda aussi un financement supplémentaire IDA au

PDRU de la RDC, lorsqu'il devint apparent que le programme risquait de manquer de fonds. Enfin dans la dernière phase du MDRP, la Banque accorda un financement de 10 et 9 millions USD au Burundi et au Rwanda respectivement pour finir de traiter les dossiers de D&R en suspens.

### **b. Bénéficiaires**

Les agences qui exécutèrent les projets financés par le Fonds fiduciaire du MDRP étaient les gouvernements nationaux, les agences des Nations Unies (PNUD et UNICEF), et les ONG. Selon les Tableaux 7 et 8, le classement de la performance des destinataires dans les rapports d'achèvement varie d'insatisfaisant à satisfaisant, la plupart étant jugés moyennement satisfaisants.

Les projets exécutés dans des pays où les régimes politiques étaient relativement stables et les institutions solides, à savoir l'Angola et le Rwanda, fournirent des services de meilleure qualité dans l'ensemble et furent classés satisfaisants dans leurs RFE respectifs. La qualité des services fut confirmée par les observations des bénéficiaires et les données des projets. Par exemple, dans la dernière enquête de vérification de paiement au Rwanda, la plupart des ex-combattants interrogés (89,8 pour cent) déclara avoir reçu un kit couvrant les besoins essentiels entre un et sept jours, donc sans retard. Selon l'évaluation finale, les bénéficiaires étaient très satisfaits des prestations de réintégration dans le domaine de l'éducation et de la formation. De plus, lorsque des problèmes furent détectés, ces programmes parvinrent à s'adapter (par ex., répondre aux besoins des ex-combattants féminins et invalides au Rwanda et appuyer les veuves et les autres membres vulnérables de la communauté en Angola).

<sup>45</sup> Certains pays en profitèrent aussi pour retarder la démobilisation.

En revanche, dans les pays où les institutions étaient plus précaires et les régimes politiques fragiles, comme la RDC et le Burundi, les retards furent nombreux et la prestation de services problématique. Pour le PNDRR du Burundi, la performance de l'emprunteur fut jugée moyennement satisfaisante et insatisfaisante pour le PDRU de la RDC. Au Burundi, un an s'écoula en moyenne entre le retour des ex-combattants dans leurs communautés et le début de l'appui à la réintégration; en comparaison, l'indicateur du projet en la matière était de neuf mois. Un an étant la durée moyenne d'attente, certains ex-combattants durent attendre beaucoup plus longtemps, ce qui créa des tensions parmi eux et fut remarqué par les personnalités politiques et la communauté internationale. En RDC, les excédents de dépenses et les écarts budgétaires du PDRU obligèrent les ex-combattants à attendre deux ans ou plus. Mais le classement moins favorable en RDC fut surtout le résultat de blocage et de mauvaise gestion des fonds, ce qui mena à la dissolution de l'agence d'exécution du PDRU, la CONADER. Au Burundi et en RDC, les systèmes de S&E tendaient à être moins performants, particulièrement en RDC.

La prestation des services connu aussi des difficultés en RDC et en Ouganda, mais pour d'autres raisons: dans le premier cas, le rendement du destinataire fut jugé moyennement insatisfaisant et le second moyennement satisfaisant. La RDC manquait de capacité, mais le plus grand obstacle semblait venir de la volonté politique d'appuyer un processus de DDR dans le Pool. Le rendement de l'Ouganda, pays plus stable et disposant d'institutions plus solides, était faible en termes de conformité aux normes convenues pour le traitement des dossiers des ex-combattants et d'efforts de rapprochement des *reporters*, ce qui créait le risque que ces

derniers puissent être recrutés de nouveau. Des retards étaient aussi enregistrés entre le moment où les *reporters* se présentaient et la prestation du paquet de réinsertion. En fin de compte, les capacités humaines, institutionnelles et financières accordées à l'agence d'exécution (la Commission d'amnistie) ne suffirent pas à exécuter le projet, ce qui indiquait un manque d'engagement ou d'incitations de la part du Gouvernement de l'Ouganda.

Le cas de la RCA était unique. Vu le niveau de fragilité de l'État, le contexte opérationnel était à l'évidence intrinsèquement difficile; néanmoins, la plupart des ex-combattants devaient être démobilisés en zone urbaine, ce qui simplifiait les questions logistiques du PRAC. En outre, le projet étant exécuté par le PNUD, on s'attendait à une performance satisfaisante. Sur tous les pays du MDRP, le PRAC produisit le moins d'informations sur les résultats de l'appui à la réintégration. En conséquence, le MFE jugea la performance du PNUD insatisfaisante.

Quant aux autres projets spéciaux exécutés par l'UNICEF, le PNUD et les ONG, la plupart des bénéficiaires furent classés moyennement satisfaisants. Comme indiqué ci-dessus, les projets destinés aux enfants-soldats en RDC avaient des buts irréalistes en matière d'appui à la réintégration et les agences d'exécution rencontrèrent des obstacles énormes de logistique; pourtant la performance aurait pu être améliorée dans certains domaines (par ex., en facilitant la libération des enfants-soldats féminins en RDC, et au niveau de la coordination et du SIG). Si l'on considère la performance générale des projets spéciaux, l'exception notable fut celle du PNUD qui fut jugé insatisfaisant en tant qu'agence d'exécution de COMREC en Ituri.<sup>46</sup>

<sup>46</sup> Ce classement était basé sur une évaluation externe de COMREC, selon laquelle: (i) le projet n'avait placé que 83 ex-combattants, alors que les projets de réintégration en ciblaient 10 000; (ii) trop peu de projets communautaires destinés aux ex-combattants avaient été exécutés; (iii) des retards prolongés avaient été enregistrés entre la démobilisation et la réintégration; et (iv) les ressources humaines avaient été très mal gérées, ce qui avait entravé le rendement.

## V. Enseignements et implications pour les programmes futurs

Le MDRP a permis de dégager des enseignements utiles dans beaucoup de domaines, à la fois en termes d'architecture du cadre régional de DDR et des répercussions opérationnelles. Les leçons les plus importantes portent sur les éléments suivants: (i) recourir à une démarche régionale en réponse à un conflit régional; (ii) appliquer la notion d'appropriation nationale dans les milieux fragiles et d'après-guerre; (iii) construire et gérer un partenariat à facettes multiples englobant plusieurs organismes pour exécuter des opérations d'urgence complexes et politiquement sensibles dans plusieurs pays; (iv) gérer les MDTF qui financent les opérations d'après-guerre et traiter les écarts budgétaires; et (v) appliquer les politiques et procédures de la Banque mondiale dans des milieux d'après-guerre et fragiles. Le programme a aussi créé un savoir-faire technique sur le DDR qui peut être intégré à la programmation future. Les enseignements du MDRP peuvent être reproduits principalement dans les milieux d'après-guerre et fragiles, mais certaines expériences (comme celles de l'appropriation nationale et du partenariat) peuvent s'appliquer plus largement.

### 1. UNE DÉMARCHE RÉGIONALE EXHAUSTIVE POUR LE DDR

À la clôture du MDRP, la question la plus importante consiste à savoir si le modèle adopté devrait être réutilisé dans des conditions semblables à celles de la RGL. L'expérience du

MDRP atteste du fait qu'une intervention de DDR régionale coordonnée de la part de plusieurs partenaires est la réponse qui convenait le mieux au conflit régional qui déchirait la RGL, et peut-être même la seule possible. L'hypothèse contraire – des actions non coordonnées, au coup par coup et fragmentaires – aurait sans doute donné lieu à la duplication des efforts, à l'inefficacité et à des lacunes dans la programmation<sup>47</sup>, ce qui aurait pu nuire au but de stabilité dans la région. La notion de partenariat régional adoptée par le MDRP a fait en sorte que les activités de DDR soient cohérentes et coordonnées au niveau régional. Elle proposait aussi un mécanisme efficace et efficient pour mobiliser et coordonner les ressources financières de DDR, et veillait au financement souple de programmes à grande échelle, à la transparence de l'affectation des fonds, à la cohérence de la gestion financière et à l'harmonisation de la production des rapports.<sup>48</sup>

**Accepter les risques et les avantages.** Une initiative de grande envergure englobant plusieurs pays et un grand nombre d'intervenants comme le MDRP comportait par définition des risques élevés et des enjeux importants, mais seul ce type de programme pouvait réellement donner les résultats de DDR requis à la conception du MDRP. Le processus de paix de Lusaka présentait une opportunité et l'espoir de rétablir la paix. Les pays lassés de la guerre cherchaient à y mettre fin et le MDRP les y en-

<sup>47</sup> Par exemple, dans les pays comme la RCA où l'appui et la présence des bailleurs de fonds étaient réduits.

<sup>48</sup> Scanteam, «Programme multi-pays de démobilisation et réintégration», Évaluation de fin de programme.

couragea en promettant de financer la D&R; mais la communauté internationale devait réagir rapidement, ce qui ne laissait guère de temps à la planification. Les détails devaient être élaborés en cours de route et en temps réel; une fois le programme lancé, le calendrier des élections dans chaque pays (RDC, Burundi) força une mise en œuvre rapide. Ainsi, une leçon importante à dégager du MDRP est que les bailleurs, la Banque mondiale et la communauté du développement de façon générale doivent être prêts à accepter les risques, les difficultés et les incertitudes qui accompagnent forcément la mise en œuvre d'un programme vaste et complexe dans plusieurs pays en situation d'après-guerre, où le calendrier des processus de paix et des élections dicte le rythme des opérations.

### **Prestation des biens publics régionaux.**

L'adoption d'une démarche régionale était logique en termes de groupement et de souplesse du financement, de l'établissement du climat de confiance nécessaire pour un désengagement mutuel; de coordination et de cohérence des approches suivies par l'ensemble des programmes nationaux, et d'harmonisation du traitement des ex-combattants. La réalisation des activités transfrontalières régionales, comme dans le cas des combattants en territoire étranger, s'avéra toutefois plus difficile pour plusieurs raisons. Premièrement, bien que la coopération politique et militaire entre la RDC et le Rwanda ait généralement affaibli les FDLR en RDC, le groupe n'en reste pas moins un mouvement politique et militaire robuste et déterminé, capable de continuer à nuire au processus de paix dans la région. Pour sa part, la *Lord's Resistance Army* semble se retirer lentement de la RDC, mais ses opérations en RCA et au Soudan continuent d'en faire une menace importante dans la région. Le MDRP parvint à appuyer les ef-

forts transfrontaliers qui facilitèrent le DDR des forces irrégulières présentes dans les régions de la RDC que les autorités ne contrôlaient pas, par la réalisation d'activités comme la communication transfrontalière et le suivi et la production d'informations sur les dynamiques des groupes armés étrangers dans l'est de la RDC. Mais en l'absence d'une solution internationale à ces problématiques régionales, le programme ne pouvait guère faire plus. Un second problème venait de la difficulté intrinsèque de générer des résultats régionaux. Comme l'indique l'expérience internationale, il est difficile de motiver une action collective en faveur d'activités régionales et d'inciter les acteurs à adopter une perspective qui dépasse les frontières nationales, particulièrement lorsque les pays en question doivent résoudre tant de problèmes à l'intérieur de leurs frontières. Ainsi, pour être réalistes, les attentes en termes de résultats régionaux dans de telles circonstances doivent être modestes.

## **2. LES DIMENSIONS POLITIQUES DE LA DÉMOBILISATION**

Le MDRP adopta une démarche technocrate et ne prit pas suffisamment en compte les dimensions politiques de la démobilisation. Ce problème fut particulièrement aigu en RDC. Le PDRU rencontra constamment des obstacles et des blocages, ce qui expliqua pourquoi il démarra si lentement, puis finit par avoir des difficultés à atteindre ses objectifs. Les problèmes remontaient à l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka de 1999 sur la base duquel était fondé le DDR et qui, selon de nombreux observateurs, contenait des lacunes. Le paysage politique en RDC pendant la mise en œuvre était aussi très tendu et complexe, ne serait-ce qu'à cause du grand nombre et de la diversité des groupes armés ciblés.<sup>49</sup> Pour que le DDR réussisse entièrement, il fallait respecter les conditions pré-

---

<sup>49</sup> C. Clement, *Vaincre les démons internes: la politique qui se joue dans les coulisses du programme de démobilisation de la RDC* (à paraître)

alables, comme la paix, la volonté politique, la participation, et l'appui politique mondial; mais tout ceci était basé sur un accord de paix improbable.<sup>50</sup>

La Stratégie régionale reconnaissait les dimensions politiques du DDR, mais les présentait comme des éléments à envisager dans le cadre du DDR, non pas comme des conditions préalables de démobilisation. Elle remarquait, par exemple, «*En l'absence d'efforts complémentaires en matière de politique, de sécurité et de reconstruction... la stratégie [régionale] et les programmes ont peu de chances d'atteindre leurs objectifs,*» et «*la stratégie [régionale] doit compléter et renforcer les efforts de la communauté internationale dans la sphère politique, sécuritaire et du rétablissement.*» La stratégie soulignait aussi l'importance des efforts que devaient fournir les partenaires du MDRP pour lever les obstacles politiques et appuyer les réformes du secteur de la sécurité ; elle prenait note du rôle central des bailleurs bilatéraux à cet égard, mais s'intéressait insuffisamment à la façon dont les questions d'ordre politique seraient effectivement traitées et n'établissait pas de mécanismes à cet effet. L'inaptitude des bailleurs de fonds à agir collectivement au niveau des dimensions politiques du programme devint un problème récurrent pendant la mise en œuvre et créa des tensions entre les partenaires. Un enseignement pour l'avenir, par conséquent, consiste à reconnaître et à tenir compte des aspects à la fois politiques et techniques de la démobilisation pendant la conception des programmes de DDR. Avec le recul par exemple, le MDRP aurait pu consacrer des ressources aux aspects politiques du DDR, recruter un personnel spécialisé en la matière et/ou appuyer une structure politique de haut niveau pour traiter le DDR et les questions connexes pendant la durée du

programme.

### 3. APPROPRIATION NATIONALE

**Accepter les risques et les compromis de l'appropriation nationale.** L'intention initiale du MDRP de favoriser l'appropriation nationale était correcte. Le programme reconnaissait que les gouvernements étaient les représentants principaux et légitimes de leurs propres intérêts nationaux dans des cadres d'après-guerre et institutionnalisait leur rôle central dans la réalisation du programme. Mais étant donné le rôle central du gouvernement dans la mise en œuvre, l'objectif d'appropriation ne pouvait être atteint que si les systèmes politiques respectifs et les capacités des gouvernements de chaque pays étaient légitimes et solides. L'appropriation était naturellement plus forte dans les pays qui avaient eu gain de cause ou avaient élu un gouvernement (Angola, Rwanda, Ouganda, RdC), et plus faible là où étaient en place des régimes transitoires qui avaient accédé au pouvoir par des accords négociés de paix ou des coups d'État (Burundi, RDC et RCA). Dans le cadre du MDRP, le milieu politique d'un pays donné et la nature de son processus de paix façonnaient en grande partie la volonté ou l'aptitude des responsables du gouvernement à exécuter effectivement le DDR. Le contrôle politique réel d'un gouvernement peut être sérieusement érodé ou défié, surtout quand l'État est fragile ou est dirigé par un gouvernement de transition. Les bailleurs de fonds et les autres partenaires qui conviennent de prendre part à un modèle d'appropriation nationale doivent connaître les risques et les compromis nécessaires à cette démarche. Les gouvernements peuvent ne pas contrôler entièrement les processus de DDR, ou prendre des décisions ou des mesures en désaccord avec les bailleurs.

---

<sup>50</sup> R. Muggah et E. McCandless, *Seconde génération des pratiques de DDR dans les opérations de paix des Nations Unies: une contribution au Programme du nouvel horizon, Rapport préliminaire (DPKO: 2009)* (cité dans C. Clement, *Vaincre les démons internes*).

### **Comprendre les problématiques de la sécurité politique et rester souple pendant la mise en œuvre du programme.**

L'appropriation nationale exige l'engagement et l'orientation d'une coalition d'acteurs pour faire avancer le processus de paix et le DDR, agir en appui à ces objectifs, poursuivre ces actions et en assumer le coût dans la durée. Autrement dit, dans un contexte donné, une coalition d'acteurs nationaux doit s'approprier le processus de paix et se munir de l'autorité, de la détermination et des capacités requises pour réaliser les activités de DDR énoncées dans l'accord de paix. Il était difficile d'identifier les coalitions dirigeantes qui étaient en mesure de réaliser les objectifs de DDR dans les pays du MDRP qui abordaient leur transition sans avoir au préalable élu de gouvernement et dans ceux qui n'avaient pas achevé le processus de paix. Dans ces circonstances, un programme de DDR devrait: (i) garantir la souplesse des modalités de mise en œuvre, de sorte à s'adapter aux modifications du milieu politique et sécuritaire (plutôt qu'une démarche passe-partout qui crée des commissions nationales sous la direction du gouvernement pour exécuter les programmes de DDR);<sup>51</sup> (ii) veiller à la présence dans le pays des structures/effectifs qui tiennent en permanence le Secrétariat et le partenariat informés sur les modifications des dynamiques de l'économie politique et leurs répercussions sur les objectifs de DDR; et (iii) mettre en place une expertise technique suffisante pour orienter et faire le suivi des activités de DDR réalisées par les agences d'exécution nationales.

## **4. LE PARTENARIAT DU MDRP**

**Travailler en partenariat.** Le partenariat du MDRP constituait un tissu complexe de rela-

tions, entre les organisations et en leur sein, qui s'opéraient à des niveaux différents. Il n'est donc pas surprenant que l'expérience du MDRP prouve que des partenariats complexes réunissant un grand nombre d'organisations dissemblables soient en soi difficiles à gérer. Les membres du MDRP devaient couramment choisir entre deux ou plusieurs allégeances et leurs attentes variaient en termes de contributions et d'avantages. Au sein de certaines organisations partenaires, les tensions internes étaient courantes entre le siège et le personnel détaché, et entre les effectifs qui travaillaient dans les domaines du développement, de la diplomatie et de la sécurité. Le partenariat était encore compliqué par l'inégalité des partenaires. Certains (comme la MONUC, les grands bailleurs et ceux qui participaient à la réforme du secteur de la sécurité ou qui avaient des liens politiques forts dans la région) tenaient une place beaucoup plus centrale que d'autres dans la réussite du MDRP, ce qui créait parfois des tensions entre eux. Cependant, la diversité du partenariat était aussi nécessaire pour la réussite du MDRP.

### **Comprendre l'inadéquation des attentes et les tensions du partenariat.**

Les tensions qui firent surface dans le partenariat venaient du fait que les mandats de plusieurs organisations se chevauchaient et particulièrement que le programme ne répondait pas à toutes les attentes de certaines agences des Nations Unies. Le Tableau 9 présente une analyse de l'inadéquation en la matière. Le PNUD souhaitait avoir un rôle plus important de direction dans le MDRP en général à cause de son expérience antérieure du DDR et de sa forte présence sur le terrain – surtout dans les pays où opéraient des missions de maintien de la paix.<sup>52</sup> En effet, le PNUD avait été sélectionné

<sup>51</sup> En RDC par exemple, l'Unité plus restreinte de mise en œuvre du projet dans le Ministère de la défense, établie après la dissolution de CONADER, a bien fonctionné.

<sup>52</sup> Scanteam, «Programme multi-pays de démobilisation et réintégration», Évaluation de fin de programme

**Tableau 9: Partenaires du MDRP: ce qu'ils attendaient du partenariat et ce qu'ils en ont reçu**

Partenaires	Gouvernements nationaux		Bailleurs bilatéraux		DPKO		PNUD		ONG		BM/ Secrétariat	
	A	R	A	R	A	R	A	R	A	R	A	R
Fonds/finance-ment	✓	✓					✓	✓	✓	✓		
Leviers sur base des contributions			✓	✓							✓	✓
Rôle principal dans le MDRP					✓		✓				✓	✓
Assistance/ expertise technique	✓	✓										
Obligation de rendre compte		✓	✓	✓				✓		✓		
Groupement des ressources		✓									✓	✓
Utilisation des leviers politiques			✓	✓							✓	
Coordination					✓	✓					✓	✓
Légitimité			✓	✓								
Contrôle du DDR		✓				✓		✓				
Partage du risque			✓	✓							✓	✓

Source: Banque mondiale (à paraître).

comme agence principale du MDRP dans trois pays et était chargé de trois projets spéciaux. Toutefois, selon l'Évaluation indépendante du MDRP, le PNUD vit sont «rôle diminuer dans certains pays» et «ses tentatives de prendre la direction dans d'autres rejetées.» De plus, pour obtenir les ressources de D&R, il fallait désormais respecter des normes nouvelles d'obligation de rendre compte à la Banque mondiale.<sup>53</sup>

Les tensions entre la Banque mondiale et les bailleurs étaient aussi liées au fait que cer-

taines attentes restèrent sans réponse – des deux côtés. Les bailleurs s'attendaient à des réponses plus rapides et des interventions plus directes de la part de la Banque mondiale quand des obstacles à la mise en œuvre apparaissaient. De son côté, la Banque mondiale s'attendait à ce que les bailleurs s'efforcent davantage de résoudre les blocages d'ordre politique et sécuritaire. Mais l'expérience a prouvé que les bailleurs bilatéraux craignaient souvent d'adopter une posture politique envers les gouvernements. De plus, les bailleurs avaient parfois des intérêts divergents, ce qui

<sup>53</sup> En RCA, le PNUD fut forcé de rembourser 650 000 USD au MDTF suite à un audit externe qui avait signalé certaines dépenses ultérieurement jugées inéligibles par les spécialistes en gestion financière de la Banque mondiale.

rendait difficile la collaboration et la présentation d'un front politique commun.

**Gérer les relations entre les organismes et en leur sein.** Très peu d'effort avait été consacré à la planification et la discussion de la façon dont serait géré le réseau à facettes multiples des relations qui existaient entre les divers organismes et en leur sein.<sup>54</sup> Par exemple, la Banque n'avait aucune autorité sur les partenaires; elle ne pouvait avoir des liens avec eux qu'en usant de persuasion et par la communication. Mais la Banque mondiale et les autres organismes de développement se trouveront confrontés de plus en plus à des problématiques qui exigent la collaboration et de nouvelles formes d'organisation. Aujourd'hui, le changement climatique, les interventions en réponse aux catastrophes naturelles, l'insécurité alimentaire et d'autres questions urgentes à l'ordre du jour du secteur du développement sont bien trop complexes pour être prises en charge par une seule organisation; elles exigent les compétences, connaissances et ressources d'une vaste gamme d'acteurs. Ainsi, l'expérience du MDRP et les enseignements dégagés de la gestion du Partenariat du MDRP seront de plus en plus pertinents.

Quant aux leçons à tirer du MDRP par rapport au partenariat: premièrement, la coordination demande beaucoup de temps. Un minuscule Secrétariat disposant de peu de ressources ne pouvait jamais suffire à prendre en charge les problématiques multiples que le MDRP rencontra. Une meilleure communication et plus d'efforts de rapprochement, ainsi que la fréquence accrue des visites étaient tous utiles, mais loin de suffire. L'affectation de ressources propres et un personnel spécialisé dans la

gestion des relations interinstitutionnelles auraient grandement facilité le travail du MDRP pendant la mise en œuvre. Deuxièmement, il faut identifier et élaborer des mécanismes différents pour lever les obstacles politiques, selon le contexte. En RDC par exemple, des «Notes de préoccupation du MDRP» qui, sans porter de signature, étaient préparées collectivement par la Banque et les bailleurs de fonds, s'avèrent utiles.

**Encourager les partenaires régionaux en Afrique.** Pendant son existence, le MDRP chercha à établir et à entretenir des relations avec les organismes régionaux qui agissaient dans les milieux fragiles généralement, et dans les programmes de DDR plus précisément. Mais comme c'est souvent le cas en Afrique, la RGL éprouvait des difficultés à mettre en place des institutions multilatérales influentes en matière de sécurité et de développement, et le MDRP ne disposait pas du temps requis pour renforcer les capacités des organes régionaux. Le Burundi, la RDC et le Rwanda tentent de raviver la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL), dans l'espoir que l'organisation ouvre la voie à une expansion dans les domaines de la paix et de la sécurité; toutefois, il est improbable que la CEPGL puisse devenir un acteur décisif en matière de sécurité dans l'immédiat. Dans le cadre d'une autre initiative multilatérale, les Nations Unies ont lancé un processus multilatéral exhaustif intitulé Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) et englobant 11 États de la région.<sup>55</sup> Bien qu'acclamée pour sa velléité à transformer la RGL en un oasis de paix, de stabilité et de développement commun, un certain scepticisme existe quant à l'aptitude d'un groupe de nations si amorphe à faire preuve de la volonté et de la capacité re-

---

<sup>54</sup> Banque mondiale (à paraître).

<sup>55</sup> Les États membres de la CIRGL sont l'Angola, le Burundi, la RCA, le Kenya, la RdC, la RDC, le Rwanda, le Soudan, la Tanzanie, l'Ouganda et la Zambie.

quises pour mettre en œuvre une vague de programmes sécuritaires et économiques dans un avenir proche. En 2003, l'Union africaine a mis en place son Conseil de la paix et de la sécurité (suivant quelque peu le modèle du Conseil de sécurité des Nations Unies) et élaboré une direction et un programme sur la paix et la sécurité. Mais ce dernier dispose de peu de capacités et a choisi de ne pas participer directement à la programmation liée au DDR, jugée trop technique pour son mandat.<sup>56</sup> En reconnaissance du fait qu'il faut impérativement mettre en place les capacités régionales du continent, le TDRP qui fait suite au MDRP se donne pour objectif principal d'identifier un ou des organe(s) régionaux où seront conservés l'expérience, l'expertise et les connaissances dégagées durant les dix dernières années de DDR dans la RGL, et de munir ces structures régionales des capacités requises.

## 5. SOLLICITER ET GÉRER LES RES-SOURCES DU FONDS FIDUCIAIRE

**Maximiser les rares ressources de l'IDA au profit du DDR dans la RGL.** La présence du MDRP au sein de la Banque mondiale a permis au programme d'obtenir des fonds à conditions préférentielles de l'IDA, ce qui aurait sans doute été presque impossible sous la tutelle de toute autre organisation. Le MDRP obtint près de 250 millions USD des ressources limitées de l'IDA pour compléter les 260 millions USD du MDTF. De plus, lorsque le MDRP prit fin alors que des activités de DDR restaient inachevées, la Banque mondiale injecta des ressources supplémentaires dans les pays du MDRP, notamment

un financement supplémentaire de l'IDA de 50 millions USD après l'épuisement des fonds du PDRU en RDC en 2007 et 18 millions USD en nouveaux fonds IDA pour traiter les dossiers en suspens des ex-combattants du Burundi et du Rwanda en 2009. Les projets du MDRP faisant partie intégrale du portefeuille de la Banque, ses directeurs pays et équipes opérationnelles participèrent aux processus de DDR aux côtés des pays clients, ce qui pérennisa le DDR au niveau de l'unité-pays à la Banque. Ceci résulta aussi en la poursuite des investissements de D&R après la clôture du MDRP car la direction des unités-pays de la Banque se sentait suffisamment impliquée.

**Domination d'un bailleur de fonds.** Le MDRP arriva à mobiliser 165 millions USD en promesse de fonds de la part des bailleurs pour le lancement du MDRP et la mise en place du MDTF, ce qui représentait 47 pour cent du volume estimé des contributions au MDRP. L'aptitude de la Banque à générer ces fonds était sans précédent dans le domaine du DDR. Cependant, sur ce total promis, 108,8 millions USD,<sup>57</sup> soit presque 66 pour cent, provenaient d'un seul bailleur, les Pays-Bas.<sup>58</sup> Autrement dit, sans les Pays-Bas, le MDRP n'aurait sans doute jamais vu le jour. Les autres bailleurs promirent un total de 55,2 millions USD, dont la plus grande partie venait du Royaume-Uni (près de 35 millions USD),<sup>59</sup> soit environ le tiers de la contribution annoncée par les Pays-Bas. Le fait qu'une si grande part du financement provenait d'un seul bailleur fragilisa le MDRP lorsque le Gouvernement hollandais adopta de nouvelles orien-

<sup>56</sup> L'objectif général de la Direction de la paix et de la sécurité consiste à maintenir la paix, la sécurité et la stabilité en coordonnant et en encourageant les initiatives africaines, entre autres, sur la prévention, la gestion et la résolution des conflits, dans le cadre des Nations Unies.

<sup>57</sup> La contribution s'élevait à 108 millions d'euros; le taux de change en 2002 était de 0,9927.

<sup>58</sup> A la date du 22 octobre 2002, date de la rédaction de la Note introductive d'instance du fonds fiduciaire (IBTF).

<sup>59</sup> La contribution s'élevait à 25 millions de livres britanniques; le taux de change en 2002 était de 1,432

tations politiques en fin 2006, et menaça de quitter le MDRP et d'annuler sa contribution. La possibilité pour un bailleur d'annuler une contribution qui n'a pas été décaissée après avoir signé un accord administratif était une lacune majeure des politiques et systèmes des fonds fiduciaires de la Banque; elle a été corrigée ultérieurement, suite à l'expérience du MDRP.

**Fonctionner malgré un écart de financement du MDTF.** Un autre problème provenait de l'écart de financement du fonds fiduciaire. En 2004, lorsque le MDRP autorisa un don de 100 millions USD au PDRU de la RDC, le montant total des accords de subvention du MDTF conclus entre la Banque et les destinataires dépassait celui auquel s'étaient engagés les bailleurs à l'époque. En fin 2007, bien qu'il ait approuvé toutes les subventions du fonds fiduciaire du MDRP, le département comptable des fonds fiduciaires de la Banque remarqua l'écart de financement, qui s'élevait alors à près de 39 millions USD. Le déficit dut être ensuite déclaré aux inspecteurs financiers de la Banque et mit en danger son classement par la Commission des valeurs mobilières des États-Unis (SEC). Un avis du département juridique de la Banque détermina que celle-ci, en tant qu'administrateur du fonds fiduciaire, avait une obligation morale, mais pas juridique, de combler l'écart.<sup>60</sup> La situation devint si grave que le Contrôleur de la Banque mondiale et le Vice-président de la Région Afrique durent intervenir directement et témoigner tous les trimestres du faible risque posé par le déficit

jusqu'à ce que celui-ci soit résorbé. Le Secrétariat du MDRP suivait étroitement la situation financière du fonds fiduciaire et savait que, peu de décaissements étant anticipés (en Angola, au Burundi et en RdC), la Banque ne courait aucun risque<sup>61</sup> — en effet, à sa clôture en juillet 2009, le MDTF enregistrait un excédent de presque 10 millions USD. La Banque vécut néanmoins une crise majeure, ce qui la mena à réformer en profondeur ses politiques sur les fonds fiduciaires.

## 6. CONSIDÉRATIONS OPÉRATIONNELLES SUR LE DDR

**Séparer le DDR en deux phases distinctes.** L'expérience du MDRP suggère que dans certains cas, la séparation du DDR en deux processus simultanés et complémentaires de mise en œuvre pourrait mieux réussir qu'un processus unique. Le premier axe porterait sur le désarmement, la démobilisation et la réinsertion (càd, DDr, le «r» minuscule désignant l'appui de réinsertion), et le second sur la réintégration plus élargie («R» majuscule). Le DDR deviendrait ainsi le DDr + R. Cet enseignement est conforme aux conclusions du Groupe interinstitutionnel de travail des Nations Unies sur le DDR.

Cette démarche à plusieurs niveaux est justifiée pour plusieurs raisons. Premièrement, les praticiens et les décideurs politiques conviennent généralement que les interventions de DDR représentent plus un processus de tran-

<sup>60</sup> Selon l'avis juridique émis: (1) la Banque, agissant en tant qu'administrateur, «n'a aucune obligation juridique de financer l'écart de financement encouru par le fonds fiduciaire du MDRP», et (2) «la Banque, en tant qu'administrateur, a une obligation morale de respecter les demandes de retrait satisfaisantes dans le cadre des subventions en cours qui sont mises en œuvre de façon satisfaisante, et ne pas le faire exposerait sa réputation [de la Banque] à des risques sérieux.»

<sup>61</sup> Les bailleurs de fonds du MDRP avaient toujours promis collectivement de respecter leurs engagements. Cependant, les bailleurs les plus impliqués s'intéressaient de près au MDRP et savaient qu'une baisse du volume des décaissements était anticipée dans des pays comme l'Angola et le Burundi; ils hésitaient donc à attribuer davantage de ressources au MDTF.

sition que la combinaison d'étapes séquentielles spécifiques. Plus précisément, le DDR fait la transition entre des programmes sécuritaires aux motifs politiques et des actions de développement humain aux fins de développement. Il fait aussi la transition entre (a) le respect des résultats et engagements pris dans les accords de paix et (b) la mise en place de plans de rétablissement et de protection sociale. Deuxièmement, du point de vue de la mise en œuvre, le DD est fondamentalement une opération sécuritaire et logistique, souvent dirigée par l'armée, alors que la R élargie est une activité de développement que les institutions génériques qui font la programmation du développement sont mieux à même d'exécuter. Ces institutions génériques sont aussi vraisemblablement plus en mesure de lier la réintégration ciblée des ex-combattants au développement communautaire à plus long terme et aux efforts élargis de rétablissement.

La scission proposée aurait des avantages et des inconvénients. D'une part, une attention certaine serait consacrée à la réintégration durant une phase beaucoup plus précoce du cycle, ce qui la rendrait sans doute plus efficace et en accroîtrait l'appropriation et la durabilité. D'autre part, la coordination des deux modalités de mise en œuvre serait probablement plus difficile et demanderait davantage de ressources.

**Intensifier l'impact de l'assistance de réintégration dans les milieux fragiles d'après-guerre.** Un des plus grands défis des programmes de DDR consiste à créer des possibilités qui permettent aux ex-combattants d'avoir une activité génératrice de revenu qui devient à terme un moyen durable de subsistance. Ce défi est encore compliqué par le fait que ces programmes sont mis en œuvre dans des milieux d'après-guerre où l'économie est soit détruite soit fragile. Les bailleurs préféraient que la Banque gère le MDRP en partie à cause de ses investissements dans la reconstruction

et le développement, et des liens qui pouvaient être noués avec ces opérations. La Banque était aussi censée formuler des stratégies de retrait qui établiraient des relations avec ces projets dans la phase qui suivait le DDR. Dans la pratique, la fusion des activités de DDR aux autres projets de développement financés par la Banque s'avéra plus difficile que prévu. Le personnel du Secrétariat du MDRP essaya de collaborer avec les chefs des équipes opérationnelles de la Banque chargées des autres projets (comme l'infrastructure, les fonds sociaux en RDC), mais ces derniers avaient des objectifs définis avec précision ou étaient déjà en cours et difficiles à réajuster en réponse aux besoins des ex-combattants.

**Répondre aux besoins des groupes spéciaux.** Le MDRP adopta deux démarches distinctes en réponse aux besoins des groupes spéciaux. Il mit en place les projets spéciaux pour la prestation des services aux enfants-soldats, exécutés par l'UNICEF et diverses ONG (comme en RDC et au Burundi où les enfants-soldats étaient particulièrement nombreux). En revanche, pour les ex-combattants féminins et invalides et les adultes souffrant de maladies chroniques (ainsi que les enfants-soldats dans quelques pays), le MDRP suivit une démarche générique. L'allocation de ressources propres aux questions des enfants-soldats s'avéra relativement efficace. Cependant, les activités relatives au genre et aux personnes invalides et malades connurent moins de succès, même dans les pays qui disposaient de plus de capacités.

Ceci n'est pas surprenant. Pour ce qui est du genre, l'expérience démontre que l'exclusion des femmes des programmes de DDR est souvent inévitable à cause du mode de préparation des listes de combattants, de la stigmatisation associée à l'appartenance aux groupes armés, surtout pour les femmes, et d'une définition de l'ex-combattant limitée à la possession d'armes. Pour lever ce dernier obstacle,

la communauté internationale, notamment au niveau des Normes intégrées de désarmement, démobilisation et réintégration, a étendu la notion de femmes ex-combattantes de sorte à inclure celles qui tiennent toute la gamme des fonctions liées aux groupes armés (femmes associées aux groupes armés).

Pour ce qui est des personnes invalides et des blessés de guerre, beaucoup de programmes de DDR ont éprouvé des difficultés à répondre efficacement aux problématiques qui les concernent. Dans chaque cas, le problème a trouvé son origine dans l'absence d'un paquet convenable qui aurait pu attirer les ex-combattants éligibles. La difficulté vient du fait qu'un programme de DDR a rarement les moyens soit de mettre en place les services requis (qui peuvent aller jusqu'à la construction de structures spéciales), soit d'apporter un appui financier à vie. En conséquence, la personne invalide/blessée de guerre finit par décider qu'il serait préférable à long terme de rester dans l'armée. Évidemment, une part du problème vient du fait qu'il est facile de rester dans l'armée; néanmoins, la façon dont il faut répondre aux besoins des personnes invalides et souffrant de maladies chroniques doit faire l'objet d'une nouvelle réflexion. L'absence de dispositions juridiques pour l'accès aux plans de retraite et aux pensions d'invalidité de l'État constitue un autre obstacle.

Pour les personnes invalides/blessées de guerre comme pour les femmes, les programmes futurs feraient bien d'envisager une fenêtre de financement consacrée à leurs besoins, pas seulement ceux des enfants, ou d'encourager les partenaires bilatéraux à aider ces groupes, comme l'ont fait JICA, GTZ et la Banque allemande de développement (KfW) au Rwanda. Les programmes devraient aussi envisager l'appui technique régional, comme LEAP, qui bien qu'inséré à la fin du programme, a été à l'avant-garde des modalités nouvelles qui aident les femmes ex-combattantes et a

donné de bons résultats.

**Améliorer la qualité du S&E.** Pour être efficace, le S&E doit commencer au stade de la conception du projet. L'urgence de la réponse à apporter à tous les programmes appuyés par le MDRP et les caractéristiques des instruments de la Banque employés à l'époque (prêts de rétablissement d'urgence) détournèrent l'attention de sorte que le S&E était négligé lors de la phase de conception et la programmation n'était pas fondée sur les résultats. Des informations et des leçons plus complètes existent aujourd'hui sur les systèmes de S&E dans les opérations de DDR, et accompagnées de solutions techniques modernes et moins coûteuses, elles permettent de concevoir des projets plus centrés sur les résultats et de mettre en œuvre les modalités de S&E plus tôt. En fait, la plupart des opérations de DDR héritées du MDRP (comme au Rwanda et au Burundi) disposent désormais de cadres de résultats et de plans de suivi robustes qui sont insérés à leur conception et devraient produire des informations qui aident davantage à prendre les décisions.

Ceci dit, les faiblesses intrinsèques aux États et institutions d'après-guerre et l'urgence des opérations de DDR à la sortie d'un conflit signifient qu'il ne sera jamais facile de mettre en œuvre le type de cadre robuste fondé sur les résultats que souhaitent les bailleurs, particulièrement avec le modèle d'appropriation nationale qui donne aux gouvernements la responsabilité générale du S&E au niveau du projet. Ainsi, les programmes comme le MDRP devraient compenser dans la mesure du possible et fournir leurs propres ressources techniques et financières pour étendre le travail de S&E réalisé par les gouvernements et les agences d'exécution. Le MDRP prêta effectivement davantage attention au S&E en cours de programme, mais les capacités restreintes des homologues nationaux auraient dû être reconnues dès le départ et un appui technique accru

mis en place. Le TDRP, qui fait suite au MDRP, a mis en place une structure d'amélioration de la qualité à cet effet.

La question relative à la normalisation des systèmes de M&E, aux procédures d'inscription et aux bases de données communes dans l'ensemble des pays participant au MDRP était soulignée dans la Stratégie régionale initiale et discutée à des stades différents du programme. Dans sa conception initiale, cette initiative aurait constitué un résultat très souhaitable de la dimension régionale du MDRP, mais elle s'avéra peu pratique et irréalisable. Plusieurs pays appartenant à la sphère du MDRP avaient déjà réalisé des exercices de DDR dans le passé. À l'époque où le MDRP commença à intervenir, les données et systèmes d'inscription antérieurs étaient nombreux et devaient être adaptés et maintenus pour remplir les conditions de processus précis (par ex., au Rwanda où une phase de DDR était déjà achevée et en Angola où deux processus de paix avaient été exécutés avant le MDRP). Les «postes de saisie» des systèmes d'inscription n'étant pas tous sous la tutelle d'activités parrainées par le MDRP, le programme n'était guère en mesure de contrôler la façon dont les ex-combattants étaient initialement enregistrés et le type de données recueillies.

De plus, certains systèmes étaient uniquement conçus aux fins d'identification et d'inscription et ne permettaient pas d'appuyer le travail de réinsertion et réintégration, ce qui ne convenait pas au DDR. Enfin, pour que les données soient compatibles dans l'ensemble des pays de la région et pour faire le suivi des combattants qui franchiraient éventuellement les frontières, un système d'enregistrement biométrique robuste et régulier aurait été nécessaire. Au début du MDRP, cette technologie n'était pas disponible à une échelle et à un prix qui auraient permis de l'utiliser sur le terrain. Aujourd'hui, les avancées technologiques et le savoir-faire acquis,

principalement par l'expérience du MDRP, sont tels que des systèmes d'enregistrement et de contrôle meilleurs et moins coûteux peuvent être déployés. Les opérations qui seront conçues à l'avenir tireront profit de l'expérience et du savoir-faire acquis par le MDRP.

## **7. REGARD SUR LE FUTUR: LES POLITIQUES ET PROCÉDURES DE LA BANQUE MONDIALE SUR LE DDR**

En tant que cadre de DDR, le MDRP a agi sous la tutelle de la Banque. Sans son leadership et son travail de coordination, il aurait très vraisemblablement été impossible d'obtenir près de 250 millions USD de l'IDA pendant l'existence du MDRP, puis 68 millions USD supplémentaires pour achever les opérations de DDR dans la région. Sous la direction de la Banque, le MDRP a promu les principes de développement comme l'appropriation nationale, le partenariat et le régionalisme, éléments nouveaux dans la programmation du DDR au début du MDRP et qui ont été adoptés par la suite par les décideurs politiques du DDR et la communauté internationale du développement plus généralement. Étant donné ces acquis, si un conflit semblable à celui qui a sévi dans la RGL en Afrique venait à se reproduire, la Banque mondiale serait un candidat idéal pour diriger un programme d'après-guerre régional.

Toutefois, la mise en œuvre du MDRP a mis en relief la nécessité d'une revue exhaustive de l'aptitude de la Banque à réaliser ce type de travail à l'avenir. Les domaines suivants doivent faire l'objet d'une attention particulière.

- La Banque doit mettre en place des politiques et procédures institutionnelles claires en matière de DDR, mieux maîtriser, au niveau de la direction supérieure, les répercussions de la participation à des programmes de DDR

régionaux complexes et avoir la volonté d'y répondre.

- La Banque doit se doter du personnel, de l'agilité organisationnelle et des systèmes de prise de décision qui se prêtent à la mise en œuvre d'un effort qui évolue rapidement et pose beaucoup de risques comme le MDRP.
- Les systèmes d'appui de la Banque doivent être améliorés. Par exemple, les programmes de DDR ne sont toujours pas liés formellement à un conseil sectoriel ou à un département qui englobe toute la Banque et est officiellement chargé du DDR. Dans le cas du MDRP, le Secrétariat ne pouvait pas s'appuyer sur les orientations d'un conseil sectoriel en matière de stratégies, de politiques ou de ressources humaines, ce qui est pourtant le rôle habituel de ces groupes dans la Banque.
- La gestion programmatique par la Banque d'une vaste initiative régionale de DDR, notamment l'emplacement, la taille, la structure et la direction du Secrétariat, doit faire l'objet d'une réflexion approfondie.

La Banque est sur le point de traiter les principales problématiques organisationnelles et institutionnelles soulevées pendant la mise en œuvre du MDRP dans le nouveau Rapport sur le développement mondial sur le conflit et la fragilité où des suggestions et démarches sont proposées pour résoudre les questions de politique et opérationnelles comme celles qu'a

rencontrées le MDRP. La Banque prévoit aussi de passer en revue sa Politique opérationnelle 2.30 sur «la coopération pour le développement et les conflits» qui porte entre autres sur les principes des interventions de la Banque dans des milieux en conflit, les partenariats, son appui aux pays en transition, et son engagement dans les zones affectées par les conflits. Dans ce cadre, le rôle de la Banque dans le secteur de la sécurité sera réexaminé et il est attendu que cette analyse tienne compte des expériences du MDRP.

Le fait que la Banque soit généralement engagée à agir dans les situations de fragilité et de conflit est indéniable, comme l'indique la déclaration de Mme Ngozi Okonjo-Iweala, Directrice générale à la Banque mondiale lors du Débat du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la consolidation de la paix le 16 avril 2010. Elle acheva sa présentation ainsi:

*«Ne nous trompons pas: pour donner de vrais résultats aux populations qui vivent dans des situations de fragilité et de conflit, ces zones méritent notre attention totale. Nous savons le grand prix de l'échec, mais souvenons-nous que les avantages de la réussite peuvent être bien supérieurs. À commencer par nos délibérations ici aujourd'hui, ne laissons passer aucune occasion de réussir.»<sup>62</sup>*

Conformément à ce message, la Banque devrait saisir l'occasion de tirer les enseignements des expériences abondantes du MDRP et continuer à rehausser ses capacités à jouer le rôle que les pays partenaires et les autres organismes internationaux attendent d'elle.

---

<sup>62</sup> 6299<sup>ème</sup> Réunion du Conseil de sécurité des Nations Unies. Le rapport complet est disponible à: <http://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/PBC%20SPV%206299.pdf>



# Annexes



# Annexe 1: Tableaux des coûts et de financement

Tableau A1.1: Recettes du Fonds fiduciaire à bailleurs multiples (MDTF) du MDRP, par bailleur					
Source	Montants engagés en devises		Montants reçus en devises		Montants reçus en USD
Contributions des bailleurs					253 036 255
Belgique	€	10 007 938	€	10 007 938	10 992 483
Canada	Can\$	24 500 000	Can\$	24 499 910	19 475 901
Danemark	DKr	26 872 000	DKr	26 872 000	4 033 720
CE	€	20 000 000	€	20 000 000	22 764 000
Finlande	€	1 000 000	€	1 000 000	1 356 450
France	€	2 000 000	€	2 000 000	2 078 600
Allemagne	€	1 0685 000	€	10 684 966	13 994 288
Irlande	€	500 000	€	500 000	659 550
Italie	€	1 500 000	€	1 500 000	1 714 050
Pays-Bas	€	103 000 000	€	103 000 000	125 831 219
Norvège	NKr	45 000 000	NKr	45 000 000	6 875 376
Suède	SKr	60 000 000	SKr	60 000 000	8 260 619
GB	USD	35 000 000	USD	35 000 000	35 000 000
Recettes d'investissement	USD	0	USD	7 214 774	7 214 774
<b>Recettes totales</b>					<b>260 251 029</b>

Tableau A1.2: Décaissements du MDTF, par catégorie de coût	
Type d'activité	Montants en USD
Programmes nationaux	167 333 774
Projets spéciaux	54 893 443
LEAP	1 206 421
Autres activités régionales	1 156 160
Gestion du programme	24 853 240
Coûts hors projets*	1 636 257
<b>Total</b>	<b>251 079 294</b>

\* Les coûts hors projets désignent les frais administratifs de la Banque pour la gestion du Fonds fiduciaire à bailleurs multiples, sur la base des contributions des bailleurs de fonds.

**Tableau A1.3: Dépenses du MDTF, par pays (en USD)**

Pays	Programmes nationaux	Projets spéciaux	Dépenses de la Banque*	Total
Angola	29 171 408	3 474 016	2 839 665	35 485 089
Burundi	0	9 727 000	736 800	10 463 800
RCA	13 298 226	0	325 916	13 624 143
RdC	90 550 444	33 303 769	5 727 012	129 581 224
RDC	13 601 864	0	940 976	14 542 840
Rwanda	0	4 143 066	1 043 206	5 186 272
Ouganda	0	0	14 846 179	14 846 179
<b>Régional</b>	<b>167 333 774</b>	<b>54 893 443</b>	<b>27 215 821</b>	<b>249 443 037</b>

\*Inclut les activités régionales, LEAP et la gestion des programmes; exclut les coûts hors projets

**Tableau A1.4: Aperçu général des sources de revenu, MDRP et IDA, des décaissements et annulations**

Utilisation/source	MDTF	IDA	Total	%MDTF
Montant signé	260 251 029	240 446 116	500 697 145	52%
Décaissé	251 079 294	188 366 651	439 445 945	57%
Excédent/annulé	9 171 735	52 079 465	61 251 200	15%
Pourcentage décaissé	96%	78%	88%	

## Annexe 2: Annexe statistique

Pays	Nombre estimé d'ex-combattants
Angola	75 000
Burundi	60 000
RCA	2 000
République démocratique du Congo	80 000
Namibie	3 000
République du Congo	8 000
Rwanda	65 000
Ouganda	25 000
Zimbabwe	10 000
Programmes nationaux	328 000
Cas spéciaux	25 000
<b>Total</b>	<b>353 000</b>

*Source:* Stratégie régionale du MDRP

Pays	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Angola	4 100 000	1 400 000	450 000	91 000 <sup>a</sup>	Pas de PDP	Pas de PDP	Pas de PDP	Pas de PDP
Burundi	475 500	281 628	281 600	117 000	117 000	100 000	100 000	100 000
RCA	No data	200 000	200 000	Pas de PDP	50 000	150 000	108 000	162 284
RDC	2 500 000	3 400 000	2 300 000	2 300 000	1 480 000	1 400 000	1 373 169	1 900 000
RdC	225 000	84 000	Pas de données	Pas de données	7 800	7 800	7 800	7 800
Rwanda <sup>b</sup>	Pas de PDP	Pas de PDP	Pas de PDP	Pas de PDP	Pas de PDP	Pas de PDP	Pas de PDP	Pas de PDP
Ouganda	550 000	830 000	1 600 000	1 900 000	1 850 000	1 700 000	869 000	437 000
<b>TOTAL</b>	<b>7 850 500</b>	<b>6 195 628</b>	<b>4 831 600</b>	<b>4 408 000</b>	<b>3 504 800</b>	<b>3 357 800</b>	<b>2 457 969</b>	<b>2 607 084</b>

*Source:* <http://www.internal-displacement.org>

<sup>a</sup> Selon le gouvernement, toutes les PDP sont ensuite revenues, se sont réinstallées ou réintégrées, mais depuis fin 2005, les mouvements des populations ne font l'objet d'aucun suivi, et le niveau de réintégration des groupes antérieurement déplacés dans le pays n'a pas été évalué.

<sup>b</sup> Après le processus de «retour aux villages» de 1998-1999, les Nations Unies et le Gouvernement du Rwanda jugent qu'il n'y a plus de personnes déplacées dans le pays.

**Tableau A2.3: Réfugiés dans la RGL, par pays d'origine, 2002-2008**

Pays d'origine	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Angola	435 421	329 583	228 858	215 827	206 501	186 155	171 393
Burundi	574 555	531 637	485 454	438 706	396 542	375 727	281 592
RCA	25 376	35 400	31 069	42 890	71 685	98 104	120 106
RDC	421 350	453 465	461 042	430 929	401 913	370 374	367 995
RdC	28 000	29 000	28 200	24 400	20 600	19 700	-
Rwanda	75 251	75 263	63 308	100 264	92 966	80 955	72 530
Ouganda	40 409	35 247	31 960	34 225	21 751	21 341	7 548
TOTAL	1 600 362	1 489 595	1 329 891	1 287 241	1 211 958	1 152 356	1 021 164

Source: Base de données de l'UNHCR ([www.unhcr.org/statistics/populationdatabase](http://www.unhcr.org/statistics/populationdatabase))

**Tableau A2.4: Produit intérieur brut dans la RGL, par pays, 2002-2008 (en milliards USD constants)**

Pays d'origine	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Angola	10,78	11,14	12,38	14,93	17,71	21,3	24,1
Burundi	0,76	0,75	0,78	0,79	0,83	0,86	0,9
RCA	0,96	0,88	0,89	0,91	0,95	0,98	1,01
RDC	4,36	4,61	4,92	5,24	5,5	5,85	6,21
RdC	3,5	3,52	3,65	3,93	4,17	4,11	4,34
Rwanda	2,09	2,1	2,21	2,36	2,54	2,74	3,04
Ouganda	6,92	7,36	7,86	8,36	9,26	10,06	11,02

Source: Banque mondiale, *Indicateurs mondiaux du développement*

**Tableau A2.5: Croissance réelle du PIB (% annuel) dans la RGL, par pays, 2002-2008**

Country	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Angola	14,5	3,3	11,2	20,6	18,6	20,3	13,2
Burundi	4,5	-1,2	4,8	0,9	5,1	3,6	4,5
RCA	-0,6	-7,6	1	2,4	3,8	3,7	2,2
RDC	3,5	5,8	6,6	6,5	5,1	6,3	6,2
RdC	4,6	0,8	3,5	7,7	6,2	-1,6	5,6
Rwanda	11	0,3	5,3	7,1	7,3	7,9	11,2
Ouganda	6,4	6,5	6,8	6,3	10,8	8,6	9,5

Source: Banque mondiale, *Indicateurs mondiaux du développement*

**Tableau A2.6: Exportations de marchandises dans la RGL, par pays, 2002-2008  
(en millions USD)**

Pays	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Angola	8 327	9 508	13 475	24 109	31 344	43 154	-
Burundi	31	47	48	57	59	53	79
RCA	145,3	117	126,3	127,8	158	178	185
RDC	1076	1340	1 813	2 071	2 350	2 515	2 500
RdC	2 289	1 461	3 433	4 745	6 066	5 808	10 847
Rwanda	67	63	98	128	145	184	210
Ouganda	481	563	709	864	1 004	1 459	-
<b>TOTAL</b>	<b>12 416</b>	<b>13 099</b>	<b>19 702</b>	<b>32 102</b>	<b>41 125</b>	<b>53 351</b>	

Source: EIU ([www.countryanalysis.eiu.com](http://www.countryanalysis.eiu.com))

**Tableau A2.7: Espérance de vie de vie à la naissance dans la RGL,  
par pays, 2002-2008 (années)**

Pays	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Angola	44	45	45	46	46	47	47
Burundi	48	48	49	49	50	50	50
RCA	46	46	46	46	46	47	47
RDC	47	47	48	48	48	48	48
RdC	53	53	53	53	53	53	54
Rwanda	46	47	48	48	49	50	50
Ouganda	48	48	49	50	51	52	53

Source: Banque mondiale, *Indicateurs mondiaux du développement*

**Tableau A2.8: Nombre d'ex-combattants invalides qui reçoivent un appui du MDRP,  
par pays et genre, 2008**

	Femmes	Hommes	Total
Angola	22	749	771
Burundi	16	1 739	1 755
RCA	0	4	4
RDC	1	241	242
RdC	-	-	-
Rwanda	6	9 127	9 135
Ouganda	-	-	-
<b>Total</b>	<b>45</b>	<b>11 860</b>	<b>11 907</b>

Source: Rapport statistique mensuel d'avancement du MDRP, octobre 2008, tableau 4. ([www.mdrp.org](http://www.mdrp.org))

## Annexe 3: Partenaires du MDRP

<b>Pays</b>	<b>Autres partenaires</b>
<ol style="list-style-type: none"><li>1. Angola</li><li>2. Burundi</li><li>3. République centrafricaine (RCA)</li><li>4. République démocratique du Congo (RDC)</li><li>5. République du Congo (RdC)</li><li>6. Rwanda</li><li>7. Ouganda</li></ol>	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Banque africaine de développement (BAD)</li><li>2. Union africaine (UA)</li><li>3. Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL)</li><li>4. Union européenne (UE)</li><li>5. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)</li><li>6. Coalition mondiale pour l'Afrique (GCA)</li><li>7. Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL)</li><li>8. Organisation internationale du travail (OIT)</li><li>9. Fonds monétaire international (FMI)</li><li>10. Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)</li><li>11. ONU - Département des affaires politiques (DAP)</li><li>12. Département des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (DPKO)</li><li>13. Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)</li><li>14. Fonds de développement des Nations Unies pour les femmes (UNIFEM)</li><li>15. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)</li><li>16. Haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR)</li><li>17. ONU - Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH)</li><li>18. Mission des Nations Unies en RDC (MONUC)</li><li>19. Opérations des Nations Unies au Burundi (ONUB)</li><li>20. Agence américaine pour le développement international (USAID)</li><li>21. Programme alimentaire mondial (PAM)</li></ol>
<b>Bailleurs contributeurs</b> <ol style="list-style-type: none"><li>1. Belgique</li><li>2. Canada</li><li>3. Danemark</li><li>4. Commission européenne (CE)</li><li>5. Finlande</li><li>6. France</li><li>7. Allemagne</li><li>8. Irlande</li><li>9. Italie</li><li>10. Pays-Bas</li><li>11. Norvège</li><li>12. Suède</li><li>13. Royaume-Uni (GB)</li><li>14. Banque mondiale</li></ol>	

# Annexe 4 : Synthèse des programmes nationaux et projets spéciaux du MDRP

## I. Programmes nationaux du MDRP

### PRINCIPES DIRECTEURS

Les programmes nationaux mis en œuvre par le MDRP suivaient les principes suivants:

- a. *appuyer l'appropriation nationale des programmes.* Puisque la plupart des programmes de DDR réussis sont fondés sur une volonté politique et une appropriation nationale fortes, le MDRP soutenait des programmes nationaux adaptés aux exigences de chaque pays.
- b. *appuyer des programmes exhaustifs.* Dans chaque pays, le MDRP favorisait l'établissement d'un seul programme national pour éviter le morcellement et la duplication des efforts.
- c. *participation des bénéficiaires.* Les bénéficiaires de toutes les parties participaient à la conception et la mise en œuvre du programme dès son début.
- d. *participation.* La participation des autorités et communautés locales étant nécessaire pour réussir la réintégration économique et sociale des anciens combattants, le MDRP encourageait leur implication et renforçait leurs capacités.
- e. *coordination et partenariats.* Les rôles et les responsabilités des acteurs internationaux étaient décidés au cas par cas pour chaque programme national. Des partenariats avec les acteurs politiques et sécuritaires, notamment ceux qui avaient participé aux accords de paix, étaient indispensables.
- f. *liens avec les efforts de reconstruction économique.* Les programmes de D&R étaient mis en œuvre dans le cadre plus général des efforts de reconstruction. Ils étaient encouragés à coordonner et à nouer des liens étroits avec de tels efforts pour tirer profit des possibilités d'emploi qu'ils généraient et contribuer activement aux activités locales de réconciliation et de rétablissement.

## ANGOLA

---

**Nom du projet:** Projet de démobilisation et réintégration d'urgence de l'Angola

**Agence d'exécution:** Institut pour la réintégration socioprofessionnelle des ex-combattants (IRSEM)

**Financement:** 233,65 millions USD (subvention IDA de la Banque mondiale: 33 millions USD | MDTF: 30,25 millions USD | subvention de la Commission européenne: 13,4 millions USD | Gouvernement de l'Angola: 157 millions USD)

**Statut:** clos le 31 décembre 2008

**Objectif:** le projet avait pour objectifs de:

- démobiliser 138 000 ex-combattants au plus;
- appuyer leur réintégration à la vie civile; et
- faciliter la réaffectation des dépenses du gouvernement du secteur militaire vers les secteurs social et économique.

Le résultat général de ce projet est classé *moyennement satisfaisant* du fait de la forte pertinence de son contenu. Les résultats du projet sont jugés moyennement satisfaisants en termes de réalisation de ses objectifs de développement et satisfaisants au niveau de l'efficacité.

## BURUNDI

---

**Nom du projet:** Projet de démobilisation, réinsertion et réintégration d'urgence du Burundi

**Agence d'exécution:** Secrétariat exécutif de la Commission nationale de démobilisation, réinsertion et réintégration (CNDRR)

**Financement:** 74,8 millions USD (subvention IDA de la Banque mondiale: 33 millions USD | MDTF: 41,8 millions USD)

**Statut:** clos le 31 décembre 2008

**Objectif:** le projet avait pour objectifs de:

- démobiliser près de 55 000 combattants des Forces armées burundaises, des Partis et mouvements politiques armés (PMPA), et de la Force de défense nationale, et les aider à réintégrer la vie civile;
- appuyer la réinsertion de près de 20 000 Gardiens de la paix (GdP) et 10 000 militants combattants (MC); et
- faciliter la réaffectation des ressources budgétaires nationales du secteur de la défense vers les secteurs social et économique en cinq ans.

Le résultat général de ce projet est classé *moyennement satisfaisant* du fait de la forte pertinence de son contenu. Le projet est jugé moyennement satisfaisant en termes de réalisation de son objectif de développement et moyennement insatisfaisant au niveau de l'efficacité.

## RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

---

**Nom du projet:** Projet de démobilisation et réintégration d'urgence

**Agence d'exécution:** Unité d'exécution du Programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion (UEPNDDR)

**Financement:** 272 millions USD (subvention IDA de la Banque mondiale: 150 millions USD | MDTF: 100 millions USD, subvention de la BAD: 22 millions USD)

**Statut:** en cours (financement du MDRP clos)

**Objectif:** le projet avait pour objectifs de:

- démobiliser jusqu'à 150 000 ex-combattants et les aider à retourner dans la vie civile; et
- faciliter la réaffectation des dépenses du gouvernement du secteur militaire vers les secteurs social et économique.

Le résultat général de ce projet (Fonds fiduciaire du MDRP seulement car la partie financée par l'IDA se poursuit) est classé *moyennement satisfaisant*, car 86 pour cent de l'objectif quantitatif principal et la plupart des indicateurs de rendement visés et liés aux activités ont été effectivement atteints. Néanmoins, le projet a aussi enregistré un excédent de dépenses substantiel, ce qui nuit à l'aptitude du projet à atteindre entièrement ses objectifs énoncés.

## RÉPUBLIQUE DU CONGO

---

**Nom du projet:** Projet de réintégration d'urgence

**Agence d'exécution:** Haut commissariat à la réinsertion des ex-combattants

**Financement:** 24,2 millions USD (MDTF: 17 millions USD, FF de l'Union européenne: 4,2 millions USD, financement de contrepartie: 3 millions USD)

**Statut:** clos le 28 février 2009

**Objectif:** le projet avait pour objectifs de:

- contribuer à l'amélioration de la sécurité par le désarmement et la démobilisation d'au plus 11 000 combattants;
- appuyer la réintégration sociale par la réhabilitation de l'infrastructure sociale, la gestion des conflits et la réconciliation; et
- appuyer la réintégration économique en créant des activités génératrices de revenu pour les ex-combattants.

Le résultat général de ce projet est classé *moyennement insatisfaisant* parce qu'il n'a pas atteint ses objectifs de démobilisation et partiellement ceux de réintégration.

## RWANDA

**Nom du projet:** Projet de démobilisation, réinsertion et réintégration d'urgence du Rwanda

**Agence d'exécution:** Secrétariat technique de la Commission rwandaise de démobilisation et de réintégration (ST/CRDR)

**Financement:** 65,5 millions USD (MDTF: 14,4 millions USD | crédit IDA: 19,12 millions USD | subvention IDA: 11,48 millions USD | DFID: 8,8 millions USD | Allemagne: 8,6 millions USD | Gouvernement du Rwanda: 2,7 millions USD | Union africaine: 342 000 USD)

**Statut:** clos le 31 décembre 2008

**Objectif:** le projet avait pour objectifs de:

- démobiliser environ 36 000 ex-combattants des Forces de Défense Rwandaises (FDR) et des membres des groupes armés, et appuyer leur transition vers la vie civile;
- dans l'esprit de l'Accord d'Arusha, soutenir la réinsertion des anciens effectifs des Forces armées rwandaises;
- appuyer la réintégration sociale et économique de tous les ex-combattants à démobiliser durant la deuxième phase et tous les ex-combattants de la première phase qui restent encore vulnérables au niveau socioéconomique; et
- faciliter la réaffectation des dépenses du gouvernement du secteur de la défense vers les secteurs social et économique.

Le résultat général de ce projet est classé *satisfaisant* du fait de la forte pertinence de son contenu. Le projet est également jugé satisfaisant pour avoir atteint ses objectifs de développement et pour son efficacité.

## II. Projets spéciaux du MDRP

Pendant la première phase du MDRP (2002-2004), alors qu'étaient négociés les accords de subvention et que de nouvelles structures étaient créées, le MDRP a financé plusieurs projets spéciaux pour appuyer les processus nationaux de démobilisation et réintégration (D&R) là où, pour des raisons politiques (Ouganda) ou par manque de capacité (RCA), le gouvernement ne souhaitait pas de programme national. Ces projets spéciaux financèrent les premières activités de D&R, en s'intéressant par exemple aux enfants, avant la mise en place des programmes nationaux. Globalement, le MDRP finança 10 projets spéciaux en Angola, au Burundi, en RCA, en RDC, et en Ouganda pour un coût total d'un peu plus de 60 millions USD.

### Nombre d'ex-combattants qui ont reçu une aide par le biais des projets spéciaux du MDRP

Angola	
Réintégration agricole	44 816
Réintégration économique	4 891
Capacité institutionnelle de l'IRSEM	96

Burundi (enfants-soldats)	
Nombre d'anciens enfants-soldats démobilisés	3 028
Nombre d'anciens enfants-soldats réintégrés	3 013 <sup>63</sup>

<sup>63</sup> Sur 3 028 enfants démobilisés, sept sont décédés depuis lors et huit autres sont portés disparus.

République centrafricaine	
Nombre d'ex-combattants démobilisés	7 556 <sup>64</sup>
Nombre d'ex-combattants qui reçoivent une aide de réinsertion	7 533
Nombre d'ex-combattants qui reçoivent une aide de réintégration	7 556

Ouganda	
Nombre d'ex-combattants démobilisés	16 256
Nombre d'ex-combattants qui reçoivent une aide de réinsertion	14 816
Nombre d'ex-combattants qui reçoivent une aide de réintégration	n/a

République démocratique du Congo				
Catégorie <sup>65</sup>	Organisation	Nombre d'enfants qui bénéficient de la démobilisation/ sont démobilisés/libérés	Nombre d'ex-combattants qui reçoivent une aide de réinsertion <sup>66</sup>	Nombre d'ex-combattants qui reçoivent une aide de réintégration
Anciens enfants-soldats	Croix-Rouge de Belgique	553	n/d	750/ 101
Anciens enfants-soldats	CARE International (Province de Maniema)	905 <sup>67</sup>	n/d	2 682 <sup>68</sup>
	Comité international de secours (IRC) (Province orientale)	2 209	n/d	1 449
	Fondation internationale pour l'éducation et l'autoassistance (IFESH) (Province du Nord Katanga)	1 885	n/d	1 540
Réhabilitation et réintégration communautaires des anciens combattants <sup>69</sup>	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	N/A	n/d	929 <sup>70</sup>
Mécanisme de réaction rapide	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	N/A	n/d	N/A
Anciens enfants-soldats	Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)	4 325	n/d	4 325
Anciens enfants-soldats	Save the Children Fund GB	5 902	n/d	5 931 <sup>71</sup> / 3 092

<sup>64</sup> Sur les 7 556 ex-combattants démobilisés, seuls 190 ont été désarmés. La notion d'échange des armes en faveur du développement a donc été seulement partiellement appliquée parce que beaucoup d'ex-combattants recevaient leurs kits et incitations de réinsertion en espèces plutôt qu'en nature comme c'était initialement envisagé. Ceci était aussi le cas en RDC où très peu d'armes ont été récupérées (moins de 30 pour cent des personnes démobilisées).

<sup>65</sup> La démobilisation des anciens enfants-soldats ne faisait pas partie des objectifs de ce projet.

<sup>66</sup> Les anciens enfants-soldats n'ont pas reçu pas de paquets de réinsertion.

<sup>67</sup> Près de 2 221 enfants ont été libérés par les forces armées. 905 dossiers ont été traités dans le cadre officiel de la démobilisation; les autres 1 316 se sont présentés volontairement à la démobilisation ou sont retournés directement dans leurs familles.

<sup>68</sup> 752 étaient inscrits à l'école formelle; 1 422 suivaient une formation professionnelle formelle; et 508 une formation professionnelle non formelle. Ces chiffres reflètent le taux d'inscription, pas celui de l'achèvement; certains enfants apparaissent donc dans plusieurs catégories.

<sup>69</sup> La démobilisation et la réinsertion des anciens combattants ne faisait pas partie des objectifs de ce projet.

<sup>70</sup> Bien que selon les rapports seuls 929 ex-combattants avaient trouvé une activité génératrice de revenu durable à long terme et suivi une formation professionnelle à la clôture du projet le 31 décembre 2005, ce dernier appuyait aussi la création d'emplois à court terme pour près de 3 800 ex-combattants et de possibilités transitoires à court terme de génération de revenu pour 1 700 ex-combattants.

<sup>71</sup> Ces chiffres concernent aussi bien les anciens EAFC que les autres enfants vulnérables (Éducation – 2 696; Formation professionnelle – 2 385, et Agriculture – 850).

## ANGOLA

---

**Nom du projet:** Appuyer la réintégration des ex-combattants dans le cadre du processus de paix en Angola

**Agence d'exécution:** Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

**Financement:** 4,3 millions USD

**Statut:** achevé (juin 2005)

**Objectifs:** le projet était formé de deux composantes principales:

- Assistance agricole élémentaire aux ex-combattants et à leurs familles. Exécutée par la FAO, cette composante cherchait à aider près de 50 000 ex-combattants à produire leur propre alimentation de base et celle de leur famille pendant un an en leur fournissant des kits agricoles et un appui technique.
- Appui à la réintégration économique. Exécuté par le PNUD, ce volet consistait en plusieurs activités pilotes conçues pour vérifier les hypothèses sous-jacentes et les modalités de la réintégration économique, notamment les possibilités de formation professionnelle, la formation d'entreprise et les services de conseil d'entreprise, le placement professionnel, l'appui par le microcrédit et la création d'emploi.

Le projet aidait aussi à élaborer les procédures de la revue et de l'approbation du projet de réintégration, à concevoir le système d'information de gestion et à former le personnel des bureaux provinciaux et du siège de l'IRSEM.

Le résultat général de ce projet est classé *satisfaisant*; il comblait une lacune importante à un moment critique du processus de paix en Angola et servait de modèle à d'autres activités du portefeuille du MDRP, à la fois au niveau technique et en termes des modalités institutionnelles entre la Banque et le partenaire des Nations Unies. Malgré la difficulté du milieu de mise en œuvre, le projet atteignit entièrement la plupart des objectifs anticipés.

## BURUNDI

---

**Nom du projet:** Démobilisation, réintégration sociale et prévention du recrutement des enfants-soldats au Burundi

**Agence d'exécution:** Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

**Financement:** 3,5 millions USD

**Statut:** achevé (juin 2006)

**Objectifs:** le projet prévoyait de réintégrer les enfants-soldats démobilisés dans leurs communautés par les mesures suivantes:

- préparer les communautés;
- aider les familles biologiques vulnérables;
- soutenir les modalités de prise en charge à base communautaire;

- inscrire les enfants dans des programmes éducatifs et d'apprentissage convenables;
- appuyer les enfants-soldats démobilisés qui nécessitaient des soins spéciaux;
- fournir un appui psychosocial à base communautaire pour répondre aux complications relevant de la santé mentale que rencontraient les enfants démobilisés et leurs familles; et
- aider à formuler rapidement des projets qui influençaient fortement la participation des jeunes (initiatives de service communautaire, emploi en apprentis, petites entreprises, sports, activités culturelles), etc.

Le résultat général de ce projet est classé *satisfaisant*. Plus de 3 000 enfants (effectif supérieur de 10% au nombre d'enfants bénéficiaires anticipé par le projet) ont été démobilisés et ont rejoint leurs familles sans grandes difficultés sociales. Bien que la planification et la prestation de la composante d'assistance à la réintégration ait présenté quelques lacunes et une certaine inefficacité, l'aide ciblée que le projet fournit aux enfants-soldats parvint à réduire leur susceptibilité.

## RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

**Nom du projet:** Réintégration des ex-combattants et appui communautaire en Afrique centrale

**Agence d'exécution:** Gouvernement de la RCA et Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

**Financement:** 9,7 millions USD du Fonds fiduciaire du MDRP et 3,3 millions USD du PNUD

**Statut:** achevé (février 2007)

**Objectifs:** le projet visait à:

- appuyer la D&R des ex-combattants en finançant des activités de micro entreprises dans les domaines de l'agriculture, des mines, de la reconstruction, etc.; et
- aider à réhabiliter l'infrastructure sociale et économique, créer des activités génératrices de revenu, et faciliter les activités de réconciliation et de dialogue.

Le résultat général de ce projet est classé *insatisfaisant*. Un certain nombre d'objectifs ne furent pas atteints. En particulier, le désarmement (financé par une activité complémentaire) était très faible; seulement 190 armes ont été récupérées auprès de 7 556 ex-combattants démobilisés.

## RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

**Nom du projet:** Réintégration familiale et communautaire des enfants-soldats démobilisés

**Agence d'exécution:** Croix-Rouge de Belgique

**Financement:** 1,1 millions USD

**Statut:** achevé (mars 2006)

**Objectifs:** le projet était formé de trois composantes qui devaient être exécutées à Kinshasa et dans le sud de la région équatoriale, près de Mbandaka:

- Formation du personnel. Former le personnel du Destinataire à travailler avec les enfants ex-combattants démobilisés, faire la médiation auprès de leurs familles et réaliser des activités de sensibilisation au niveau communautaire.
- Sensibilisation et prévention. Réaliser des activités de sensibilisation destinées aux groupes, notamment les responsables du gouvernement, les autorités locales, les communautés, les familles, les enseignants, les étudiants et les bénévoles, afin qu'ils comprennent mieux qu'il faut protéger davantage les enfants, le cadre juridique de la protection de l'enfance, ainsi que la situation des enfants ex-combattants et leur réintégration dans leurs familles et communautés par la prestation de services de conseil technique et de formations.
- Réintégration des enfants ex-combattants. Réintégrer les enfants ex-combattants démobilisés dans leurs familles et communautés par: (i) la mise en place et le fonctionnement des centres de transit qui accueillent et préparent les enfants ex-combattants; (ii) la prestation de services et de formations destinées aux enfants ex-combattants, y compris le conseil, les soins de santé et une éducation restreinte; et (iii) la réintégration effective des enfants ex-combattants dans leurs familles et communautés.

Le résultat général de ce projet est classé *moyennement satisfaisant*. Bien que très peu d'enfants aient bénéficié de ce projet, et que celui-ci n'ait pas atteint tous ses objectifs initiaux, il est parvenu à s'adapter rapidement à l'évolution de la situation et à fournir des services efficaces de transit et de recherche des antécédents aux enfants ex-combattants qui espéraient retrouver leurs familles et leurs communautés.

**Nom du projet:** Démobilisation et réintégration des enfants-soldats dans les provinces Orientale, du Nord Katanga et de Maniema

**Agence d'exécution:** CARE International, Comité international de secours (IRC), Fondation internationale pour l'éducation et l'auto-assistance (IFESH)

**Financement:** 9,16 millions USD

**Statut:** achevé (avril 2007)

**Objectifs:** Ce projet était formé de quatre composantes qui devaient être exécutées dans trois provinces de l'est de la RDC:

- élaborer un profil de la situation des enfants-soldats dans la province Orientale et évaluer la bonne foi des groupes armés accessibles qui donneraient accès à ces enfants et permettraient de réaliser des activités de D&R à leur intention.
- évaluer les capacités des familles et communautés d'accueil à aider les enfants qui quittaient les groupes armés à se réintégrer et identifier et mettre en place les partenaires et ressources potentiellement requis pour réussir la réintégration et empêcher le recrutement, y compris par des activités pilotes;
- concevoir un programme exhaustif de démobilisation et réintégration (PDR) pour les enfants-soldats, [en collaboration avec CARE, IRC et IFESH] dans certaines provinces, dans

le cadre du PDR national selon son évolution; et

- mise en œuvre, pendant une période d'essai de six mois, du PDR pour les enfants-soldats (dans les provinces de Maniema, Orientale et du Nord Katanga] en collaboration étroite avec le PDR national, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et les autres principaux acteurs.

Le résultat général de ce projet administré par CARE dans la province de Maniema est classé *moyennement satisfaisant*. Le projet a aidé plus de 2 220 EAFC et 918 autres enfants vulnérables. Il a mis en place des réseaux solides d'appui local pour veiller à la réintégration à long terme, ce qui a renforcé l'aptitude générale de la communauté à s'adapter au conflit. Néanmoins, le manque de planification future, une conception trop ambitieuse et la faiblesse du suivi ont nuit en partie à la qualité et à l'impact du projet.

Le résultat général de ce projet administré par IRC dans la province Orientale est classé *moyennement satisfaisant*. Le projet a aidé plus de 2 000 EAFC, participé activement à la composante de vérification et de recherche des antécédents, et s'est intéressé de près au bien-être des bénéficiaires pendant la période de transition. Toutefois, il a éprouvé aussi des difficultés à fournir un appui de réintégration suffisant ou de qualité aux enfants après leur retour dans leur communauté, en partie pour des raisons indépendantes de sa volonté, mais aussi à cause du manque de personnel expérimenté sur le terrain et d'inventivité dans la résolution des problèmes.

Le résultat général de ce projet administré par IFESH dans la province du Nord Katanga est classé *moyennement satisfaisant*. Le projet est venu en aide à plus de 1 500 enfants-soldats. Cependant, comme IRC, IFESH a eu des difficultés à fournir un appui à la réintégration suffisant ou de qualité aux enfants après leur retour dans leur communauté.

**Nom du projet:** Prévention du recrutement, démobilisation et réintégration des enfants associés aux forces armées

**Agence d'exécution:** Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

**Financement:** 4,9 millions USD

**Statut:** achevé (avril 2007)

**Objectifs:** Le projet visait à:

- appuyer l'élaboration et la coordination d'un programme national pour le DDR des enfants associés aux forces de combat (EAFC) en RDC; et
- appuyer la D&R des EAFC et réaliser des activités visant à éviter qu'ils ne soient recrutés de nouveau.

Le résultat général du projet est classé *satisfaisant*. Bien que le projet ait aidé «seulement» près de 4 000 enfants, sa contribution générale au programme national a facilité la libération de près de 30 000 enfants dans l'ensemble du pays. Par ailleurs, la participation de l'UNICEF au programme général sur les EAFC en RDC a été essentielle. L'UNICEF a élaboré les outils qui ont permis de coordonner et d'orienter une opération de si grande échelle; ce faisant il est parvenu

à faire avancer deux des éléments les plus importants du programme: l'harmonisation et la coordination.

**Nom du projet:** Appui à la démobilisation et réintégration des anciens enfants-soldats en République démocratique du Congo

**Agence d'exécution:** *Save the Children Fund* GB

**Financement:** 5,37 millions USD

**Statut:** achevé (décembre 2006)

**Objectifs:** Le projet avait trois objectifs principaux:

- mieux maîtriser les besoins des enfants associés aux forces de combat - y compris les filles - et faire respecter leurs droits pendant la phase de transition de l'armée à la vie civile (Nord et Sud Kivu);
- préparer et rehausser les capacités institutionnelles du gouvernement et des ONG partenaires pour veiller à la protection des enfants-soldats dans le cadre du programme national de D&R; et
- garantir la durabilité de la réintégration socioéconomique des anciens enfants-soldats dans leur communauté en appuyant leur prise en charge intermédiaire, la réunification familiale et le renforcement des capacités communautaires (Nord et Sud Kivu, Bunia).

Le résultat général de ce projet est classé *satisfaisant*. Malgré de nombreux retards et lacunes dans le suivi, le projet est néanmoins parvenu à appuyer la D&R de plus de 5 700 enfants associés aux forces de combat et de plus de 2 800 autres enfants vulnérables, dépassant ainsi la cible initiale de 8 000 bénéficiaires au total. Il a aussi joué un rôle central dans la prestation des formations et de l'appui fourni à la structure publique nationale et à d'autres agences d'exécution moins expérimentées.

**Nom du projet:** Réhabilitation et réintégration communautaires des ex-combattants en RDC

**Agence d'exécution:** Gouvernement de la RDC et Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

**Financement:** 5 millions USD

**Statut:** achevé (mars 2005)

**Objectifs:** Exécuté dans cinq provinces (Nord et Sud Kivu, Orientale, Katanga et Maniema), le projet avait pour but de:

- sensibiliser et mobiliser les communautés d'accueil en faveur de la réintégration socioéconomique des populations affectées par la guerre et de la cohabitation pacifique entre les groupes hostiles;
- améliorer l'accès aux services sociaux essentiels et leur qualité en reconstruisant l'infrastructure sociale dans les communautés d'accueil;

- créer des possibilités économiques pour les personnes de retour (populations déplacées qui reviennent dans leurs communautés d'origine) en encourageant les activités génératrices de revenu; et
- faciliter la réintégration économique des ex-combattants et des personnes à leur charge dans les communautés d'accueil.

Le résultat général de ce projet est classé *moyennement insatisfaisant*. Bien que les activités de sensibilisation et de mobilisation des communautés et d'amélioration des services sociaux essentiels aient été bien reçues, elles n'ont pas été réalisées avec régularité dans l'ensemble des zones d'impact du projet. Par ailleurs, le projet a moins bien réussi à créer des possibilités économiques pour les communautés et n'est pas parvenu à atteindre ses objectifs centraux qui consistaient à faciliter la réintégration économique des ex-combattants. Toutefois, le projet a aidé effectivement à poser les bases de la consolidation de la paix et du rétablissement communautaire dans la région orientale de la RDC affectée par le conflit.

**Projet:** Mécanisme de réaction rapide en appui à la démobilisation et la réintégration des ex-combattants

**Agence d'exécution:** Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

**Financement:** 12,6 millions USD

**Statut:** achevé (décembre 2006)

**Objectifs:** Le projet visait à:

- intervenir en réponse aux situations urgentes liées au processus de D&R des ex-combattants en RDC en appuyant le déploiement rapide des ressources techniques et humaines et d'équipement, mettre en place les sites de démobilisation et fournir les services de réintégration dans les zones d'intervention; et
- faciliter la préparation d'un Programme national de désarmement, démobilisation et réintégration en réalisant les travaux exploratoires, les missions d'évaluation, les enquêtes auprès des groupes cibles, l'analyse des conditions de mise en œuvre du DDR, les activités de sensibilisation, et les échanges d'information et consultations.

Le résultat général de ce projet est classé *moyennement satisfaisant* car il a atteint la majorité de ses objectifs. Néanmoins, un des principaux objectifs, faciliter la préparation du programme national, n'a pas été entièrement accompli.

## OUGANDA

---

**Nom du projet:** Rapatriement, réhabilitation, réinstallation et réintégration des «reporters»

**Agence d'exécution:** Commission d'amnistie ougandaise

**Financement:** 4,2 millions USD

**Statut:** achevé (juin 2007)

**Objectifs:** Le projet visait à:

- aider près de 15 310 ex-combattants à se réintégrer dans la vie civile, dans le cadre de l'Acte d'amnistie ougandais de 2000; et
- renforcer l'aptitude de la Commission d'amnistie à exécuter ses fonctions.

Le résultat général de ce projet est classé *moyennement satisfaisant*. Le projet a aidé à améliorer le climat en faveur de la paix et du développement en Ouganda. Par ailleurs, le travail de la Commission d'amnistie en termes de sensibilisation des communautés et des *reporters* potentiels a joué un rôle important dans le Plan d'action humanitaire d'urgence du gouvernement dans le nord du pays auquel participaient de nombreux intervenants publics et privés, qui facilitait les discussions de paix avec la *Lord's Resistance Army* (LRA) et donnait aux populations du nord de l'Ouganda l'assurance nécessaire pour qu'elles rentrent chez elles. Enfin, la subvention a été accordée dans le cadre du MDRP, ce qui a facilité les partenariats avec les autres bailleurs et les agences des Nations Unies.

# Annexe 5: Réunions des partenaires du MDRP<sup>72</sup>

## RÉUNIONS DU COMITÉ CONSULTATIF (CC) ET DU COMITÉ DU FONDS FIDUCIAIRE (CFF)

**Avril 2002, Paris:** La réunion portait sur la Stratégie actualisée du MDRP. Elle s'intéressait aussi à un ensemble de questions, comme l'inclusion du Soudan au MDRP, le ciblage des jeunes sans emploi par le biais du MDRP, et l'importance du fait que les bénéficiaires du MDRP n'aient pas commis de crimes de guerre. Les partenaires soulignèrent l'importance des éléments suivants: (i) veiller à ce que le Secrétariat du MDRP dispose des effectifs nécessaires pour faire son travail, notamment le suivi de l'impact social; (ii) appuyer la réintégration sociale et économique à plus long terme des ex-combattants; et (iii) les modalités à base communautaire de réintégration.

**Novembre 2002, La Haye:** La rencontre portait sur la première Mission conjointe de supervision (MCS) qui réitérait les principes directeurs du MDRP: conditions d'un programme d'aide dans le pays, exigence d'appropriation nationale, et unicité du fonds fiduciaire du MDRP pour le DDR. Des préoccupations furent émises sur la lenteur de la mise en place des projets spéciaux en RDC et sur la nécessité d'une présence permanente du MDRP à Kinshasa.

**Avril 2003, Paris:** Le CC notait l'approbation du premier projet spécial en RDC, mais le plus important était l'approbation de procédures qui permettaient de traiter plus rapidement les projets futurs. Une participation plus active du MDRP sur le terrain au Burundi avait abouti à une analyse de meilleure qualité. La recommandation antérieure en faveur d'une présence permanente en RDC devait être généralisée à l'ensemble des pays du MDRP, tout en soulignant les liens avec les processus politiques: *«une analyse politique plus approfondie [...] en collaboration avec les représentants locaux des partenaires améliorerait la qualité des programmes nationaux et d'autres activités du MDRP [...] il est] également demandé au Secrétariat de rédiger une note de discussion sur les liens entre le DDR et la RSS [...] et] de préparer un document de réflexion sur l'assistance que le MDRP pourrait apporter - en établissant des liens avec les efforts d'assistance humanitaire, de reconstruction et autres mesures de redressement - pour répondre aux besoins des [femmes, des enfants et des personnes invalides non-combattantes]»* (procès verbal du CC d'avril 2003, para 10).

**Novembre 2003, Kinshasa:** La réunion examina les politiques et programmes nationaux de DDR; l'avancement de la mise en œuvre et les résultats de la MCS; la documentation sur les liens entre DDR et RSS; et le ciblage de l'appui du MDRP: *«[...] il faut rechercher et promouvoir les liens avec les efforts en faveur des groupes touchés par la guerre qui ne sont pas couverts dans*

---

<sup>72</sup> Synthèse des réunions des partenaires, extraite de Scanteam, «Programme multi-pays de démobilisation et réintégration», Évaluation de fin de programme.

*le cadre du financement du MDRP [...] et la recommandation d'appliquer des stratégies de réintégration communautaires et géographiques, lorsque cela est possible, est réaffirmée» (procès verbal du CC de novembre 2003, para. 11)*

**Mai 2004, Bruxelles:** Les partenaires souhaitaient mettre l'accent sur les activités régionales et l'appui aux activités transfrontalières de sensibilisation et de rapatriement. L'ONU décrit les préparatifs d'une conférence dans la région des Grands Lacs sur la Paix, la sécurité, la démocratie et le développement, en soulignant *«l'importance de l'appropriation nationale du processus, le rôle des représentants de la société civile»* (procès verbal du CC de mai 2004, paras 11, 14).

**Février 2005, Paris:** La rencontre était principalement consacrée à la mission de revue à mi-parcours (voir texte principal). Le facteur de déstabilisation que représentaient 41 000 CTE, particulièrement en RDC orientale, fut soulevé ainsi que la nécessité d'un partenariat avec les Nations Unies pour s'en occuper. L'ONU expliqua que l'option de désarmement forcé n'était pas réalisable en raison de l'absence de mandat et d'effectifs suffisants. Certaines parties mirent en garde le MDRP sur les problématiques qui faisaient l'objet d'efforts diplomatiques. Le DDR en Afrique et la manière dont le MDRP pourrait partager ses enseignements avec la communauté du développement furent abordés.

**Novembre 2005, Londres:** Les circonstances variées des pays et les problèmes pratiques de mise en œuvre des activités de DDR dans les États fragiles, ainsi que la lenteur persistante de l'avancement sur la problématique des CTE furent notés. Une séance spéciale fut consacrée au MDRP dans le contexte plus large de la paix et de la sécurité.

**Novembre 2006, Paris:** La séance réexamina les liens DDR-RSS, prit note du fait que l'action de la Banque était restreinte dans le domaine de la RSS, et discuta les liens qui devaient exister entre le DDR et le droit transitoire.

**Décembre 2007, Paris:** L'accent fut mis sur trois tâches du MDRP: (i) accélérer la mise en œuvre; (ii) planifier le retrait; et (iii) consolider les enseignements du MDRP. Le thème politique principal consistait en une présentation du Représentant spécial de l'UE pour la RGL sur le conflit en RDC, le déplacement massif de sa population civile et la violence sexuelle. Il soulignait la nécessité d'une solution pacifique qui incorpore des outils diplomatiques, politiques et de développement, l'importance du MDRP au cours des deux années suivantes et la nécessité d'une réflexion qui aille de l'avant. L'exigence de démarches exhaustives qui permettent d'aligner, dès le départ, les éléments politiques, sécuritaires, humanitaires et de développement fut soulevée, mais les partenaires remarquèrent les difficultés d'exécution de telles initiatives complémentaires à plus long terme dans des milieux d'après-guerre.

**Mars 2009, Washington:** La dernière réunion du CC fut précédée d'un atelier de réflexion auquel assistèrent de nombreuses personnes qui avaient mis en place le MDRP, et suivie d'un forum de DDR pour évaluer l'état des connaissances sur le DDR. Après la rencontre, une demi-journée fut consacrée aux réunions du CFF (pour les bailleurs) et du GTC (pour les partenaires africains). La réunion du CC porta sur les rapports finaux des partenaires sur les réalisations sur le terrain, un aperçu historique du conflit dans la région, ainsi que l'évaluation par le Secrétariat des réalisations du MDRP

## AUTRES RÉUNIONS DU COMITÉ DU FONDS FIDUCIAIRE

Septembre 2005, Kinshasa

Février 2006, Kinshasa

Mai 2006, Kinshasa

Octobre 2006, Paris

Mai 2007, Paris

Mai 2008, Paris

Juin 2009, Paris

## RÉUNIONS DU GROUPE TECHNIQUE DE COORDINATION

**Juillet-août 2002, Luanda:** Treize participants des sept pays prirent part à une première réunion de quatre jours du GTC. Des experts en DDR du Tchad, de l'Éthiopie et de Sierra Leone présentèrent les expériences de leurs pays comme contexte aux discussions sur la façon d'organiser des programmes de D&R dans la RGL.

**Août 2003, Kibuye:** Un atelier fut organisé pour discuter le S&E et la mise en place du SIG pour saisir et analyser les données de S&E.

**Février 2004:** Le personnel de tous les pays partenaires du MDRP à l'exception de la RDC participa à un voyage d'étude en Sierra Leone pour mieux comprendre l'expérience de ce pays en matière de démobilisation et de réintégration des ex-combattants.

**Septembre 2004, Kigali :** La CRDR organisa une réunion avec les délégations du Burundi et de l'Ouganda pour partager leurs expériences.

**Octobre-novembre 2005, Kigali:** Organisé conjointement par UNIFEM et le MDRP, l'atelier porta sur le genre et la D&R; les pays présentèrent les expériences, enseignements et contraintes de leur action sur le genre et les participants réfléchirent aux problématiques qui affectaient le programme régional dans son ensemble.

**Juin 2006, Luanda:** Cinq pays envoyèrent des représentants pour observer les résultats de la réintégration en Angola.

Le Secrétariat du MDRP organisa ensuite une réunion des délégations techniques du Rwanda et de la RDC à Nairobi, du 16 au 20 septembre 2006, à laquelle participèrent le PNUD et MONUC et qui avait pour but d'élaborer la mise en place complète du DD et le rapatriement des groupes armés rwandais de la RDC. Le Rwanda invita la RDC à envoyer une délégation pour visiter son programme.

**Novembre 2006, Paris:** le GTC se réunit pour discuter et échanger les expériences et idées au

sujet des problématiques suivantes de l'ensemble de la région:

- *enfants associés aux forces de combat*: l'accent fut mis sur l'actualisation et le renforcement des Principes du Cap, le rôle des nouveaux Principes dans les programmes appuyés par le MDRP et les «pratiques utiles» élaborées par les programmes financés par le MDRP pour prendre en charge les enfants.
- *renforcer les dimensions genre du DDR*: la discussion porta principalement sur la nécessité d'élaborer un cadre conceptuel sur le genre et le DDR et d'établir un forum permettant de réunir, discuter et diffuser les expériences relatives au genre et au DDR au sein du MDRP.
- *repenser le DDR*: ayant observé le DDR à la fois du point de vue de la gestion des conflits et du développement, les participants réfléchirent aux problématiques du DDR, de la sécurité et de la consolidation de la paix dans le cadre plus élargi de la gouvernance, du droit et du bien-être/développement économique et social.
- *DDR et appropriation nationale*: trois études de cas traitaient la notion d'appropriation nationale: l'expérience de l'Angola en matière de dialogue avec les groupes antérieurement hostiles; l'expérience de participation des parlementaires en RdC et de collaboration avec les organisations de la société civile en Ouganda.

**Juin 2007, Kigali**: Le défi que constitue le traumatisme psychosocial chez les ex-combattants et la manière d'y répondre à des niveaux individuels et communautaires formaient le sujet principal.

**Novembre 2007, Paris**: La séance (i) discuta et échangea des expériences sur la collaboration avec la Banque mondiale, ainsi que ses politiques et procédures, son mandat et ses priorités dans la Région Afrique; et (ii) introduisit des notions nouvelles du leadership dans le contexte des programmes de DDR. Ensuite, le MDRP tint son premier Séminaire d'apprentissage d'une journée.

**Mars 2009, Washington**: un Forum élargi sur les politiques de DDR auquel participèrent le GTC, la totalité du CC et des présentateurs extérieurs discuta l'état des connaissances sur des problématiques centrales du DDR: la politique mondiale sur les conflits, la sécurité, les États fragiles et la programmation future des activités de DDR; le défi présent au début de la phase de rétablissement, qui consistait à trouver un équilibre entre les besoins des ex-combattants, ceux des victimes de la violence et la mise en place des fondations pour la paix; le débat sur les mesures qui remplaceraient la réintégration; et les modalités régionales de l'action dans les États fragiles et les conflits régionaux.

## Annexe 6: Travaux d'analyse

Année	Étude
2003	1. Liens entre désarmement, démobilisation et réintégration des ex-combattants et réforme du secteur de la sécurité
2004	2. Cibler l'assistance du MDRP: ex-combattants et autres populations affectées par la guerre
2005	3. Adopter une perspective genre pour renforcer le Programme multi-pays de démobilisation et réintégration dans la région élargie des Grands Lacs 4. Étude sommaire du MDRP sur le genre (Emily Schroeder)
2006	5. Assistance à la réintégration des ex-combattants: pratiques utiles et enseignements pour le MDRP(Sarah Michael)
2007	6. Ex-combattants au Burundi: pourquoi ils vont au combat, pourquoi ils le quittent, comment ils le vivent (Peter Uvin) 7. Au-delà de la démobilisation: défis et possibilités de réforme du secteur de la sécurité en République centrafricaine (Boubacar N'diaye) 8. Possibilités et contraintes du désarmement et du rapatriement des groupes armés étrangers en République démocratique du Congo (Hans Romkema) 9. Le statut social et économique des bénéficiaires du Projet de démobilisation, de réintégration sociale et de prévention du recrutement des enfants-soldats au Burundi (Sarah Michael)
2008	10. Le Programme de démobilisation et réintégration du Rwanda: enseignements de la réintégration des ex-combattants (Sarah Michael) 11. RCA: leçons dégagées d'un programme de désarmement, démobilisation et réintégration 12. Problématiques psychosociales de la démobilisation et réintégration des ex-combattants 13. Le statut des reporters de la LRA (Sarah Michael) 14. Tendances contemporaines de la sécurité et du développement dans la RGL (Gilbert Khabigala)
2009	15. La voix des jeunes dans le Burundi d'après-guerre: perspectives sur l'exclusion, le genre et le conflit (Pia Peeters, Emilie Smith, Maria Correia) 16. Voix et opinions: les jeunes au Rwanda d'après-guerre, du point de vue de la pauvreté et du genre (Pia Peeters, Emilie Smith, Maria Correia) 17. Directives pour l'incorporation des activités de lutte contre le VIH/SIDA dans les programmes de démobilisation, réinsertion et réintégration des ex-combattants (Carla Boussen) 18. Pas d'emploi, pas de masculinité: chômage, jeunes hommes, masculinités et conflit en Angola (Marianna Olinger, Marcio Segundo, Marcos Nascimento et Gary Barker) 19. Étude sur les groupes armés locaux en République démocratique du Congo: contraintes et possibilités d'un retour à la paix dans l'est de la RDC (Mass Walimba Katangira)

## Annexe 7: Liste des fonds fiduciaires apparentés

Numéro du FF	Intitulé de la tâche	Date de clôture	Type de rapport d'achèvement
TF051234	Activités régionales/Assistance technique du MDRP	30 juin 2009	--
TF051235	Gestion du programme du MDRP, administration, coordination du FF	30 juin 2009	--
TF090854	Apprentissage pour l'égalité, l'accès et la paix (LEAP)	28 février 2009	
TF052486	ANGOLA. Projet de démobilisation et réintégration d'urgence	31 décembre 2008	RFE
TF052486	ANGOLA. Appuyer la réintégration des ex-combattants dans le cadre du processus de paix dans le projet (spécial) de l'Angola	30 juin 2005	MFE
TF053794	BURUNDI. Projet de démobilisation, réinsertion et réintégration du Burundi.	31 décembre 2008	RFE
TF053856	BURUNDI. Projet (spécial) de démobilisation, réintégration sociale et prévention du recrutement des enfants-soldats au Burundi	30 juin 2006	MFE
TF053548	RCA. Projet (spécial) de réintégration des ex-combattants et d'appui communautaire en Centrafrique	28 février 2007	MFE
TF054242	RDC. Projet de démobilisation et réintégration d'urgence	31 mars 2008	MFE <sup>73</sup>
TF052896	RDC. Projet (spécial) de réhabilitation et réintégration communautaires des ex-combattants en RDC (exécuté par le PNUD)	31 mars 2005	MFE
TF053310	RDC. Projet (spécial) de réintégration familiale et communautaire des enfants-soldats démobilisés (exécuté par la Croix-Rouge de Belgique)	1 <sup>er</sup> mars 2006	MFE

<sup>73</sup> ICR à paraître à la conclusion de la partie IDA du financement.

TF054284	RDC. Projet (spécial) de prévention du recrutement, démobilisation et réintégration des enfants associés aux forces armées (exécuté par UNICEF)	30 avril 2007	MFE
TF052749	RDC. Projet (spécial) de démobilisation et de réintégration à base communautaire des anciens enfants-soldats dans la province de Maniema (exécuté par CARE International)	31 décembre 2006	MFE
TF052748	RDC. Projet (spécial) de démobilisation et de réintégration à base communautaire des anciens enfants-soldats dans la province du Nord Katanga (exécuté par IFESH)	30 avril 2007	MFE
TF052747	RDC. Projet (spécial) de démobilisation et de réintégration à base communautaire des anciens enfants-soldats dans la province Orientale (exécuté par le Comité international de secours)	31 décembre 2006	MFE
TF052897	RDC. Projet (spécial) sur le mécanisme de réaction rapide en appui à la démobilisation et réintégration des ex-combattants (exécuté par le PNUD)	31 décembre 2006	MFE
TF052337	RDC. Projet (spécial) d'appui à la démobilisation et réintégration des anciens enfants-soldats en République démocratique du Congo (exécuté par <i>Save the Children</i> GB)	31 décembre 2006	MFE
TF056057	RdC. Projet de réintégration d'urgence	28 février 2009	MFE
TF052159	RWANDA. Projet de démobilisation, réinsertion et réintégration d'urgence	31 décembre 2008	RFE
TF053729	OUGANDA. Projet (spécial) de rapatriement, réhabilitation, réinstallation et réintégration des reporters	30 juin 2007	MFE

# Annexe 8: Documents justificatifs et références

## MÉMORANDUMS DE FIN D'EXÉCUTION DE LA BANQUE MONDIALE (MFE) ET RAPPORTS DE FIN D'EXÉCUTION (RFE)

- RFE de l'Angola:** «Projet de démobilisation et réintégration d'urgence» Rapport de fin d'exécution. Washington, DC: Banque mondiale, 2009.
- MFE de l'Angola:** «Appuyer la réintégration des ex-combattants dans le cadre du processus de paix dans le projet (spécial) de l'Angola.» Mémoire de fin d'exécution du projet exécuté par le PNUD. Washington, DC: Banque mondiale, 2005.
- RFE du Burundi:** «Projet de démobilisation, réinsertion et réintégration du Burundi.» Rapport de fin d'exécution. Washington, DC: Banque mondiale, 2009.
- MFE du Burundi:** «Projet (spécial) de démobilisation, réintégration sociale et prévention du recrutement des enfants-soldats au Burundi.» Mémoire de fin d'exécution du projet exécuté par UNICEF. Washington, DC: Banque mondiale, 2008.
- MFE de la RCA:** «Projet (spécial) de réintégration des ex-combattants et d'appui communautaire en Afrique centrale.» Mémoire de fin d'exécution du projet exécuté par le PNUD. Washington, DC: Banque mondiale, 2005.
- MFE de la RDC:**
- (a) «Projet (spécial) de réhabilitation et réintégration communautaires des ex-combattants en RDC.» Mémoire de fin d'exécution du projet exécuté par le PNUD. Washington, DC: Banque mondiale, 2006.
  - (b) «Projet (spécial) de démobilisation et de réintégration à base communautaire des anciens enfants-soldats dans la province de Maniema.» Mémoire de fin d'exécution du projet exécuté par CARE International. Washington, DC: Banque mondiale, 2009.
  - (c) «Projet (spécial) de démobilisation et de réintégration à base communautaire des anciens enfants-soldats dans la province du Nord Katanga.» Mémoire de fin d'exécution du projet exécuté par IFESH. Washington, DC: Banque mondiale, 2009.

d) «Projet (spécial) de démobilisation et de réintégration à base communautaire des (anciens enfants-soldats dans la province Orientale.» Mémoire de fin d'exécution du projet exécuté par le Comité international de secours. Washington, DC: Banque mondiale, 2009.

(e) «Projet de démobilisation et réintégration d'urgence.» Mémoire de fin d'exécution. Washington, DC: Banque mondiale, 2009.

(f) «Projet (spécial) de réintégration familiale et communautaire des enfants-soldats démobilisés.» Mémoire de fin d'exécution du projet exécuté par la Croix-Rouge de Belgique. Washington, DC: Banque mondiale, 2006.

(g) «Projet (spécial) de prévention du recrutement, démobilisation et réintégration des enfants associés aux forces armées.» Mémoire de fin d'exécution du projet exécuté par UNICEF. Washington, DC: Banque mondiale, 2007

(h) «Projet (spécial) sur le mécanisme de réaction rapide en appui à la démobilisation et réintégration des ex-combattants.» Mémoire de fin d'exécution du projet exécuté par le PNUD. Washington, DC: Banque mondiale, 2009.

(i) «Projet (spécial) d'appui à la démobilisation et réintégration des anciens enfants-soldats en République démocratique du Congo.» Mémoire de fin d'exécution du projet exécuté par *Save the Children* GB. Washington, DC: Banque mondiale, 2009.

**MFE de la RdC:** «Programme de réintégration d'urgence.» Mémoire de fin d'exécution, Washington, DC: Banque mondiale, 2009.

**RFE du Rwanda:** «Projet de démobilisation, réinsertion et réintégration d'urgence.» Rapport de fin d'exécution. Washington, DC: Banque mondiale, 2009.

**MFE de l'Ouganda:** «Projet (spécial) de rapatriement, réhabilitation, réinstallation et réintégration des déclarants.» Mémoire de fin d'exécution. Washington, DC: Banque mondiale, 2009.

## AUTRES RÉFÉRENCES

Clement, C. (à paraître). *Vaincre les démons internes: La politique qui se joue dans les coulisses du programme de démobilisation de la RDC*. In Banque mondiale. (à paraître). *Publication sur le Programme multi-pays de démobilisation et réintégration*. Washington, DC.

Development Alternatives Inc. 2005. *Un partenariat à réaffirmer. Revue à mi-parcours du Programme multi-pays de démobilisation et réintégration (MDRP)*. ([www.mdrp.org](http://www.mdrp.org)).

Fonds pour la paix (2007). *Indice des États non viables, 2007*. [http://www.fundforpeace.org/web/index.php?option=com\\_content&task=view&id=229&Itemid=366](http://www.fundforpeace.org/web/index.php?option=com_content&task=view&id=229&Itemid=366). Consulté le 1er avril 2010.

Kaufmann, K., D. A. Kraay, et M. Mastruzzi. 2009. *Affaires de gouvernance VIII: indicateurs de gouvernance pour 1996-2008*. Washington, D.C.: Institut de la Banque mondiale.

Knight, A. W. 2010. «Lier le DDR et la RSS pendant la consolidation de la paix après-guerre en Afrique: un aperçu général.» *African Journal of Political Science and International Relations* 4 (1): 029-054. Janvier 2010.

Muggah, R., et E. McCandless. 2009. *Seconde génération des pratiques de DDR dans les opérations de paix des Nations Unies: une contribution au programme du Nouvel horizon*. Rapport préliminaire (en date du 5 novembre 2009). DPKO.

Scanteam. 2010. *Programme multi-pays de démobilisation et réintégration*. Évaluation de fin de programme.

Banque mondiale. 2002. *Stratégie de démobilisation et réintégration dans la région élargie des Grands Lacs*. Rapport No. 23869-AFR. Washington, DC.

Banque mondiale. (à paraître). *Publication sur le Programme multi-pays de démobilisation et réintégration*. Washington, DC.

## SITES WEB CONSULTÉS

<http://www.unddr.org/iddrs/framework.php>

<http://www.unddr.org/iddrs/framework.php>

[http://www.siteresources.worldbank.org/INTSTATINAFR/Resources/adi2007\\_final.pdf](http://www.siteresources.worldbank.org/INTSTATINAFR/Resources/adi2007_final.pdf)

<http://www.iss.co.za/af/profiles/drcongo/cdreader/bin/2lusaka.pdf>

[http://www.fundforpeace.org/web/index.php?option=com\\_content&task=view&id=229&Itemid=366](http://www.fundforpeace.org/web/index.php?option=com_content&task=view&id=229&Itemid=366)

<http://www.mdrp.org>

<http://www.milexdata.sipri.org/>

<http://www.internal-displacement.org>

<http://www.unhcr.org/statistics/populationdatabase>

<http://www.countryanalysis.eiu.com/>

<http://www.unhcr.org/statistics/populationdatabase>

# MDRP

Banque mondiale  
1818 H Street NW  
Washington, DC 20433  
USA  
[www.mdrp.org](http://www.mdrp.org)